

THÈSE DE
PARIS.
1883.
N^o. 24.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DES OBLIGATIONS LITTÉRALES

EN DROIT ROMAIN

DES TITRES DE BOURSE NOMINATIFS

EN DROIT FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Adrien CAUCHETIER

Avocat à la Cour d'appel,



FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

DES OBLIGATIONS LITTÉRALES

EN DROIT ROMAIN

DES TITRES DE BOURSE NOMINATIFS

EN DROIT FRANÇAIS

L'acte public ci-après sera soutenu

le Mercredi 19 Décembre 1883 à 10 heures et demie

PAR

Adrien CAUCHETIER

Avocat à la Cour d'appel,

PRÉSIDENT : M. BOISTEL

MM. RATAUD,
LYON-CAEN,

} PROFESSEURS

RIPERT,
MICHEL LÉON,

} AGRÉGÉS



SUFFRAGANTS

Le Candidat répondra en outre aux questions qui lui seront
faites sur les autres matières de l'enseignement.

A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

A MA SECONDE MÈRE

DROIT ROMAIN

DES OBLIGATIONS LITTÉRALES



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Gaius, énumérant les obligations qui naissent *ex contractu*, nous dit qu'elles peuvent se former de quatre façons différentes : « *aut enim re contrahitur obligatio, aut verbis, aut litteris, aut consensu.* » (Comment. III, § 89). De ces quatre espèces d'obligations, trois sont connues dans leurs principes essentiels, par les détails donnés aux Institutes de Justinien et de Gaius, dans les Pandectes et le Code. Il n'en est malheureusement pas de même de la quatrième, de l'obligation littérale, et son étude est encore restée dans une grande obscurité et ouvre un vaste champ aux conjectures. Les Institutes de Justinien n'y consacrent que quelques lignes : on ne pouvait par conséquent, en concevoir qu'une notion très vague, lorsque la découverte du manuscrit de Gaius en 1816 est venue jeter quelque lumière sur cette matière. A l'aide de ces renseignements et de rapprochements puisés dans les écrits des littérateurs de la fin de la République et du commencement de l'Empire, les Romanistes modernes sont enfin parvenus à formuler une théorie du contrat *litteris* assez bien assise quoique encore battue en brèche. Malgré ses obscurités, ce contrat fournit une étude attrayante, puisque, en nous donnant l'occasion d'examiner la manière dont on gérait son patrimoine à Rome, elle nous permet d'observer sous un aspect tout particulier, les mœurs des pères de famille romains. Nous allons donc y consacrer les pages qui vont suivre.

Nous commencerons par donner dans un chapitre préliminaire quelques notions sur les écrits qui jouèrent à Rome un rôle juridique, car nous les rencontrerons presque à chaque pas dans cette étude. Nous essaierons ensuite de reconstruire la théorie du contrat *litteris*, tel qu'il était pratiqué à l'époque classique. Puis après avoir examiné le rôle des *syngraphæ* et des *chirographa* dans le droit romain, nous terminerons en étudiant l'obligation littérale telle qu'elle était comprise sous Justinien.

CHAPITRE I^{er}

De l'écriture appliquée au droit des Obligations

L'écriture était connue à Rome, dès la plus haute antiquité, et les Lois dites Lois des Douze Tables qui furent gravées sur des *tabulæ* sont là pour le prouver. Aussi fut-elle employée de bonne heure par les Romains, soit pour la tenue de leurs comptes, soit pour avoir la preuve d'une obligation. De là deux sortes d'écrits : les livres domestiques et les titres séparés.

§ 1^{er} DES LIVRES DOMESTIQUES

Dès les premiers temps de Rome tout citoyen prit l'habitude de tenir un compte exact de toutes ses affaires ; chacun notait ses recettes, dépenses, gains, pertes et tous les rapports qui le liaient juridiquement à d'autres personnes. Tous se soumettaient à cet usage, et accuser quelqu'un de ne pas tenir de comptabilité était lui faire une grave injure. On accuse Cluentius son client, d'avoir manqué à ce devoir : aussitôt Cicéron proteste ; « *Confecit tabulas diligentissime* » (*Cic. pro Cluentio*, § 30.)

Le même Cicéron s'étonne que Verrès ait pu soutenir qu'il avait cessé de tenir ses registres, et c'est à peine s'il peut supposer qu'il y ait des gens capables d'une pareille négligence (Verrès, act. II, § 23) « *Verum sit hoc genus aliquod minimè probandum.* » Si une somme était omise, elle devenait **pecunia extraordinaria** et ce seul oubli faisait naître le soupçon de gains illicites et de

profits honteux, tant était universelle la coutume de tenir ces comptes (1). Ce qui favorisa surtout son développement, ce fut l'avantage incontestable que ce peuple parcimonieux trouvait au point de vue de la bonne administration de sa fortune, dans une tenue régulière de livres mentionnant un compte exact de toutes ses affaires. D'ailleurs, d'après certains auteurs (2), la tenue des registres était obligatoire.

Mais comment cette comptabilité domestique était-elle tenue? Tout son mécanisme consiste dans trois livres: le *Codex*, les *Adversaria* et le *Calendarium*.

Du Codex. — Ce livre était celui que tenait chaque père de famille Romain et où se trouvaient consignées ses dépenses et recettes de toute nature, ce qu'il avait déboursé, ce qu'il avait encaissé; les textes le désignent tantôt sous le nom de *Tabulæ*, tantôt sous celui de *Codex accepti et expensi*.

Il devait contenir deux pages en regard, dont l'une, sous la mention *expensum*, relatait tous les capitaux qui étaient sortis de la caisse, l'autre sous la dénomination *acceptum* rapportait les sommes reçues (3). Ainsi le père de famille payait-il une somme d'argent? il inscrivait *expensum Titio centum (expensum ferebat)*. S'agissait-il d'un paiement reçu, il relatait sur l'autre page *acceptum a Titio centum (acceptum ferebat)*. Il y avait donc là deux opérations, une *acceptilatio* en cas de recette et une *expensilatio* en cas de dépense.

Mais ces expressions n'avaient rien de sacramentel et Cicéron se sert des mots : « *Accepi, dedi* (4). » D'autres indications pouvaient probablement être mentionnées pour faire connaître l'origine des rentrées, la cause des sorties (5), la fixation de l'échéance, le taux des intérêts.

(1) Pro Cluentio XIV.

(2) Gide, Obs. sur le Contrat litteris, p. 4.

(3) Pline, Hist. nat., lib. 2, cap. VII.

(4) In Verrem, II, 1, 14.

(5) Ibid.

Sur tout ce qui précède, il n'y a pas de difficulté, mais la controverse s'élève sur le point de savoir si le Codex était ce que nous appelons maintenant un *livre de caisse* ou un *livre de comptes courants*. Rappelons en quelques mots le sens de ces expressions.

Le livre de *caisse* est un livre tenu en deux colonnes, dans lequel le père de famille note au jour le jour, dans l'ordre où se produisent les rentrées et sorties de numéraire, d'un côté toutes ses recettes, et, de l'autre, toutes ses dépenses, en sorte qu'il arrive, en additionnant chaque colonne et en comparant les deux résultats obtenus, à un chiffre qui exprime au juste ce que la caisse contient.

Le livre de *comptes courants*, au contraire, a pour but, non de faire connaître l'état de la caisse, mais d'exposer notre situation vis-à-vis de toute personne avec qui nous sommes en rapport d'affaires. A cet effet, le propriétaire du registre ouvre, sur une page spéciale de son livre, à chaque correspondant, dont le nom doit figurer en tête, un compte divisé en deux colonnes : colonne de l'*Avoir*, colonne du *Doit*. Dans la colonne de l'*Avoir*, il inscrit les sommes dont il est débiteur ; dans la colonne du *Doit*, celles dont il est créancier vis-à-vis de son correspondant, de telle sorte que la balance de ces deux colonnes exprime s'il est créancier ou débiteur de son correspondant. L'état de la caisse est complètement indifférent à ce registre.

Quelle était donc la nature du Codex ? On a discuté sur ce sujet, mais aujourd'hui il semble admis à peu près par tout le monde que le Codex était un livre de caisse.

Son nom même l'indique, dit M. Gide (1) ; « *Codex accepti et expensi*, signifie littéralement livre de la recette et de la dépense. Placé dans chaque maison romaine à côté de la caisse, *arca*, ce livre en était comme l'appendice indispensable. »

(1) Observation sur le *contrat litteris*, p. 5.

D'ailleurs l'ouverture d'un compte spécial à chaque correspondant suppose des relations d'affaires nombreuses et suivies, de sorte que cette comptabilité eut excédé les besoins pratiques de la majeure partie des citoyens romains.

Du reste, nous pouvons appuyer cette opinion sur un passage de Cicéron, dont la compétence juridique ne saurait être mise en doute.

Verrès avait eu de nombreuses relations peu honorables avec un nommé *Carpinatus*, homme d'affaires d'une société de publicains de Sicile; cet agent, plus tard, s'efforça de détruire les preuves qui accablaient Verrès; dans ce but, et comme on ne pouvait supprimer les registres de la société, il changea le nom de Verrès en celui de Verrutius. Cicéron dut aller en Sicile, chercher des preuves contre Verrès, il examina les registres, découvrit la falsification, en prit une copie et la produisit à Rome dans le procès. Cicéron s'exprime ainsi (*In Verrem lib. II, cap. 76-77*):

« *Cum jam in manibus tabulas haberemus, repente adipicimus lituras ejus modi quasi quædam vulnera tabularum recentia. Statim suspicione offensi, ad ea ipsa nomina oculos animamque transtulimus. Erant acceptæ pecuniæ a C. Verrutio sic tamen, ut usque ad alterum R litteræ constarent integræ; reliquæ omnes essent in litura, alteram tertiam, quartam: permulta erant ejus modi nomina.* »

« *Rem ad Metellum defero, me tabulas perspexisse sociorum; in his tabulis magnam rationem C. Verrutii permultis nominibus esse, neque hoc perspicere ex consulum mensiumque ratione, neque ante adventum C. Verris, neque post decessionem quidquam cum Carpinatio rationis habuisse.* »

« *Ego instare ut mihi responderet cur servus societatis, qui tabulas confecerit semper in Verrutii nomine certo ex loco mendosus esset.* »

« *Tabulas in foro exscribo; litteræ, lituræque omnes assimilatæ expressæ de tabulis in libros transferuntur.* »

Il résulte de ce passage que Cicéron parle d'un livre où les *nomina* au nom de Verrutius sont intercalés avec d'autres, et tel ne peut être l'aspect d'un compte-courant, puisque chaque nom a sa page.

Et d'ailleurs Cicéron, qui avait fait des recherches, n'eut pas omis de citer un livre de comptes courants qui lui aurait fourni le plus d'indices contre Verrès, si ce livre avait existé. Remarquons aussi que nous nous trouvons ici en présence d'une tenue de livres de société dont les comptes doivent toujours être justes et réguliers. Ce texte de Cicéron en appuyant la vraisemblance de considérations générales nous amène donc à décider que le *Codex accepti et expensi* des Romains était un livre de caisse. Nous verrons au chapitre suivant les conclusions à en tirer.

Quelle était l'utilité du *Codex* au point de vue de la preuve juridique?— C'est qu'on y ajoutait la plus grande foi, et les témoignages de Cicéron abondent sur ce point. Lorsque les livres des deux parties contenaient des mentions corrélatives la preuve était complète. Mais dans le cas où le créancier seul mentionnait le prêt sur son livre, les juges devaient s'inspirer des circonstances et surtout de l'honorabilité des parties pour décider. Ainsi Cicéron, dans son plaidoyer *pro Roscio comædo* (I), dit à Fannius Cherea, le demandeur, que si celui-ci produit son livre où le prêt est mentionné, Roscius produira le sien où il n'y a rien, et alors il s'écrie : « *Cur potius illius quam hujus crederetur ? Scripsisset ille, si non jussu hujus expensum tulisset ? Non scripsisset hic quod sibi expensum ferri jussisset ? Nam quemadmodum turpe est scribere quod non debeatur ; sic improbum est non referre quod debeas : æque enim tabulæ condemnantur ejus qui verum non rettulit et ejus qui falsum perscripsit.* » Nous reviendrons plus tard sur ce passage de Cicéron et nous verrons comment l'interprètent ceux qui soutiennent que l'inscription sur les registres du créancier seul suffit à former le contrat *litteris*.

Mais on peut aussi invoquer le Codex d'une personne non intéressée au procès pour faire la preuve de faits avancés par l'une des parties. Ainsi Cicéron, dans sa seconde action contre Verrès (I, § 57), invoque les registres d'un certain Rabonius, et dans son plaidoyer pour Roscius (I) il demande la communication des registres de P. Satrius.

Des Adversaria. — En même temps que du Codex, le père de famille se servait aussi des Adversaria : c'était une espèce d'agenda, une sorte d'aide-mémoire dans lequel on notait les opérations de chaque jour. A la fin du mois on reportait sur le Codex les notes prises sur les Adversaria ; il paraît même que c'était une règle, ou du moins, une habitude générale. Et Cicéron fait des reproches à Fannius Cherea de ce qu'il est resté longtemps sans reporter sur son Codex les dépenses inscrites sur ses Adversaria (1). Mais une fois le mois passé, les Adversaria étaient habituellement détruits. D'ailleurs leur valeur au point de vue de la preuve juridique, était à peu près nulle : aussi Cicéron s'écrie-t-il en voyant Fannius invoquer ses notes journalières : « *Suarum prescriptionum et liturarum adversaria proferre non amentia est ?* » (2) » Puis plus loin, il nous donne la raison de cette différence entre le Codex et les Adversaria : « *Quia, dit-il, hæc sunt menstruæ, illæ sunt æternæ ; hæc delentur statim, illæ servantur sanctæ, hæc parvi temporis memoriam, illæ perpetuæ existimationis fidem et religionem amplectuntur ; hæc sunt dejecta, illæ in ordinem confectæ ; itaque adversaria in judicium protulit nemo, codices protulit, tabulas recitavit.* »

Calendarium. — Outre les *adversaria* et le *codex*, les Romains avaient encore le *Calendarium*. C'était un livre dont se servaient les Argentarii ; c'était un tableau mentionnant le jour de rentrée des capitaux ou de paiement des intérêts. Son nom vient de ce que à

(1) Pro Roscio, § III.

(2) id., § II.

Rome l'usage était de fixer ce paiement aux calendes de chaque mois.

Quelquefois le mot *calendarium* est employé dans un autre sens : il signifie l'ensemble des créances qui y sont constatées ; c'est ainsi qu'il est employé dans les lois 34, § 1 et 64. D. liv. XXXII, l. 6 et 27, § 3. D. liv. XXXIII tit. 7 et l. 37. D. liv. 33, tit. 2.

Comme registre domestique, il se distinguait des *adversaria* parcequ'il faisait preuve en justice, (l. 88 pr. D, liv. XXXI) et du *codex* parce qu'il ne pouvait donner naissance au contrat *litteris*, n'étant qu'un simple instrument probatoire.

Le *Codex* était donc le livre principal dont se servaient les Romains. Aussi est-il le seul que nous ayons à prendre en considération dans nos explications sur le contrat *litteris*.

Ces livres domestiques ont disparu peu à peu ; et sous Justinien, à part le *Calendarium* dont il est question au Digeste, ils ont cessé d'être employés par les Romains. En usage au temps des guerres puniques d'après le témoignage de Tite-Live (1), ils sont tombés en désuétude au moment où vivait Asconius Pédianus, le commentateur des Verrines. D'après certains, Asconius aurait vécu à l'époque de Virgile, mais aujourd'hui on admet généralement que les commentaires des Verrines sont d'une époque postérieure.

Si l'on demande à quelles causes on doit attribuer cet abandon d'une coutume si romaine, deux réponses sont données. L'une par Asconius (2), qui rapporte que dans les procès criminels on interrogeait le Codex de l'accusé pour y trouver contre lui des preuves fournies par lui-même. Mais ce serait supposer que les honnêtes gens étaient devenus l'exception à Rome. — M. Accarias propose une autre explication qui paraît plus logique. « Etant donné, dit-il, (3) deux ou plusieurs personnes

(1) XXIV, 18. XXXV, 7.

(2) In Verrem, 2^e act. I. 23.

(3) Précis de Droit Romain, t. II, p. 387, not. 1.

qui sont en rapport d'affaires les unes avec les autres, l'usage du Codex n'a toute son utilité qu'autant qu'il est pratiqué par chacune d'elles. Car alors leurs livres se contrôlent réciproquement. Quand donc, par l'effet de ses nombreuses conquêtes, Rome compta plus de sujets pérégrins que de citoyens, les rapports des uns avec les autres se multiplièrent tous les jours, la minorité perdit ses habitudes propres et adopta celles de la majorité. »

§ II DES TITRES SÉPARÉS

Les registres domestiques n'étaient pas les seuls écrits dont les Romains faisaient usage. Ils se servaient encore d'autres titres sur lesquels ils constataient ce qui avait été convenu entre eux, dans le but de faciliter la preuve en cas de mauvaise foi. De nombreuses expressions servaient à désigner ces actes écrits. Celles que nous rencontrons le plus souvent sont les suivantes : « *nomen, cautio, chirographum, syngraphæ, epistola, instrumentum, documentum et obligatio*. »

Nomen. — C'est l'expression la plus employée et elle comprend toute espèce de créance ; mais elle désigne souvent l'instrument de la créance et c'est dans cette acception qu'elle est prise dans les passages suivants : « *nomina a tutore facta.* » (1) « *Stichus arcarinus, probante domino, nomina fecit.* » (2). C'est dans le même sens qu'on l'emploie quand on parle de *nomen transcriptitium* aut *arcarium*. Mais les *nomina transcriptitia* et les *nomina arcaria* trouveront leur place dans un des chapitres suivants.

Cautio. — Ce mot est employé généralement pour tout billet constatant une dette. C'est ainsi que Paul dans la loi. 40. Princ. Dig. liv. XII, tit. I, dit : « *lecta est in auditorio Papiniani, cautio hujus modi.* » Quelquefois la nature exacte du billet est indiquée, c'est ainsi que

(1) L. 16. Dig. XXVI, 7.

(2) L. 41. Dig. § 17, XL, 5.

l'on rencontre les expressions *cautio depositi*, (1) *cautio fœneratitia*. (2)

Nous trouvons encore ce mot pris comme synonyme de *chirographum* : « *qui tabulas vel cautiones amovet, furti tenetur*, dit la loi 27, Pr. D. liv. 47, tit. 2 ; et le § 1^{er} de cette loi poursuit l'idée de vol d'un titre, en parlant d'un *chirographum* « *ut alio chirographo salvo securior sit creditor*. »

On peut donc dire que cette expression embrassait tout écrit qui reconnaissait un rapport de créancier à débiteur.

Chirographum. — Ce mot a été introduit à Rome par les Grecs. A l'époque de Cicéron, il était déjà passé dans la langue latine mais non avec le sens qu'on lui a donné depuis. La signification primitive était celle que donne son étymologie grecque : manuscrit, autographe ; c'est ainsi qu'on lit : *neque chirographo neque signo meo utor* (*Cic. ad. Att.* II. 20). Ce n'est qu'au commencement de l'Empire que l'on attribua à *chirographum* son acception de billet de reconnaissance de dette. Il émane de la main de la personne obligée et n'est pas fait en double : « *Chirographa ab unaque parte servari solent*. » (Asc. in Verr. act. 2, § 36.) Il est employé quelquefois pour relater un contrat de gage (l. 30, § 1, Dig. livre XLIV-2) ou de prêt (l. 26, § 1, Dig. liv. XX, tit. 1), comme synonyme de quittance (l. 52. Pr. Dig. liv. XIX, tit. 1). Enfin il est quelquefois confondu avec *cautio*.

Syngraphæ. — Cette expression ne se rencontre dans aucun texte législatif, ni aux Institutes, ni au Digeste, ni au Code. On ne la trouve que dans les écrits des littérateurs. Ce terme, d'après M. Ortolan, a passé selon toute apparence à une époque très reculée dans la langue latine, avant l'expression de *chirographum*. On trouve les *syngraphæ* dans les anciens auteurs, notamment dans Plaute au temps de la guerre punique

(1) L. 27. Dig. XVI, 1.

(2) L. 14 § 2. Cod. IV, 30.

(*Asinaria Scæn* I vers. 1 et s.) Ils étaient, s'il faut en croire le *pseudo Asconius* (in Verr. act 2, § 36). des billets signés de diverses parties et remis en exemplaires différents à chacune d'elles.

Epistola. — Cette expression qui désignait d'abord la correspondance fut appliquée ensuite au billet qui en prenait la forme (l. 24 et 28 pr. depositi). Le plus souvent l'*epistola* facilitait la formation du contrat consensuel, en manifestant à un des contractants la volonté de l'autre, « *per epistolam aut per nuntium contrahitur* » nous dit Gaius. Africain, nous en donne un exemple dans la loi 34. Pr. au Digeste liv. XVII, tit. I.

Instrumentum. — Documentum. — Ces deux expressions sont synonymes, elle comprennent tout ce qui est écrit, quelle qu'en soit la forme. C'est ainsi que nous rencontrons dans les textes les expressions *instrumentum depositionis*, *certæ pecuniæ* (1) etc.

Obligatio. — Par suite d'un usage qui se manifeste dans toutes les langues, les Romains ont désigné la chose représentant par le nom de la chose représentée, et l'on trouve quelquefois dans les Constitutions impériales du Bas-Empire le mot *obligatio* employé pour *instrumentum obligationis*. En France nous avons également de nombreux exemples de pareilles figures, et le mot obligation est souvent pris dans le sens de titre d'obligation.

La conclusion à tirer de ce qui précède est que les dénominations que nous venons d'examiner étaient à peu près synonymes et employées indifféremment les unes pour les autres, et que si elles présentaient des différences de signification, ces différences ne portaient que sur des points de détail. Cependant nous verrons plus loin ce qu'il fallait penser des *chirographa* et des *syngraphæ*.

(1) L. 14, § 1, Cod. IV, 30.

CHAPITRE II

Du Contrat Litteris à l'époque Classique

§ 1^{er} — ORIGINE ET FORMATION

La stipulation est regardée par beaucoup de romanistes comme une dérivation du *nexum*, du pesage *per æs et libram*.

Le contrat litteris nous semble également devoir être regardé comme une transformation de ce contrat primitif. (1)

Le métal est tenu pour pesé et donné, mais par un écrit et non par des paroles : c'est un pas de plus en avant et les mots révèlent d'une manière certaine cette origine. *Expensilatio, pecunia expensa lata, pecunia accepta relata*. Mais comment était-on arrivé à employer l'écriture au lieu de paroles pour faire naître une obligation ? En un mot comment se formait le contrat litteris ? c'est ce que nous allons essayer de montrer.

Jusqu'ici on avait admis généralement que le contrat litteris consistait en une inscription sur le Codex, et M. Gide (2) disait en parlant de ce système : « Il est superflu de démontrer une fois de plus cette vérité, que Savigny mit en lumière, il y a plus d'un demi-siècle, et qui paraît aujourd'hui définitivement acquise à la science. »

Cependant, en 1876 un savant italien M. Buonamici, dans une étude sur les obligations littérales de l'ancien

(1) *Machelard. Oblig. Nat. p. 7. Ortolan. Explication des Inst. T. III p. 243.*

(2) *Obs. sur le Cont. litteris p. 3.*

droit romain (1), vint battre en brèche la théorie ancienne et en proposa une nouvelle. Pour lui le contrat litteris est un titre indépendant du Codex, un écrit comme le chirographum, la cautio, mais qui a pour effet de créer une obligation au lieu de servir simplement à la constater.

Voici les principaux arguments invoqués dans ce système :

On s'appuie d'abord sur un texte de la paraphrase de Théophile dont nous allons citer la traduction latine : (2)
« *Post obligationem aut re aut verbis contractam, dicamus de litterarum obligatione. Litterarum autem obligatio olim hanc recipiebat definitionem : litterarum obligatio est vetus debitum per verba et scripta solemnia transformatum in novum creditum. Nam si quis centum mihi aureos debebat ex emptione vel locatione, vel mutuo, vel stipulatione (multæ autem sunt debitorum causæ) egoque hanc vellem litteris obligatum mihi reddere : necesse erat solemnia verba dicere et scribere ad eum quem litteris obligari mihi volebam. Erant autem hæc verba quæ et dicebantur et scribebantur : centum aureos quos mihi ex causa locationis debes, tu ex conventionione et confessione litterarum tuarum dabis ? Deinde adscribebatur ab eo qui jam ex locatione obligatus esset hæc verba ; ex conventionione debeo litterarum mearum. Et prior obligatio extinguiebatur, nova autem, id est litterarum, nascebatur. Hæc vero ex eo quod in scriptis consistent appellationem accepit.* »

« *Sed hæc hodie non sunt in usu. Inveniri tamen licet, si quis curatius consideret, et hodie litterarum obligationem usurpari sub alia forma.* »

On le voit, dans ce texte où Théophile décrit si minutieusement le contrat, litteris, il n'est nullement question du codex ; au contraire, il semble bien résulter, disent les partisans du système de M. Buonamici, de la

(1) *Sulle litterarum obligationes del l'antico diritto romano* dans l'*archivio giuridico de Serafini*. Vol. XVI, Janvier et février 1876.

(2) Traduction de Reitz.

description du contrat et des mots mêmes : « *scripta* » que c'est d'un écrit séparé dont il s'agit ici. De plus Gaius et Justinien, qui sont en complet accord avec Théophile sur la nature intrinsèque du contrat litteris ne parlent non plus nulle part du Codex ; c'est sous l'expression de *nomen, nomina*, qu'ils désignent les obligations littérales : or *nomen* signifie créance, et *nomina facere* peut s'interpréter par l'expression française : faire des billets. La conclusion naturelle c'est donc que *nomen arcarium, nomen transcriptitium* désignent des *instrumenta*.

C'est ce qui résulte d'un texte de Gaius « *Proprie dicitur* (1) *arcariis nominibus peregrinos obligari ; quia non ipso nomine sed numeratione pecuniæ obligantur ; quod genus obligationis juris gentium est.* » D'après ce texte, les pérégrins pouvaient être obligés en vertu d'un *nomen arcarium* ; or d'après la théorie contraire, le *nomen arcarium* devait être inscrit sur les *codices*, et l'on sait que les pérégrins ne pouvaient avoir de codex ayant une valeur légale. Il y a donc contradiction, et ce que l'on doit en conclure c'est que l'*arcarium nomen* est indépendant du *codex*, et doit être rédigé dans un écrit à part ; or ce qui est vrai de l'*arcarium nomen* doit l'être également du *transcriptitium nomen*.

Tels sont les principaux arguments invoqués dans le système qui prétend que les *nomina arcaria* ou *transcriptitia* sont des titres distincts du codex, comme les *chirographa*, les *syngraphæ*, les *cautiones*.

Ce système ne doit pas être admis. D'abord il n'est pas complet, car s'il faut rédiger un titre séparé, quelle forme ce titre affectera-t-il ? Ici nos adversaires ne peuvent faire que des conjectures ; et il serait bien étonnant qu'aucun texte ne fit mention d'un écrit aussi important ; Théophile lui-même n'aurait pas manqué de nous en donner une notion quelconque. De plus les textes cités ne doivent pas du tout amener à la conclusion qu'on veut en tirer. Car le texte de Théophile, s'il ne

(1) C. III p. 132.

mentionne pas le Codex, ne dit rien non plus du titre qui formerait le contrat litteris. D'ailleurs, Théophile écrivait longtemps après la disparition du contrat litteris, et dans les quelques mots qu'il nous en dit nous verrons plus loin qu'il y a des erreurs à relever.

Si nous passons ensuite au texte de Gaius, rien n'est plus facile de l'expliquer dans notre système. Car la phrase : *peregrinos obligari*... sur laquelle s'appuie la théorie contraire, doit être traduite par : « les obligations des pérégrins peuvent être constatées : » Et ce qui le prouve c'est que comme nous allons le voir. *l'arcarium nomen* n'engendre pas une nouvelle obligation, mais qu'il ne fait que constater celle qui existe déjà.

Cependant il ne suffit pas de réfuter les objections, nous devons maintenant établir notre système par des arguments directs ; nous ne pouvons mieux le faire qu'en nous appuyant sur des textes, et ceux-là sans réplique. Les passages que nous invoquons sont extraits de Cicéron, et si l'on veut n'attacher que peu de crédit à nos citations nous répondrons d'avance : que Cicéron vivait au moment où le contrat litteris était très employé ; que la nature de l'ouvrage cité est un plaidoyer ; enfin que la condition de celui à qui il s'adressait, qui était un juge, rend invraisemblable toute inexactitude dans les allusions que nous rapportons et, par conséquent, les déductions auxquelles nous arriverons doivent être regardées comme justes et véritables.

Il faudrait lire tout le commencement du plaidoyer *pro Roscio* et, là, on pourrait facilement se convaincre que le contrat litteris consistait dans une inscription faite sur le Codex *accepti et expensi*. Ainsi Cicéron compare les livres de son client avec ceux de Fannius et dit : « *scripsisset ille si non jussu hujus expensum tulisset? non scripsisset hic quod sibi expensum ferre jussisset?* » (1) »

(1) Cic. Pro Rosc. 1.

Ici pas de doute: c'est bien sur le Codex que Cicéron entend que l'*expensilatio* soit écrite: de même plus loin il énumère les causes qui peuvent donner naissance à une obligation: « *Hæc pecunia necesse est aut data aut expensa lata, aut stipulata sit* ». C'est-à-dire il peut y avoir eu mutuum, stipulation ou contrat litteris; or dit-il « *datum non esse Fannius confitetur; expensum latum non esse codices Fannii confirmant; stipulatum non esse taciturnitas testium concedit* (1) ». Rien ne peut être plus formel: les *codices* sont muets, donc il ne peut y avoir d'*obligatio litteris*; il faut par conséquent en conclure qu'il n'y a pas de *contrat litteris* lorsqu'aucune mention n'est portée sur le Codex. C'est ce que Cicéron dit encore lorsqu'il s'écrie: « *esse-ne quemquam tanta audacia præditum qui quod nomen referre in tabulis timeat, id petere audeat?* » (2). C'est ce qui résulte aussi du § 36 de la seconde action contre Verrès ainsi que de textes d'Aulu-Gelle (3) et de Valère Maxime (4). Mais arrêtons nous, notre système est suffisamment prouvé; d'ailleurs il est admis aujourd'hui par la plus grande partie des romanistes. Ainsi donc, nous sommes arrivés à cette conclusion que le contrat litteris, pour être parfait, devait être inscrit sur le Codex: d'un autre côté, nous savons que ce Codex était un livre de caisse. Or, un tel livre doit mentionner tous les mouvements de fonds qui se produisent. Le père de famille, qui touche de l'argent doit le mentionner à la colonne de l'*acceptum*; au contraire, s'il en dépense, c'est à l'*expensum* qu'il doit l'écrire. Mais où trouver dans ces mentions les éléments d'une obligation? Avant de répondre à cette question, il est utile de distinguer deux sortes de créances: les *nomina arcaria* et les *nomina transcriptitia*. Les *nomina arcaria* c'est-à-dire les créances résultant de

(1) Id. 5.

(2) Id. 1.

(3) Noet. Att. XIV. 2.

(4) *De dictis factisque memorabilibus*. lib. VIII, cap. II.

la caisse (*arca*) proviennent d'une numération de deniers, d'une opération de caisse; elles ne créent pas une obligation nouvelle, mais ne font que mentionner une obligation préexistante: « *alia causa est eorum nominum quæ arcaria vocantur: in his enim rerum non litterarum obligatio consistit: quippe non aliter valent quam si pecunia numerata sit; ,... qua de causa recte dicemus arcaria nomina nullam facere obligationem, sed obligationis factæ testimonium præbere* » (1).

La seconde espèce de créances est le *nomen transcriptitium*; il naît par la seule vertu de l'écriture; il ne constate pas une obligation, mais en fait naître une. « *Litteris obligatio fit veluti in nominibus transcriptitiis*: » nous dit Gaius (2), et il nous présente deux cas bien distincts: la *transcriptio a re in personam*, et la *transcriptio a persona in personam*. L'analyse de ces deux opérations nous permettra de voir ce qu'étaient ces *nomina* et par conséquent en quoi consistait le contrat *litteris*.

1° **Transcriptio a re in personam.** « *A re in personam fit transcriptio* (3), *veluti si id quod ex emptionis causa, aut conductionis aut societatis mihi debeas, id expensum tibi tulero.* » Ainsi, si je suis votre créancier en vertu d'une vente, d'un louage, ou d'une société, et que, d'accord avec vous, je veuille changer votre obligation en obligation littérale, je n'aurai qu'à inscrire cette somme comme vous l'ayant prêtée. Mais cette seule mention ne suffit pas, car autrement il y aurait erreur dans le compte puisque rien n'est sorti de la caisse.

Aussi doit-on inscrire en regard la même somme à la colonne de *l'acceptum*. Donc deux fictions; paiement fictif de la somme due, puis numération fictive de cette même somme. De sorte qu'en réalité, c'est l'inscription sur le registre qui engendre par elle-même l'obligation. Les parties pouvaient par là, dit M. Gide, fussent-elles

(1) Gaius, III, § 131.

(2) Gaius, III, § 128.

(3) Gaius, III, § 129.

éloignées l'une de l'autre et dans l'impossibilité de stipuler, substituer aux obligations plus ou moins vagues et incertaines qui résultent de la vente ou des contrats semblables, l'obligation stricte et précise qui résulte de l'*expensilatio*.

2° **Transcriptio a persona in personam.** « *A persona in personam transcriptio fit veluti si id quod mihi Titius debet, tibi id expensum tulero, id est si Titius te pro se delegaverit mihi.* » (1) Cette transcriptio se présente donc lorsque par exemple, m'étant délégué par mon débiteur Titius, vous m'ordonnez d'écrire sur mon livre que je vous ai compté la somme par lui due. Cette inscription a pour effet de libérer Titius et de vous obliger à sa place. Ici il y a encore une opération à double face : d'un côté un nouveau débiteur qui s'oblige, de l'autre un ancien débiteur qui se libère. La nécessité de la double inscription s'impose également comme dans le premier cas de transcription, car si elle n'avait pas lieu, la caisse ne serait plus d'accord avec les indications du livre. Donc ici aussi double fiction : fiction de paiement et fiction de prêt.

De ces deux exemples donnés par Gaius, on peut conclure que le contrat litteris est un prêt d'argent fictif, dont les deniers sont censés fournis au créancier par une numération d'argent également fictive (2). De cette définition il résulte que les écritures doivent être tenues en partie double. Non seulement mention du prêt doit être faite à l'*expensum*, et ceci résulte de différents passages de Gaius (III §§ 129—130—137) ; mais encore il faut qu'elles constatent un *acceptum*. Gaius n'en dit rien, il est vrai, mais sans cela, la corrélation entre le fond et la forme n'existerait point, nous l'avons montré, et rien ne distinguerait l'*arcarium nomen* du *transcriptitium nomen*. De plus cette assertion s'appuie sur un texte de Cicéron,

(1) Gaius. III § 130.

(2) Accarias. Précis de Droit Romain. t. II p. 383.

dans son plaidoyer *pro Roscio* (1). Il reprochait à Fannius Cherea de réclamer une somme d'argent non inscrite sur son codex et il s'écrie : « *sunt duo menses jam, dices; tamen in codicem acceptum et expensum referri debuit.* »

D'ailleurs le terme même de *transcriptitium* semble très bien expliqué par cette théorie ; car le créancier par cette opération reporte ou *transcrit* à la colonne de l'*acceptum* la somme qu'il avait déjà fait figurer à la colonne de l'*expensum*. On a voulu expliquer ce mot *transcriptitium* d'une autre façon en disant que le créancier transcrivait sur son Codex, ce qui était écrit sur les *adversaria* ; mais cette explication n'est pas bonne, car les *nomina arcaria* sont, eux aussi, transportés des *adversaria* sur le Codex.

Nous venons d'étudier les inscriptions qui doivent figurer sur les registres du créancier ; est-il nécessaire pour la perfection du contrat, que les mentions corrélatives figurent sur les registres du débiteur ? C'est là une question des plus intéressantes.

D'abord il est un point certain, c'est que le devoir du débiteur était d'inscrire sur ses registres l'opération qui s'était passée. Cicéron le dit expressément dans son plaidoyer *pro Roscio* : (2) « *nam quemadmodum turpe est scribere quod non debeatur, sic improbum est non referre quod debeas.* »

Mais si le débiteur n'a pas fait cette inscription, le contrat sera-t-il par là même inexistant ? Une opinion, s'appuyant sur un passage de Gaius (III § 137) où il met, sur la même ligne le *contrat verbis* et le *contrat litteris*, conclut de ce rapprochement, que de même que pour être obligé *verbis* il faut des paroles correspondantes prononcées par les deux parties, de même pour être obligé *litteris* il faut que les deux parties aient fait chacune des mentions corrélatives sur leurs registres.

On dit encore que Cicéron (*pro Roscio* § 1) suppose

(1) § 3.

(2) § III.

que le demandeur produisant son registre, le défendeur produit aussi le sien ; ce qui semble bien prouver que ce qui était à l'actif sur le registre du créancier devait être inscrit au passif sur celui du débiteur.

Nous croyons, au contraire, que l'existence du contrat est indépendante de l'inscription par le débiteur. Et d'abord l'analogie, que l'on veut établir avec la stipulation ne peut-être absolue, car elle n'est appuyée sur aucun texte, et nous verrons plus loin qu'il y a quelques différences entre le *contrat litteris* et le *contrat verbis*. Quant à l'argumentation tirée du plaidoyer pro Roscio, elle nous montre précisément que l'inscription par le débiteur est, non pas un élément essentiel à la formation du contrat, mais seulement une preuve du consentement du débiteur, preuve qui peut même être suppléée par d'autres. En effet le demandeur Fannius Cherea, a fait une inscription, il est constant que Roscius n'en a fait aucune ; si l'opinion que nous combattons était fondée, Cicéron n'aurait eu en ce cas, qu'à invoquer cette absence d'inscription pour faire repousser la demande. On peut encore s'appuyer sur le § 137 Commentaire III, des Institutes de Gaius où il est dit : « *in nominibus, alius expensum ferendo obliget, alius obligetur,* » et sur le chap. 23 du liv. 2 de *bénéficiis* de Sénèque, où cet auteur nous raconte qu'on appelait des témoins (*pararii*) pour attester que la mention, avait été écrite sur les registres du créancier du consentement du débiteur. Enfin on peut dire que les débiteurs malhonnêtes auraient eu recours le plus souvent possible au contrat litteris, si, par cela seul que, en omettant frauduleusement de rien noter sur leurs registres, ils faisaient tomber le contrat. En somme, nous en concluons ceci : la mention corrélatrice a-t-elle été faite par le débiteur ? il n'y a pas de doute possible sur le consentement des parties, et le contrat est parfait. La mention a-t-elle été omise ? le contrat n'en existe pas moins, mais le créancier doit prouver que l'inscription a été portée sur son livre du consentement du débiteur.

§ 2. NATURE DU CONTRAT LITTERIS

Le contrat litteris est unilatéral et *stricti juris* ; par conséquent, dès qu'il a été fait avec régularité, quant à la forme et au consentement, l'obligation civile existe et ce n'est pas au droit naturel qu'il faut se rapporter pour examiner les règles qui s'appliquent à ce contrat. Toutefois le droit prétorien est venu paralyser une partie de la rigueur du droit civil, au moyen de l'exception de dol ; nous verrons cela en parlant des effets du contrat litteris.

En ce moment nous devons nous demander si, comme la stipulation, le contrat litteris peut également donner naissance par lui-même à une obligation primordiale ; en un mot l'existence d'une obligation antérieure est-elle nécessaire à la formation du contrat litteris ? Guidés par les exemples cités par Gaius, et par le texte de Théophile rapporté plus haut, quelques auteurs ont soutenu qu'il fallait nécessairement une obligation pré-existante. Ce n'est pas, il nous semble, cette opinion qu'on doit admettre. Nous avons expliqué précédemment pourquoi le texte de Théophile ne devait être invoqué qu'avec une extrême réserve. Quant à Gaius, si l'on se donne la peine d'examiner attentivement le texte de ses commentaires relatif à l'obligation littérale (III § 128) on y remarquera un mot dont on doit tenir compte, c'est celui de *veluti* : par exemple. D'où il suit qu'en traduisant littéralement, voici le sens du texte : « L'obligation littérale a lieu, par exemple, dans les *nomina transcriptitia*. » Ce n'est donc qu'un exemple que Gaius nous donne.

Valère Maxime nous fournit aussi un argument à l'appui de notre thèse, voici ce qu'il raconte : (1) Visellius Varro étant tombé dangereusement malade, voulut laisser une somme d'argent à Otacilia avec laquelle il avait eu un commerce illicite. Dans ce but, dit Valère-

(1) *De dictis factisque memorabilibus*. VIII, 2, § 2.

Maxime : « *trecenta millia sestercium expensa ferri sibi passus est*, » afin que s'il venait à mourir, Otacilia put exiger cette somme de ses héritiers. Mais Visellius échappa à la mort, et Otacilia lui demanda le paiement des 300.000 sesterces. Aquilius choisi comme juge, prit conseil des principaux citoyens de la ville et, guidé par sa conscience, il rejeta la demande d'Otacilia. S'il eut été possible, ajoute Valère-Maxime, de condamner Varron et d'absoudre son adversaire par la même formule, je ne doute point qu'Aquilius ne se fut également empressé de le punir d'un coupable et honteux égarement. Mais il ne put que réprimer la prétention frauduleuse d'une poursuite privée, laissant à la vengeance publique le soin de poursuivre le crime d'adultère.

L'affaire est présentée comme douteuse : mais ce qui faisait doute ce n'était pas la validité d'une donation *per expensilationem*, mais bien si l'on devait admettre la cause en vertu de laquelle cette donation avait été faite ; et l'absolution peut avoir été motivée soit par l'oubli d'une formalité, soit par suite d'une exception fondée sur le dol, la *turpis causa*, ou la loi *Cincia*.

Nous pouvons encore citer un passage d'une lettre à Atticus où Cicéron raconte une incroyable convention de brigues lue en plein Sénat. Deux compétiteurs au Consulat avaient promis 400 mille sesterces aux consuls sortants pour arriver à les remplacer ; en conséquence ils firent porter cette somme sur les registres de ces derniers à la colonne de l'*expensum*, comme leur ayant été versée : « *hæc pactio*, dit Cicéron, *non verbis, sed nominibus et prescriptionibus multorum tabulis, quum esse facta diceretur, prolata a Memmio est, nominibus inductis*. (1). Or ici toute idée de transformation d'obligation préexistante est évidemment exclue.

M. de Savigny cite encore une hypothèse où le contrat litteris s'offre à nous dégagé de toute idée d'obligation préexistante. Un romain, Titius veut bâtir une maison à

(1) Cicéron, ad. Att. ep. 18 liv. 4.

Naples, et s'adresse pour cela à un entrepreneur napolitain. Il pourrait lui envoyer 100 *aurei*, pour payer les dépenses de construction au fur et à mesure, mais pour plus de commodité, il envoie à l'entrepreneur son consentement à ce que ce dernier écrive, dans le registre qu'il tient, cette somme *expensa Titio*. Il y a certainement là, création d'une obligation primordiale, car ajoute M. de Savigny, on ne peut dire qu'il y ait transformation de la future action du napolitain, puisque l'*expensilatio* n'admet pas de condition : « *sub conditione cognitor non recte datur, non magisquam mancipatur aut acceptum sul expensum fertur* » (Frag. Vat. § 329).

Il semble bien résulter des considérations précédentes qu'on pouvait former une obligation primordiale. Et nous dirons, avec M. Gide (1), que ce n'est pas l'**existence**, mais la **mention écrite** d'une obligation antérieure, qui est ici la condition et l'élément du contrat.

Comme le contrat *litteris* suppose toujours deux numérations d'espèces, il est de sa nature de n'avoir jamais pour objet qu'une somme d'argent. Aucun texte, il est vrai, ne dit qu'il ne peut porter sur d'autres choses fongibles; mais dans tous les exemples cités, c'est toujours d'une somme d'argent dont il s'agit, et il est peu probable que le livre de caisse contenait autre chose que des mentions de sommes d'argent reçues ou données.

Quand aux modalités dont le *nomen* était susceptible, nous avons déjà vu qu'il n'admettait pas la condition expresse (Frag. Vat. § 329). Peut-être la condition tacite était-elle admise: une lettre de Cicéron à Atticus (2) permet de le supposer.

Le terme exprès était-il également exclu? On a cité pour la négative une lettre de Cicéron (3): « *Accepi Aviani litteras in quibus hoc inerat: nomina se facturum*

(1) Observ. sur le Cont. lit. p. 16,

(2) Ad. Att. 2. 18.

(3) Ad. div. VII, 23.

quum venerit, quo ego vellem die. » Mais il n'est pas assez certain que ce passage soit relatif à un *nomen transcriptitium* pour qu'on puisse donner une solution, en s'appuyant dessus. Il semble cependant que sur un titre né des usages du commerce d'argent et employé surtout par les banquiers, la clause du terme doit nécessairement se trouver.

Comme d'après sa nature, le contrat *litteris* devait être porté au Codex, il s'ensuivait que les citoyens romains seuls pouvaient figurer au contrat *litteris*. Gaius nous rapporte qu'une controverse s'était élevée sur ce point entre les Proculiens et les Sabinien. Ces derniers étaient arrivés à distinguer entre les deux sortes de *transcriptiones*, et à reconnaître aux pérégrins la *transcriptio à re in personam* : « *si a re in personam fiat nomen transcriptitium, etiam peregrinos obligari; si vero a persona in personam non obligari.* » (1) Mais cette opinion, il faut le remarquer, ne leur reconnaissait le droit de figurer au contrat *litteris* que comme débiteurs ; c'est ce qui résulte des termes dont se sert Gaius : « *quæsitum est an obligentur peregrini.* » Gaius ne dit pas quelle est l'opinion qui a triomphé ; peut être que la question perdit de son intérêt par la disparition du contrat *litteris* et ne fut jamais tranchée.

§ 3. DES EFFETS DU CONTRAT LITTERIS

La comparaison de la stipulation, *contrat verbis*, avec l'expensilation, *contrat litteris*, nous permettra de mettre plus facilement en lumière les effets de ce dernier contrat.

Les analogies sont frappantes et telles que les jurisconsultes romains les mettent souvent sur la même ligne, l. 1 Dig. liv. XXXII tit. 1, et l. 38 liv. XLIV tit. 7). Ce sont tous deux des contrats unilatéraux qui engendrent une *condictio*. Tous deux sont solennels et soumis à une interprétation étroite ; ils donnent nais-

(1) Gaius III § 131.

sancé à une obligation civile qui doit être rigoureusement exécutée, sans qu'on ait besoin de rechercher les causes réelles qui ont pu déterminer l'accord des volontés. Le contrat litteris (du moins nous avons essayé de le démontrer plus haut) pouvait comme la stipulation engendrer une obligation primordiale.

D'après l'opinion de beaucoup de romanistes (1), l'origine de ces deux institutions était la même : le *nexum*. Enfin il est très probable, sans qu'on puisse cependant rien dire de certain à cet égard, qu'une formule sacramentelle était nécessaire pour le contrat litteris comme pour la stipulation. L'esprit formaliste du droit romain nous amène à cette conclusion.

Mais à côté de ces analogies, il existe entre ces deux contrats, des différences essentielles que nous avons maintenant à signaler et qui forment autant de traits caractéristiques de l'*expensilatio*.

1° Les formes du contrat litteris et du contrat verbis n'ont rien de commun entre elles. De là découlent certaines conséquences; tandis que les formes de la stipulation, ne permettent de contracter de cette manière ni au sourd, ni au muet, ni à l'absent, ces mêmes personnes peuvent contracter par l'écriture. Gaius nous le dit formellement pour l'absent, au § 138 de son commentaire troisième : « *absenti expensum ferri potest, etsi verbis obligatio cum absenti contrahi non possit.* » A cet égard, le contrat litteris est plus large que la stipulation. Mais à l'inverse les pérégrins, qui peuvent certainement stipuler et promettre (Gaius III § 93) ne paraissent pas pouvoir contracter litteris; du moins il est certain qu'ils ne peuvent devenir créanciers par le *nomen transcriptitium* (Gaius III § 133), nous l'avons déjà dit plus haut. De même les fils de famille et les esclaves qui n'avaient pas de codex, ne pouvaient évidemment acquérir une créance littérale, au profit du père ou du maître : « *Ta-bulas qui in patris potestate est, nullas conficit* » (2).

(1) Ortolan, T. III, p. 243.

(2) Cic. pro Cælio. 7.

2° La stipulation est, suivant son objet, munie d'une *condictio certi* ou d'une *condictio incerti*; le contrat *litteris* au contraire, n'ayant jamais pour objet qu'une somme d'argent est toujours protégée par une *condictio certæ pecuniæ*,

3° Le contrat *litteris* n'admet jamais l'apposition d'une condition expresse. (Frag. Vat. § 329). Au contraire la stipulation peut parfaitement être conditionnelle.

4° Le contrat *litteris* (et ceci a déjà été exposé dans le cours de cette étude) ne suppose un écrit que de la part du créancier. Le contrat verbal suppose au contraire, que le créancier et le débiteur concourent, par une demande et une réponse conforme, à la formation complète de la formule qui constitue la stipulation.

Telles sont les principales différences de la stipulation avec l'expensilation,

Elles ne font aucun doute, ou du moins nous avons déjà essayé de démontrer leur existence. Il nous reste maintenant, pour être complet sur les effets du contrat *litteris*, à examiner deux questions qui ont donné lieu à différentes controverses.

I. La première peut se formuler ainsi : Peut-on *nover* par contrat *litteris* ?

La réponse, au premier abord, paraît être affirmative; car le contrat *litteris* est surtout employé pour remplacer une obligation déjà existante par une obligation nouvelle, et nous nous sommes même demandé si la *transcriptio* pouvait par elle-même donner naissance à une obligation primordiale.

Si nous prenons, en effet, la *transcriptio a re in personam*, nous voyons qu'il s'agit d'éteindre une obligation contractée *consensu*, par exemple, pour lui substituer une obligation d'une autre nature, et munie d'une action de droit strict, tandis que la première ne donnait qu'une action de bonne foi. Ainsi une personne a réussi à faire acheter un objet pour un prix

qui dépasse de beaucoup sa valeur réelle; pour être sûr de toucher son prix le vendeur peut amener son acheteur à se reconnaître débiteur *litteris*, et alors il n'a plus à redouter les exceptions inhérentes au contrat de vente qu'aurait pu opposer l'acheteur. Ne semble-t-il pas qu'il y ait là une novation?

De même dans la *transcriptio a persona in personam*, nous nous trouvons en présence d'une opération qui semble réunir les caractères d'une novation. Titius me doit cent mille sesterces; j'inscris sur mon Codex qu'il m'a payé, mais en même temps, je vous porte comme mon débiteur de pareille somme, est-ce qu'il n'y a pas là transformation de la première obligation?

Cependant une opinion considérable, soutient, avec raison, croyons-nous, que le contrat *litteris* ne peut servir à faire une novation proprement dite. M. Gide est le principal interprète de cette opinion. Voici comment il défend son système. (1)

Gaius, dit-il, traite en détail dans ses Institutes, du contrat *litteris*, sans dire un mot de la novation; plus loin il traite de la novation sans parler du contrat *litteris*: pourquoi? C'est qu'il sépare ces deux actes et les présente comme absolument indépendants. Mais, dirait-on peut-être, si Gaius n'emploie pas le mot novation, il se sert de celui de délégation; n'est-ce pas la même chose? Non, car en droit romain, il y a une grande différence entre la délégation et la novation; elles appartiennent à deux catégories différentes d'actes juridiques. La novation doit être rangée parmi les actes qui consistent en certaines formes déterminées; peu importe d'ailleurs le fond et le contenu des dits actes: c'est une forme, un instrument qui peut servir tour à tour aux fins les plus diverses, soit pour resserrer le lien de l'obligation, soit pour le relacher, soit pour le rompre. La délégation, au contraire, appartient aux

(1) Obs. sur le Cont. Lit., p. 24 et s. Voy. aussi Accarias, t. II, p. 683, not. I.

actes que la loi qualifie non à raison de leur forme, mais eu égard à leur caractère intrinsèque. C'est un transport de créance ou de dette, c'est-à-dire un résultat juridique qui peut s'obtenir indifféremment par les formes et les procédés les plus divers, soit par une *transcriptio*, soit par une *litis contestatio*, soit enfin par une *stipulatio*. Donc en parlant de délégation, Gaius ne faisait nullement allusion à une novation. Comment alors expliquer que Gaius regarde la novation et le contrat *litteris* comme deux institutions étrangères l'une à l'autre? C'est que ces deux opérations sont très différentes. La novation n'est qu'une transformation de créance, c'est un acte simple; la *transcriptio* au contraire est un acte double, le résultat de deux opérations distinctes, une *expensilatio* et une *acceptilatio* correspondante. Dans l'obligation nouvelle, produit de la novation, on retrouve les traces de l'ancienne; dans l'obligation *litteris*, formée par la *transcriptio*, il n'en reste plus rien, il y a anéantissement absolu de la première dette.

Ces considérations expliquent pourquoi Gaius (II, § 39) indiquant les divers modes de transport de créances, signale la novation et la *litis contestatio* sans rien dire de la *transcriptio*. C'est qu'en effet, il n'y a pas dans cette dernière hypothèse transformation de la créance; car le nouveau créancier ne tient ses droits que de lui-même, puisqu'il est censé avoir prêté lui-même, l'ancien créancier n'ayant rien pu lui transmettre, puisqu'il a été fictivement payé. On peut donc conclure de tout ce qui précède, dit M. Gide, que le contrat par écrit et la novation diffèrent non-seulement en théorie, mais encore en pratique, non seulement dans leur forme mais aussi dans leur effet.

Telles sont les idées principales à l'aide desquelles M. Gide établit son système. En présence de ces considérations nous n'hésitons pas à nous prononcer dans ce sens et à reconnaître, en conséquence, la non existence d'une novation dans le contrat *litteris*. Cependant il ne faut pas attacher à cette question une importance exa-

gérée, car les effets qui résultent soit de la novation par stipulation, soit du contrat *litteris*, sont à peu près les mêmes. Néanmoins, d'après notre système on peut signaler une différence ; dans la *transcriptio*, rien de ce qui accompagnait l'ancienne créance ne peut passer à la nouvelle puisque, d'après nous, ces deux obligations n'ont aucun lien entre elles ; dans la novation par stipulation, au contraire, la créance transformée peut conserver, en partie du moins, ses qualités bonnes ou mauvaises.

II. La corréalité peut-elle être créée par les *nomina transcriptitia*? Deux textes de Paul qui forment les lois 9 de *pactis* (liv. II. Tit. 14) et 34 de *receptis* (liv. IV, Tit. 8), nous portent à donner une réponse affirmative. Dans la loi 9, une conjonction copulative réunit plusieurs *rei stipulandi* à plusieurs *argentarii quorum nomina simul facta sunt*, et les met sur la même ligne sans faire entre eux aucune distinction. Dans la loi 34, Paul discutant à propos de *duo rei aut credendi aut debendi*, applique la même solution à deux *argentarii quorum nomina simul erant*.

Il semble donc bien résulter de ces deux textes que l'*expensilatio* pouvait engendrer comme la *stipulatio* des obligations corréales (1).

On a fait une objection. On a dit : Les lois précitées n'ont trait qu'à des *argentarii* ; or, les sociétés d'*argentarii* présentaient ce fait remarquable qu'elles donnaient lieu à une solidarité légale, en vertu de laquelle tout associé était tenu à lui seul de la totalité d'une dette sociale ou, réciproquement, pouvait réclamer à lui seul la totalité d'une créance sociale. Par conséquent, la solidarité dont il est question dans ces lois, peut tout aussi bien résulter de la société que du contrat *litteris*.

Sans doute, cette objection est sérieuse, mais on peut y répondre ; que, si les textes ne parlent que des *argentarii*, c'est que l'usage de contracter au moyen d'une

(1) Demangeat II, p. 259. Accarias II, p. 330.

simple mention sur le registre s'est conservé plus longtemps chez les banquiers que dans la pratique des citoyens et, du reste, on comprend mieux la corréalité exigée par les banquiers, ou contre eux, que pour les autres citoyens, car elle facilitait les transactions du commerce. Nous demanderons encore à nos adversaires comment ils expliquent ces mots : *nomina simul facta*? Au surplus, nous ne donnons pas cette solution comme certaine : elle est très discutable, comme, du reste, tout ce qui regarde le contrat *litteris*.

CHAPITRE III

Des *Syngraphæ* et des *Chyrographa*

Nous avons vu que les pérégrins, ne pouvant se servir du Codex étaient, par conséquent, empêchés d'avoir recours au contrat *litteris*, tel que nous l'avons entendu jusqu'ici, pour devenir créanciers. Mais ne devons-nous pas dire que si ce contrat leur était interdit, ils pouvaient du moins contracter par l'écriture, en dehors de la *transcriptio*, par exemple par les *syngraphæ* et les *chirographa*. Ces écrits, que nous avons déjà examinés, n'ont-ils pas, en dehors de la force probatoire qu'on leur reconnaît, assez de vitalité en eux-mêmes pour donner naissance à une obligation littérale. Des controverses se sont élevées à ce sujet.

Suivant un premier système, les *chyrographa* et les *syngraphæ* constituent un contrat littéral qui, propre d'abord aux seuls pérégrins, finit par être employé par tous les citoyens romains. Ce système s'appuie sur le § 134 du Comment. III de Gaius, où les *chirographa* et les *syngraphæ* sont présentés comme constituant un élément général d'obligation. Et si Gaius, au lieu des expressions « *litterarum obligatio fit* », emploie seulement celles-ci : « *Fieri videtur*, » cela vient de ce que ce n'est pas la véritable obligation du droit civil ; c'est seulement une sorte d'assimilation admise pour les rapports des étrangers entre eux.

Cette opinion invoque en outre, le témoignage de Sénèque qui range les *chirographa* au rang des *nomina* : « *ne que nomen, ne que chirographum facere.* » (de benef.,

II.13). Enfin la preuve la plus claire résulterait d'une constitution d'Arcadius, d'Honorius et de Théodose qui forme la loi 6 du Code théodosien (de denunt. II-14): « *siquis debiti, quod ex fœnore vel mutuo, data pecunia, sumpsit exordium, vel ex alio quolibet titulo, in litterarum obligationem facta cautione translatum...* » Il s'opérait donc au moyen de *cautiones* une transformation de dette quelconque en *litterarum obligatio*.

La conclusion de tout ceci serait que les *chirographa* et les *syngraphæ*, ne sont pas de simples actes probatoires, mais qu'ils forment un contrat *litteris*. Au surplus dit-on, c'est ce qui résulte de nombreux textes du Code Théodosien, où l'on rencontre les expressions ; « *ex chirographis nihil peti potest: ex cautione conveniri.* »

Un deuxième système prétend au contraire que le contrat *litteris* fait à l'aide d'inscriptions sur le Codex est le seul qui ait existé. C'est ce système qui nous paraît le meilleur; et voici pourquoi :

D'abord puisque les *chirographa* et les *syngraphæ* étaient primitivement en usage parmi les pérégrins, qu'ils ont été apportés par les grecs, comme leur étymologie l'indique, ne faut-il pas s'attacher à cette origine pour en déterminer le caractère? Or l'idée qui donne une force obligatoire à une simple formule, est une idée essentiellement romaine. A Athènes tous les contrats étaient consensuels, et les *chirographa* et *syngraphæ* qui sont mentionnés par Démosthènes, n'ont jamais dans les plaidoyers de cet orateur, que le caractère d'instruments de preuve. Est-il donc vraisemblable de croire, qu'en passant la mer, ces écrits aient changé de nature? Evidemment non, et ce qui le prouve c'est que Gaius lui-même, dit que cette forme d'obligation appartient au droit des gens; elle n'a donc pu prendre un caractère qui n'appartient qu'à des institutions du droit civil. D'ailleurs dans les textes du Digeste et du Code, les *chirographa* et les *cautiones*, ou *instrumenta* sont mis sur la même ligne, et ces divers

mots, employés comme synonymes les uns des autres, sont toujours présentés comme de simples moyens de preuve (D. l. 47 § 1 *de pactis* — l. 41, § 2 *de usuris* — l. 31 *de probat.* — l. 59 *de legatis* n° 3.)

Quant au § 134 de Gaius, dont se prévaut l'opinion contraire, on ne peut en tirer comme conséquence la formation du contrat litteris par *chirographa* et *syngraphæ*. Le mot *feri* nous montre bien qu'il s'agit non pas d'une obligation proprement dite, mais d'un semblant d'obligation. D'ailleurs laissons parler M. Gide: « Gaius, dit-il, en écrivant ce paragraphe, s'est placé au point de vue de la jurisprudence romaine. Aux yeux de cette jurisprudence, ce qui constitue la promesse, ce qui lui donne sa force obligatoire, ce n'est pas le consentement, c'est la formule par laquelle ce consentement se manifeste, la *stipulatio* ou la *transcriptio*. Gaius cherchant ce qui dans les usages des Grecs tenait la place des formules, n'y trouvait pas autre chose que le simple billet: la *syngrapha*. Il est donc tout naturel qu'il représente la *syngrapha* comme tenant lieu de stipulation ou de *transcriptio*. Elle en tient lieu en pratique, puisqu'une *syngrapha*, entre les mains d'un pérégrin, sera tout aussi efficace en justice que le serait un Codex *accepti et expensi* entre les mains d'un citoyen romain. L'analogie est incontestable si l'on s'en tient aux apparences, et Gaius ne dit pas autre chose: *litterarum obligatio fieri videtur.* » (Gide.-Obser. sur le cont. litteris p. 36).

Quant à la loi 6 du code Théodosien elle n'a trait qu'à une question de procédure, la rubrique du titre le montre. Quelles sont les demandes qui peuvent être introduites en justice sans *vadimonium* et sur simple *denuntiatio*? Toute créance, répond Théodose, quelle que soit son origine, qui aura été convertie par un billet en obligation écrite: « *ex alio quolibet titulo in litterarum obligationem facta cautione, translatum est.* » Il n'est donc nullement question ici de la nature même de l'obligation, mais de la procédure à laquelle cette obligation peut

donner lieu. D'autre part, comme la constitution est générale, s'il y avait une *litterarum obligatio*, il faudrait en voir une dans toute caution sur *debitum ex fœnore velex mutuo*, etc. Sur quoi se baser pour restreindre l'étendue de ce passage et la généralité de ses termes ?

Les expressions : *agere convenire ex chirographo*, mises en parallèle avec celles-ci, *agere ex stipulatu* seraient décisives, si nous ne trouvions pas une explication contraire. Mais fréquemment nous rencontrons ces mots employés pour désigner, non pas le titre écrit, mais l'affaire qui y est relatée (l. 44 § 5 D. de legat n° 1. l. 59 D. de legat n° 3) ; par suite les termes : *agere ex chirographo*, désignaient l'action naissant du contrat *cujus probatio chirographo continetur*.

On s'est aussi prévalu contre nous du liv. III tit. XXI des Institutes de Justinien. Nous n'abordons pas ici la réfutation de ce texte ; nous le ferons plus tard quand nous nous demanderons si, au temps de Justinien, il existe encore un contrat litteris.

Nous pouvons donc conclure que les *chirographæ* et les *syngraphæ* ne servaient qu'à prouver un contrat déjà existant. Mais jusqu'à quel point faisaient-ils cette preuve ? C'est ce que nous allons voir en étudiant l'exception *non numeratæ pecuniæ*.

Cette exception devait pouvoir s'appliquer à l'obligation litteris comme à la stipulation, et si les textes n'en font pas mention, c'est que le contrat litteris commençait à devenir d'un usage rare, au moment où l'exception *non numeratæ pecuniæ* fut consacrée.

C'est à propos de prêt d'argent que les textes nous en parlent. Deux moyens peuvent être employés par le créancier pour faire reconnaître sa créance : Il peut se contenter d'un *chirographum* signé du débiteur et constatant la dette ; dans ce cas le contrat ne change pas de nature, c'est toujours un *mutuum*. D'autres fois il stipulera du débiteur, la somme prêtée, alors le *mutuum* se transforme en stipulation. Dans ces deux cas

on suppose que la numération des espèces a eu lieu. Mais si le débiteur n'a rien reçu, que va-t-il arriver ? Il faut distinguer.

Supposons d'abord que le débiteur se soit obligé par une stipulation, certes si nous nous en tenions aux principes rigoureux du droit civil, nous devrions dire : le débiteur a prononcé les paroles, il est obligé, peu importe que la numération des espèces ait eu lieu ou non. Mais le droit prétorien est venu tempérer la rigueur du droit civil, et a créé une exception. Gaius en effet nous montre ce contrat muni de l'exception de dol (1). Et Ulpien lui donne, ou cette exception, ou une exception spéciale rédigée *in factum* et appelée *non numeratæ pecuniæ* (2) Les empereurs du troisième siècle allèrent plus loin et rompant avec la vieille maxime : « *reus excipiendo fit actor* » décidèrent que c'était au demandeur à prouver le fait de la numération. Ils mettaient ainsi en suspicion toute personne qui réclamait une somme d'argent en vertu d'une stipulation et faisaient peser sur elle une étrange présomption de mensonge.

Mais si au lieu de nous trouver en présence d'une stipulation, nous n'avons devant nous qu'une simple reconnaissance de dette, nous rencontrons alors une double dérogation au droit commun.

En effet dans ce second cas, comme dans le premier, la preuve de la numération est à la charge du créancier, et c'est une conséquence logique de ce qui était décidé par rapport à la stipulation.

Mais en outre, on appelait exception ce qui en réalité n'en n'est pas une. Car l'exception ne consiste pas dans la négation pure et simple du droit allégué ; elle tend à paralyser la demande sans la contredire, sans nier qu'elle soit conforme au droit, Or ici, lorsque le créancier vient réclamer au débiteur la somme qui lui est

(1) Gaius, III, § 119.

(2) L. 29, pr. D. XVII, 1, l. 4, § 16, D, XLIV, 4.

due, ce n'est pas sur le billet signé du débiteur, qu'il fonde son droit, mais bien sur le *mutuum* constaté par ce billet.

Cependant il n'y a pas de *mutuum* sans numération d'espèces, il s'ensuit donc que le défendeur qui oppose l'exception non *numeratæ pecuniæ* prétend n'avoir rien reçu, et par conséquent contredit directement à la demande, et nie qu'elle soit conforme au droit. Nous ne sommes pas en présence d'une exception,

Pourquoi donc avoir appelé ainsi ce moyen de défense ? M. Accarias (1) en donne une raison qui paraît vraisemblable, c'est que probablement, à l'exemple des exceptions véritables, ce moyen de défense devait être proposé devant le magistrat et inséré dans la formule, à peine de déchéance. Aucun texte, dit-il, n'appuie cette conjecture, mais elle se défend par elle-même ; car si vraiment les espèces n'ont pas été comptées, l'indignation du défendeur blessé dans sa conscience et dans ses intérêts a dû dès les premières poursuites lui arracher ce cri : je n'ai rien reçu.

D'ailleurs sous Justinien, le régime formulaire a disparu et le mot *exceptio* a perdu sa valeur et sa signification précise.

En résumé, qu'il s'agisse d'une stipulation ou d'un simple billet, on présume jusqu'à preuve contraire que le défendeur n'a pas reçu les espèces, et c'est au demandeur à prouver ce qu'il a donné.

Cette dérogation aux règles fondamentales du droit en matière de preuve ne peut que nous étonner. Une explication généralement rejetée aujourd'hui, s'appuyant sur un texte du Code (l. 10. IV. 30) disait qu'une négation ne pouvant être prouvée, il était impossible de mettre le fardeau de la preuve à la charge de celui qui oppose l'exception ; on a répondu que sans doute, on ne prouve pas une proposition négative indéterminée, telle que celle-ci : je n'ai rien emprunté ; mais que quand la né-

(1) T. II, p. 389.

gation porte sur un fait précis comme dans l'espèce, rien ne s'oppose plus à la preuve. Néanmoins une semblable anomalie paraît étrange, et semble supposer des habitudes de fraude qui répugnent à nos mœurs ; cependant on peut essayer de l'expliquer. En effet les capitalistes romains exigeaient fréquemment la reconnaissance de l'emprunteur avant la réalisation du prêt, c'était même une habitude chez les *argentarii* qui ouvrant des crédits, ne savaient jamais si au jour où les deniers sortaient de leur caisse, il leur serait encore possible d'obtenir une promesse ou un billet. Or cette pratique vicieuse en permettant d'omettre la numération des espèces, amena les abus les plus graves auxquels il n'y eut d'autre remède que l'admission de l'exception *non numeratæ pecuniæ*. Cette exception ne peut être invoquée que pendant 5 ans, et même depuis Justinien pendant 2 ans. Après l'expiration de ce délai, non seulement le créancier n'a plus besoin de faire la preuve de la numération des espèces, mais encore le débiteur est présumé avoir reçu l'argent, et cette nouvelle présomption exclut toute espèce de preuve contraire. (l. 8 ; l. 14 pr. et § 3. Cod. IV 30). Alors la situation du débiteur paraît aggravée ; car le créancier s'imposera une inaction de deux ans, puis il agira contre son débiteur qui ne pourra plus rien lui opposer, même s'il n'a pas reçu l'argent qui lui est réclamé. Pour éviter ce danger, le débiteur a une ressource ; il peut, en effet, dans le même délai de deux ans, intenter contre le créancier une *condictio*, par laquelle il mettra son débiteur en demeure de prouver la réalité du prêt, ou sinon de lui faire acceptilation de la promesse ou de lui rendre le billet (l. 7. Cod. IV 30).

On comprend alors que le débiteur qui, pouvant agir pendant deux ans, n'a intenté aucune action contre son créancier, soit présumé avoir avoué par là, la réalité du prêt, et que cet aveu soit regardé comme décisif et excluant toute preuve contraire.

CHAPITRE IV

Du Contrat Litteris et de l'Exception non numeratæ pecuniæ, sous Justinien.

Nous avons vu précédemment qu'à l'époque où parurent les Institutes, le Codex n'était plus employé depuis longtemps déjà ; et que le contrat litteris n'était plus en usage. Mais, dit M. Accarias (1), d'autres causes l'eussent fait disparaître en le rendant inutile. D'une part en effet, une simple convention devint suffisante pour transformer toute dette d'argent, en une obligation *ex mutuo* ; grâce à ce principe nouveau, le but ordinaire de la *transcriptio a re in personam* put être atteint d'une façon plus simple. D'autre part, le pacte de constitut fait avec un tiers permit d'obtenir des résultats analogues à ceux de la *transcriptio a persona in personam*.

D'où vient donc alors que, en lisant les Institutes de Justinien, on soit tenté de se demander s'il existe encore à l'époque où parut ce livre, un contrat litteris ? C'est que Justinien, dans les Institutes, livre destiné à la jeunesse des écoles, résumait : « *et quod antea obtinebat et quod postea de suetudine inumbratum imperiali remedio illuminatum est.* » Dans un tel livre, il ne pouvait passer sous silence, les *nomina transcriptitia*, et après avoir dit un mot de cette antique forme du contrat litteris, une question se présentait naturellement à son esprit, celle de savoir s'il n'y avait rien dans les institutions de son temps qui ressemblât encore à cette institution d'autrefois.

(1) Précis de Droit romain, t. II, p. 387.

Voici comment il y répond : « *Plané si quis debere se scripserit de pecunia minime numerata, post multum temporis, exceptionem opponere non potest ; hoc enim sapissime constitutum est, sic fit ut et hodie dum queri non potest, scriptura obligetur et ex ea nascitur condictio, cessante scilicet verborum obligatione* » (1).

Pour comprendre et apprécier ce texte il nous faut rappeler ce que nous avons dit à propos de l'exception *non numeratæ pecuniæ*. Nous avons vu que le débiteur qui était resté deux ans sans intenter de *condictio* contre son créancier, était présumé avoir reçu la somme prêtée et qu'il était irrévocablement tenu. Il se peut cependant que les espèces n'aient pas été comptées, quelle est dans ce cas la cause juridique de l'obligation ? Les Institutes distinguent : si c'est au moyen d'une stipulation que le débiteur s'est engagé, après deux ans les paroles solennelles recouvrent la force qui leur avait été enlevée par l'exception *non numeratæ pecuniæ*, et alors le débiteur est tenu *ex stipulatu*.

S'il n'y a eu qu'un *chirographum*, c'est, nous dit Justinien, par l'écriture qu'il est obligé : « *Sic fit ut et hodie scriptura obligetur.* » C'est sur ce texte qu'on s'est appuyé pour soutenir que même sous Justinien le contrat *litteris* existait encore.

Cependant nous pensons avec la plupart des auteurs que ce texte a été mal interprété. En effet, supposons que j'agisse contre vous en vertu d'un billet de reconnaissance de dette, quel sera le fondement de mon action ? Evidemment ce sera le prêt mentionné dans le billet et non le billet lui-même. Il en est ainsi assurément si j'agis avant l'expiration du temps fixé pour la péremption de l'exception *non numeratæ pecuniæ* ; or en faisant dire à Justinien qu'après l'expiration du délai légal on peut être obligé *litteris*, voici à quelle bizarrerie on arrive ; avant le terme légal de l'exception, le billet ne sert que de preuve au contrat, il n'a aucune valeur

(1) Inst. III, 21.

par lui-même ; mais après ce délai expiré, ce rien devient quelque chose, et même quelque chose de si considérable qu'on base sur lui une action qui a *vim obligationis*.

L'expiration du délai opérerait ainsi par elle-même une sorte de novation de la créance, et transformerait l'obligation *re* en une obligation *litteris*.

On ne peut évidemment admettre cette théorie, et ce qu'il faut décider, c'est qu'il y a un délai pendant lequel la numération ne peut être établie que par des preuves indépendantes de l'écrit et que, passé ce délai, l'écrit suffit seul à la prouver. Nous pouvons donc dire que Justinien a été entraîné à vouloir reproduire la classification ancienne et que pour cela, « il a fait comme l'architecte qui, pour donner à sa façade une apparence de régularité, y dessinerait une fausse fenêtre ; son contrat *litteris* est un contrat postiche qui ne figure que pour la symétrie. » (1)

On peut se demander quel est l'intérêt de cette controverse sur l'existence du contrat *litteris* ? Si le billet fait naître un contrat *litteris* il produit les mêmes effets que ce contrat, ainsi il ne devrait s'appliquer qu'à une somme d'argent ; si au contraire, le *chirographum* ne fait que constater l'existence d'un *mutuum*, il ne se servira plus que comme moyen de preuve, et les effets qui se produiront seront ceux du prêt de consommation ; il pourra notamment mentionner *un mutuum* de denrées, aussi bien qu'au prêt d'argent. De plus, si l'obligation dérive du *mutuum*, et si le *chirographum* n'est qu'un mode de preuve, les *usuræ* ayant fait l'objet d'un simple pacte, ne pourront être exigées par la *condictio*, et pour pouvoir les réclamer, il faudra prouver qu'ils ont été promis par stipulation expresse: « *Probare debet instrumentis suis se usuras stipulatum.* » (l. 7. Cod. liv. IV tit. 32 — l. 41 Dig. § 2 l. XXXII, tit. 1).

Si on admet au contraire que le *chirographum* est une

(1) Gide. Obs. sur le Cont. litt. p. 44.

cause d'obligation, l'écriture engendrant une obligation civile, le prêteur pourra user de la *condictio* pour réclamer les intérêts dûs (l. 5. Cod. liv. IV. 32).

Les règles que nous venons d'exposer relativement à l'exception *non numeratæ pecuniæ* ne passèrent dans la compilation de Justinien qu'avec de profondes modifications. Nous avons déjà vu qu'il réduisit à un délai de deux ans le temps pendant lequel cette exception pouvait être invoquée, et qu'il permit au débiteur de prendre les devants par une *condictio*. Mais il a fait plus encore ; par une disposition fort sage, puisqu'elle donne pleine sécurité au débiteur, sans le forcer à prendre l'initiative d'une poursuite peut-être inutile, eu égard à la bonne foi du créancier, il permit à ce débiteur de rendre son exception perpétuelle, en faisant avant l'expiration du délai, une protestation près du créancier, ou, s'il était absent, près du magistrat (l. 14 § 4 : Code IV. 30). Cette protestation permettait au souscripteur de la promesse de conserver toujours le bénéfice de l'exception.

De plus Justinien consacra une constitution de Justin (loi. 13. Cod. IV. 30.) (loi 25, § 4, Dig. XXII-3), d'après laquelle l'exception ne peut-être invoquée que si le billet contient en termes généraux une promesse de payer, sans mentionner d'une façon précise, la cause de l'obligation, l'occasion où a été contractée la dette, ou le fait de la numération des espèces ; s'il y a au contraire, dans le titre un aveu formel du débiteur, il n'aura plus l'exception *non numeratæ pecuniæ*, et on ne lui laissera plus comme dernière ressource que la faculté de prouver qu'il ne doit pas, par des titres écrits, et à la condition que la preuve soit évidente.

Tandis qu'il restreignait d'un côté les cas d'application de l'exception, Justinien les étendait de l'autre (l. 14 Code IV. 30) : 1° aux prêts autres que les prêts d'argent ; 2° à la dot que le mari pouvait prétendre n'avoir pas reçue, malgré les énonciations de

l'instrumentum dotale, si l'on était du moins dans le délai d'un an (l. 3, Code liv. V, tit. 15 : l. 14 § 3 Cod. IV. 30); 3^e enfin, le créancier lui-même put à son tour profiter de l'exception s'il avait donné une quittance partielle, ou si ayant donné quittance du tout, il était encore nanti du titre, il pouvait mettre la preuve du paiement à la charge du débiteur. Seulement cette faveur était restreinte à un délai de trente jours. (l. 14 § 3. Cod. IV. 30.)

Nous avons fini ce que nous avions à dire sur le contrat *litteris*. Comme on a pu s'en convaincre, bien des obscurités règnent encore dans cette matière ; et il en sera probablement ainsi pendant longtemps à moins que la découverte de quelque nouveau manuscrit, ne vienne, comme en 1816, jeter quelque lumière sur ce sujet cependant déjà si intéressant par lui-même. Puisse cette découverte ne pas tarder ! C'est par ce vœu que nous terminerons cette étude.

DROIT FRANÇAIS

DES TITRES DE BOURSE NOMINATIFS

INTRODUCTION

NOTIONS GÉNÉRALES

Parmi les éléments de la richesse publique, il en est peu qui aient subi des modifications aussi profondes que les valeurs mobilières.

Inconnues au XVII^e siècle, à peine nées au XVIII^e, elles n'attirèrent point l'attention de nos jurisconsultes qui les confondirent avec les autres meubles dans le célèbre adage : « *Vilis mobilium possessio*. » Elles ne furent qu'insuffisamment réglementées par les rédacteurs de nos Codes qui, encore imbus des anciens principes, donnèrent la préférence à la propriété territoriale.

Ce n'est que plus tard, lorsque les vastes entreprises de la science moderne nécessitèrent l'emploi d'immenses capitaux, qu'elles prirent rapidement leur essor et arrivèrent à composer la plus grande partie des fortunes privées. Aujourd'hui, elles sont dans toutes les mains et la statistique évalue leur chiffre à trente milliards. Elles méritent donc d'attirer notre attention.

Nous nous proposons d'étudier une certaine classe de ces valeurs et de rechercher comment les principes généraux de notre droit civil doivent s'y appliquer.

Les *valeurs mobilières* sont les titres ou papiers représentant un capital, une somme d'argent que l'on peut recevoir en échange.

Sans doute la propriété peut exister sans le titre ; mais comme un droit n'est utile que s'il est prouvé, et que la meilleure preuve est la preuve écrite, le droit ne vaut en pratique que par le titre.

Nous rencontrons deux sortes de titres : *nominatifs*, lorsqu'ils indiquent le nom du titulaire ; *au porteur*, lorsqu'aucune mention ne rappelle le nom du propriétaire.

Ce n'est pas là simplement une question de forme ; cette division est très importante par les conséquences qu'elle entraîne, car ces divers titres présentent entre eux de grandes différences et ont chacun leurs avantages et leurs inconvénients.

Les *titres au porteur* sont transmissibles instantanément, sans frais, sans embarras, sans laisser aucune trace, et par conséquent sans responsabilité aucune pour le cédant. De plus comme ils n'exigent pas, pour leur négociation, les lenteurs et les formalités d'un transfert, ils peuvent être facilement réalisés par leur propriétaire qui, de cette façon, se procure immédiatement les capitaux dont il a besoin.

Mais à côté de ces avantages, les titres au porteur offrent de nombreux inconvénients. Représentés par une simple feuille de papier, ils en ont la fragilité et sont soumis à de nombreuses chances de perte et de destruction. Rien n'est plus facile pour le voleur, que de se défaire promptement du titre au porteur qu'il s'est approprié, et avant que le véritable propriétaire ait pu recourir aux démarches nécessitées par la loi du 15 juin 1872.

Non seulement les titres au porteur sont dangereux pour leurs propriétaires, mais encore ils permettent l'agiotage et font naître beaucoup d'abus.

« Avec les valeurs au porteur, dit M. Bonjean dans son rapport au Sénat, du 2 juillet 1862 (1), il n'est pas une des dispositions de nos lois civiles qui ne puisse être facilement éludée. Vainement par les considérations les plus élevées, le législateur aurait-il assujéti la faculté de disposer à certaines garanties, à certaines limites ; vainement aura-t-il établi des incapacités de

(1) *Moniteur officiel* du 3 Juillet 1862.

donner ou de recevoir, fixé une quotité disponible, proclamé l'égalité entre les enfants du même père etc. ; avec les titres au porteur, il sera toujours facile de faire échec à la loi, et de se rire de ses prohibitions. »

Spoliation des successions tantôt par l'héritier présent, au préjudice des absents, tantôt par une veuve, une garde-malade ou un serviteur infidèle ; détournement des valeurs de la communauté ; soustraction de l'actif, en cas de faillite ou de déconfiture : toutes ces indécavelles, et d'autres du même genre, ne peuvent s'accomplir qu'avec trop de facilité et trop de chance d'impunité sur les titres au porteur.

De plus ils sont encore nuisibles à l'Etat ; car, faciles à dissimuler, ils échappent le plus souvent aux droits de mutation.

Il n'en est pas de même des *titres nominatifs*.

Ne pouvant se transmettre qu'avec la signature du titulaire ou sa procuration, ils offrent à leurs propriétaires une plus grande sécurité, et permettent à l'Etat de recouvrer plus facilement les impôts auxquels ils sont soumis.

Ils sont peu recherchés des agioteurs qui ont besoin de valeurs, facilement et promptement négociables ; aussi lorsque le législateur veut que les titres de certaines sociétés ne puissent donner prise à la spéculation et au jeu, il décide que ces titres ne pourront être que nominatifs.

Mais ils ont aussi leurs inconvénients.

Si le propriétaire d'un titre nominatif désire le céder, soit pour réaliser une somme d'argent, soit pour en faire donation, s'il veut le convertir en un titre au porteur, il devra se soumettre à des formalités souvent fort compliquées.

De plus, pour toucher les intérêts de son titre, il devra le porter au siège de la société, pour qu'il puisse être estampillé, ou le confier à un intermédiaire

qui, s'il est peu scrupuleux, pourra s'approprier tout au moins le montant des revenus.

Aussi pour remédier à ces inconvénients, on a créé des *titres mixtes* qui, quoique nominatifs, sont munis d'une feuille de coupons au porteur (décret du 18 juin 1864).

Malgré ces désavantages, les titres nominatifs doivent être préférés par les personnes sérieuses qui, ne cherchant pas à spéculer, désirent simplement placer leur argent avec le plus de sécurité possible ; car avec eux elles éviteront les risques de perte et paieront un impôt moins fort.

C'est cette dernière espèce de titres que nous nous proposons d'examiner dans cette étude.

Les *Valeurs nominatives* sont des meubles incorporels. Elles se trouvent comprises dans l'énumération donnée par l'art. 529, des meubles par détermination de la loi.

Les titres nominatifs devraient comprendre les effets de commerce, les lettres de change, les créances sur particuliers, les polices d'assurances etc. Mais ce n'est pas dans une acception aussi large que nous les prenons. Nous ne considérerons comme tels que les titres de valeurs cotées ou susceptibles d'être cotées à la Bourse. Et, en nous exprimant ainsi, nous ne ferons qu'user du langage employé journellement car, aujourd'hui, lorsqu'on parle de titres nominatifs ou au porteur, on n'entend par là que les titres qui se négocient à la Bourse.

Il existe une 3^e catégorie de titres, les titres à ordre, qui se transmettent par endossement. Mais comme ces titres ne sont pas très fréquents, nous n'en parlerons pas.

En nous plaçant à ce point de vue restreint, nous diviserons notre sujet en trois parties :

Dans une première partie, nous nous occuperons des différentes espèces de titres nominatifs et de leur origine.

Dans une seconde, nous parlerons de l'aliénation et de la transmission de ces titres.

Dans une troisième, nous verrons quels sont les droits réels ou personnels qui peuvent les grever.

Enfin, en terminant, nous dirons quelques mots des différents impôts qui peuvent frapper les titres nominatifs.

PREMIÈRE PARTIE

DES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE TITRES NOMINATIFS

Nous n'avons pas la prétention d'énumérer ici toutes les variétés de titres nominatifs qui sont négociés à la Bourse. Nous ne nous arrêterons qu'aux principales, et nous diviserons cette partie en quatre chapitres. 1^o Des titres émis par l'Etat. 2^o par certaines sociétés privilégiées (Banque de France et Crédit Foncier). 3^o par les Compagnies de chemins de fer et les sociétés industrielles. 4^o par les sociétés ou Etats étrangers et par les départements et villes.

CHAPITRE I

Titres émis par l'Etat

§ 1^{er} NOTIONS HISTORIQUES

Pour trouver la première trace des emprunts de l'Etat français, il faut remonter jusqu'au XIV^e siècle, à l'époque où le pouvoir royal s'étant enfin établi d'une manière incontestée dut chercher de nouvelles ressources pour se faire respecter à l'extérieur et pour asseoir d'une façon définitive son autorité à l'intérieur. Pour faire face à ses besoins, il fut forcé de contracter des emprunts, et s'adressa au crédit public.

Ce fut en 1315 que, pour la première fois, Louis le Hutin (1) fit appel au public, promettant de garantir le remboursement des sommes prêtées sur le revenu des sénéchaussées ; mais cet appel resta sans succès, aussi le roi désigna-t-il lui-même les prêteurs et les taxa. Cet emprunt forcé fut renouvelé plusieurs fois, et souleva d'énergiques protestations.

Plus tard Charles V dut avoir recours à l'abbaye de St-Denis, qui lui prêta « 31 marcs 6 onces de joyaux. Sous le règne suivant, elle prêtait environ 20,000 livres, moyennant une rente de 2,500 livres à prendre sur la boucherie de Beauvais et sur la boîte aux poissons de Paris. Ce fut là le premier exemple d'un prêt perpétuel fait à l'Etat, moyennant une rente non assise sur une propriété foncière. » (2)

Au XV^e siècle, Charles VIII emprunte aux Génois et s'engage à leur servir un intérêt de 12 0/0.

En 1525, François I^{er} ordonne un emprunt de 200,000 livres sur les plus riches bourgeois de Paris, et quelques années après il crée des rentes sur l'Hôtel-de-Ville, en affectant à leur paiement une certaine partie des revenus royaux.

En 1553, Henri II crée pour 490,000 livres de rentes, et taxe les personnes riches auxquelles il impose ces rentes.

Enfin, en 1560, à la réunion des E'tats-Généraux d'Orléans, on voit que la dette publique s'élevait déjà au chiffre de quarante-trois millions. Ce chiffre ne fit que s'accroître, malgré les efforts de Sully qui tenta, pour la première fois, une conversion de la rente, et fit rendre l'ordonnance du 31 juillet 1601, qui réduisit au denier 16, les rentes émises au denier 12 et même au denier 10.

Sous Louis XIII et Louis XIV, les dettes ne firent

(1) A. Buchère. Traité des Valeurs Mobilières.

(2) Dalloz. Trésor public. N^o 21.

qu'augmenter, et à la mort de ce dernier prince la dette publique s'élevait à un capital de plus de 500 millions.

(1) Les catastrophes financières du règne de Louis XV vinrent encore ajouter à cette somme et, lorsque en 1789, Necker présenta son rapport aux Etats-Généraux, l'Etat se trouvait débiteur de 56,797,000 livres de rentes perpétuelles et de 104.669.000 livres de rentes viagères (2). En 1790, dans son rapport à l'assemblée constituante, M. de Montesquiou constate que la dette publique, en y comprenant les rentes dues par l'Etat, s'élevait à un capital de 2,422.987.391 livres. Il fallut donc chercher de nouveaux moyens pour conjurer ce que Mirabeau appelait: « la hideuse banqueroute. »

On mit d'abord à la disposition de l'Etat les biens du clergé, et on fit une émission d'assignats qui devaient être payés avec le prix de vente de ces biens. Mais ce papier-monnaie, dont l'émission dépassa 45 milliards, fut bien vite déprécié et l'on dût avoir recours à d'autres expédients.

En 1793, sur un rapport de Cambon qui voulait « uniformiser et républicaniser la dette », la Convention décréta l'établissement du *Grand-Livre de la Dette Publique*.

Toutes les créances anciennes et récentes, supérieures à 50 fr. de rente, y furent inscrites et reçurent un intérêt annuel de 5 0/0,

L'Etat accorda, à toutes une garantie égale et il n'eut dès lors devant lui que des intérêts à payer, à échéance fixe. Le capital de la dette fut converti en une rente perpétuelle. Désormais, par conséquent, plus de remboursements subits à opérer, plus de taux d'intérêt supérieur à 5 0/0. Mais comme la réunion de ces différentes créances élevait les arrérages dûs par l'Etat à la

(1) Dareste de la Chavanne. Hist. de l'Adm. de la France T. II p. 136.

(2) A. Buchère, op cit.

somme de 202,800,000 (1), le Trésor ne put y suffire. Le désordre des finances ne fit qu'augmenter, et sous le Directoire, la dette publique s'éleva à 258.000.000 ; il fallut avoir recours à une mesure énergique, et on fit les lois des 9 vendémiaire et 8 nivose an VI.

« D'après ces lois, il fut décidé que toute rente perpétuelle ou viagère ainsi que toutes les autres dettes de l'Etat, anciennes et nouvelles, liquidées ou à liquider, seraient remplacées, savoir : deux tiers en bons au porteur, libellés dette publique mobilisée, lesquels bons ne seraient échangeables qu'en biens nationaux. Le troisième conservé comme valeur numérique, serait inscrit sur le Grand-Livre et porterait un intérêt de 5 0/0 payable par semestre. Ce troisième tiers qui fut appelé le tiers consolidé est devenu depuis, l'origine de la dette publique actuelle. » (2) Ceci réduisit les intérêts de la dette à 86 millions, mais les bons dits des deux tiers constituèrent en réalité une banqueroute ; les rentes furent dépréciées et leur cours, jusqu'à la chute du Directoire, s'éleva rarement au-dessus de 12 fr. de capital pour une rente de 5 fr.

Pour ramener un peu d'ordre dans les finances, pour raffermir le crédit public ébranlé, il fallait un gouvernement assez fort pour inspirer la confiance : ce fut l'œuvre du Consulat. Le premier Consul, pour arriver à ce but, usa de plusieurs moyens ; d'abord il se fit autoriser, par la loi du 30 ventose an IX, à émettre pour 2,700,000 fr. de rentes nouvelles. Puis, après avoir réorganisé l'administration financière de la France, il créa les obligations des receveurs généraux. « Ces receveurs, vrais banquiers du Trésor, devaient souscrire des obligations, échéant mois par mois, pour toute la valeur des contributions directes, c'est-à-dire pour 300 millions sur 500 composant alors le budget de l'Etat. Ces

(1) A. Buchère, op. cit.

(2) Bresson. Histoire financière de la France.

obligations à leur échéance, étaient payables à la caisse du receveur général. » (1)

Pour leur donner du crédit, Bonaparte imagina la *Caisse d'amortissement*, dans laquelle tous les receveurs généraux devaient verser leurs cautionnements destinés à servir de garantie aux obligations.

« Toute obligation, à son échéance, à défaut de paiement par la caisse du receveur général, devait être acquittée par la caisse d'amortissement sur le cautionnement du comptable. L'obligation, par ce moyen, égalait sur le champ la solidité du meilleur papier de commerce. » (2) Ces mesures firent renaître la confiance, et permirent au Trésor d'acquitter en numéraire les arrérages dûs aux rentiers.

Depuis cette époque, les titres émis par l'Etat, malgré bien des variations dans leurs cours, malgré de nombreuses crises politiques, se sont toujours maintenus dans la faveur publique. Cependant la dette publique a toujours augmenté, et aujourd'hui le budget dépasse le chiffre formidable de 3 milliards et menace de s'accroître encore. Mais le crédit public n'en est pas ébranlé, et les valeurs émises par l'Etat peuvent toujours être regardées comme celles offrant le plus de sécurité.

Les principaux titres émis par l'Etat sont au nombre de trois : les rentes, les obligations trentenaires et les bons du trésor. Ces derniers ne pouvant être qu'au porteur ou à ordre nous n'en parlerons pas.

§ 2. — DES RENTES

I. — *Des Rentes en général*

Les rentes aujourd'hui sont de 4 1/2 0/0, 4 0/0 et 3 0/0. Nous devons aussi mentionner le 3 0/0 amortissable

(1) Thiers, Consulat et Empire T. I. p. 39.

(2) Thiers, op. cit.

créé par la loi du 11 juillet 1878, lequel, quoique n'étant pas une rente proprement dite, puisqu'il est remboursable en 75 ans, est néanmoins soumis aux mêmes règles que les autres rentes sur l'Etat. Lorsqu'on parle de 3 0/0, 4 0/0, 4 1/2 0/0, cela ne veut pas dire que pour un capital de 100 fr. on aura 3 fr., 4 fr. ou 4 fr. 50 de rente, mais que si l'Etat le désire il pourra pour une rente de 3 fr. 4 fr. ou 4 fr. 50 rembourser 100 fr. même si le cours est de 110 ou 120 fr. C'est en usant de cette faculté, ou plutôt en menaçant d'en user, que l'Etat a pu, en 1883, convertir le 5 0/0 en 4 1/2, et le faire disparaître du marché français.

Le titre de créance du rentier consiste en une inscription sur le Grand-Livre de la Dette publique, livre qui est tenu en double afin de donner sécurité aux rentiers en cas de destruction. Cependant, pour donner plus de facilité à la négociation des rentes, une loi du 14 avril 1819 a permis d'ouvrir dans chaque département un livre auxiliaire. Le trésorier payeur général en donne des extraits, et ces inscriptions connues sous le nom d'inscriptions départementales ont la même valeur et présentent la même garantie que les autres.

Dans l'origine, toutes les rentes sur l'Etat étaient nominatives; en principe elles le sont encore aujourd'hui, mais une ordonnance du 29 avril 1831 a permis leur conversion en titres au porteur à cause des formalités et justifications exigées pour le transfert des inscriptions nominatives.

Les titres nominatifs contiennent les noms et prénoms du rentier, le taux de la rente, la somme d'arrérages qui est due, le numéro de la série et l'époque de la jouissance. Ils sont signés par deux agents comptables et doivent être revêtus du visa du contrôle. Ils énoncent en outre la qualité des titulaires et font ainsi connaître s'ils sont nu-propriétaires, usufruitiers, mineurs, interdits ou femmes mariées. Enfin

leur verso est divisé en un certain nombre de cases permettant de mettre l'estampille à chaque paiement d'arrérages. Au bout de dix ans, toutes les cases étant remplies, il faut alors échanger l'inscription contre une nouvelle. Pour l'obtenir il suffit de déposer le titre et d'y joindre un certificat constatant l'existence et l'identité du titulaire, certificat qui doit être délivré sur timbre, soit par un notaire, soit par le maire de la commune où réside le titulaire.

La loi du 24 août 1793 avait fixé le minimum de la rente nominative à 50 fr. Mais ce minimum a été abaissé à 10 fr. par une loi du 17 août 1822, et à 5 fr. par un décret du 7 juillet 1848. Aujourd'hui il est de 2 fr.

Les arrérages sont payés sur présentation des titres. Le propriétaire d'une rente sur l'Etat doit donc, s'il ne peut la toucher lui-même, confier son titre à une tierce personne pour pouvoir le toucher. Ceci présente des inconvénients ; aussi le législateur y a-t-il remédié en permettant d'abord de convertir les titres nominatifs en titres au porteur, puis, en autorisant par un décret du 18 juin 1864, la création de titres nominatifs munis de coupons d'arrérages payables au porteur. Ces titres sont connus aujourd'hui sous le nom des titres mixtes.

Nous avons dit qu'il était permis aux rentiers de convertir leurs inscriptions nominatives en inscriptions au porteur. Il n'en est pas toujours ainsi, et l'art. 9 de l'ordonnance du 29 avril 1831, décide que : « la conversion des rentes nominatives en rentes au porteur, ne sera pas admise par le Trésor public pour toutes les inscriptions qui représentent les fonds des cautionnements, des majorats substitués, ceux des établissements publics ou religieux, des caisses de retraite, ceux qui auront été produits par la vente des biens avec charge de remploi, qui proviendront de constitutions dotales, qui appartiendront à des mineurs ou à des propriétaires absents ; enfin pour toutes les rentes frappées d'une cause légale quelconque d'immobilisation momentanée, à l'égard

desquelles, les règlements en vigueur continueront à être exécutés. »

Les rentes sur l'Etat présentent sur les autres titres certains avantages particuliers. Ainsi les arrérages dûs à un rentier peuvent être opposés en compensation avec les contributions directes à sa charge, ou même avec celles d'un tiers. (Loi du 14 avril 1819, art. 6). Elles peuvent être déclarées provisoirement inaliénables, dans certains cas, lorsque : 1^o elles sont affectées à des majorats établis conformément au décret du 1^{er} mars 1808; 2^o lorsqu'elles sont grevées de substitution, ou que 3^o elles sont remises par certains fonctionnaires à titre de cautionnement. Enfin 4^o lorsqu'elles sont achetées par la Caisse d'amortissement (ordon. du 31 mai 1838 art. 203).

Les rentes sur l'Etat, quoique déclarées meubles, peuvent être quelquefois immobilisées; ainsi le décret du 1^{er} mars 1808 autorise l'immobilisation des rentes sur l'Etat pour la formation d'un majorat. Cette disposition est presque sans objet aujourd'hui, puisque les majorats ont été supprimés pour l'avenir, par la loi du 7 mai 1849. Cependant, comme cette loi a laissé subsister dans certaines limites, ceux qui existaient à cette époque, on peut encore en rencontrer quelques-uns. De même, aux termes des articles 1 et 6 de l'ordonnance du 2 avril 1817, les rentes sur l'Etat doivent être immobilisées, lorsqu'elles sont acquises par les communes et par certains établissements publics, en remploi d'effets mobiliers donnés ou légués.

Les rentes sur l'Etat peuvent aussi être acquises en remploi d'un immeuble dotal, à moins de stipulation contraire dans le contrat de mariage (lois du 2 juillet 1862, art. 46 — 16 septembre 1871, art. 29 — 11 juin 1878, art. 3). Dans ce cas, elles ne perdent pas leur nature de meubles, mais elles ne peuvent être aliénées que dans les cas où l'immeuble qu'elles représentent pourrait l'être.

Enfin, l'avantage le plus appréciable des rentes sur l'Etat, celui qui leur donne un caractère tout particulier, c'est le privilège de ne pouvoir être saisies. Ce privilège est très important ; c'est pourquoi il ne sera pas inutile de nous y arrêter quelque temps.

II. — *De l'insaisissabilité des Rentes.*

Cette insaisissabilité a été établie par la loi du 8 nivose an VI, dont l'article 4 est ainsi conçu : « il ne sera à l'avenir, reçu d'opposition sur le tiers consolidé de la dette publique inscrite ou à inscrire. » Comme on le voit, cet article ne distingue pas entre les intérêts de la rente et le capital lui-même. Cependant, comme on hésitait à étendre cette prohibition aux arrérages, une nouvelle loi plus précise, rendue le 22 floréal, an VII, déclara (art. 7) que : « à l'avenir, il ne serait plus reçu d'opposition au paiement desdits arrérages, à l'exception de celle qui serait formée par le propriétaire de l'inscription. »

Ces dispositions ne visaient que les rentes 5 % qui étaient les seules existantes alors ; on aurait donc pu soutenir avec quelque apparence de raison que les autres rentes devaient rentrer dans le droit commun. Cependant, comme les lois qui ont créé de nouvelles rentes n'ont apporté d'autres exceptions aux dispositions législatives sur la dette publique que celles relatives aux taux des rentes nouvelles, à leur quotité ou à la forme de leur émission, il est certain que la législation faite dans l'origine est applicable à toutes les espèces de rentes sur l'Etat, et ceci d'ailleurs n'est contesté par personne.

Avant d'énumérer les conséquences qui découlent du principe de l'insaisissabilité des rentes, il est nécessaire de savoir quel était le but du législateur lorsqu'il formulait la prohibition de la loi du 8 nivôse an VI.

Voulait-il simplement éviter que les saisies arrêts faites sur les rentes n'apportassent trop de complications dans la comptabilité de la dette publique ? Ou bien, au contraire, les déclarait-il insaisissables dans un intérêt d'ordre public, pour les faire échapper aux poursuites des créanciers et les mettre en dehors de leur gage.

Si nous nous reportons à l'exposé des motifs qui a précédé la loi de nivôse nous trouvons que le rapporteur Bernier s'exprimait ainsi : « Il convient de rendre les rentes à leur première nature, **de priver les créanciers pour l'avenir de toute espèce de droit de saisie ou opposition**, soit sur le capital soit sur les arrérages. Les créanciers, avertis par la loi qu'ils n'auront pas à compter sur cette ressource pour le paiement et la sûreté de leurs créances, doivent régler leurs transactions en conséquence. En supprimant le droit d'opposition, la loi donne en quelque sorte à ces capitaux, à ces créances, la valeur et l'effet du numéraire en circulation, dont il est important d'augmenter la masse. On satisfait au vœu du commerce... l'intérêt des rentiers s'y rencontre ; ils trouvaient difficilement à négocier leurs créances, ils étaient forcés de les vendre à perte et à vil prix, tandis que libres et sans danger d'opposition, elles seront portées à un plus haut prix et d'un commerce plus facile. »

En présence de ces termes le doute n'est guère possible ; aussi malgré un arrêt de Cassation du 8 mars 1859 (1) nous dirons que la loi a voulu, dans un intérêt d'ordre public, accorder au rentier le privilège de ne pouvoir être forcé d'aliéner le titre inscrit en son nom.

Ce principe admis, il sera facile de résoudre les difficultés qui se présenteront dans la pratique. Ainsi nous déciderons que les rentes du débiteur demeureront insaisissables malgré la faillite et qu'elles ne pourront être vendues sans la volonté du failli. Un avis du Conseil d'Etat du 26 fructidor, an XIII, a consacré cette manière

(1) Sirey. 1860 — 1 — 418.

de voir. La Cour de Cassation elle-même avait adopté cette interprétation en 1854 (1), mais en 1859, (2) elle est revenue sur sa première décision en déclarant que le syndic, étant mandataire légal du failli, pouvait aliéner ses rentes sur l'Etat. Il est difficile de suivre ce système; nous avons vu, en effet, que c'était un intérêt d'ordre public qui avait guidé le législateur, lorsqu'il avait déclaré les rentes insaisissables, et l'on ne peut pas admettre qu'un mandat quelque large qu'il soit, aille si directement à l'encontre d'une disposition législative formelle.

Nous déciderons également qu'on ne peut attribuer aux créanciers d'une succession vacante des rentes ayant appartenu à leur débiteur. (3)

De même les créanciers d'une succession bénéficiaire ne pourront s'opposer à ce qu'une rente, appartenant à leur débiteur, soit immatriculée au nom des héritiers (4). Néanmoins l'héritier bénéficiaire devra rendre compte aux créanciers de la valeur des rentes qu'il a trouvées dans la succession.

Ces décisions n'empêchent pas que les créanciers ne puissent opérer une saisie ou faire opposition, soit sur le capital, soit sur les arrérages de la rente, une fois que l'Etat les a versés dans les mains du crédit rentier ou de son mandataire. Car alors les rentes, converties en argent, sont rentrées dans le droit commun, et sont dépouillées par conséquent du privilège qui les protégeait.

Les principes que nous venons d'exposer sont soumis à plusieurs exceptions établies par le législateur lui-même. Ainsi la loi du 22 floréal an VII permet au propriétaire de la reute de faire lui-même opposition au

(1) Dalloz. 1854 — I — 146.

(2) Sirey. 1860 — 1 — 418.

(3) Cons. d'Etat 19 décembre 1839; Sirey. 1840 — 2 — 281.

(4) Sirey. 1849 — 2 — 413 et 121; 1856 — 2 — 237, 1857 — 2 — 212.

paiement des arrérages. De cette façon si le rentier a perdu son titre il pourra facilement le retrouver, ou du moins empêcher les autres d'en jouir. De même l'art 4 de la loi du 8 nivôse an VII excepte du principe d'insaisissabilité les rentes appartenant aux comptables, qui ne peuvent disposer des inscriptions leur appartenant avant l'apurement de leurs comptes.

On décide aussi que, lorsqu'il y a contestation sur la propriété de la rente, les tribunaux peuvent ordonner le séquestre de cette rente. (1)

Enfin, lorsqu'une rente est donnée en nantissement, on admet généralement que le créancier nanti peut faire procéder à la vente forcée du titre de rente. Mais ici ce n'est pas une véritable exception ; car le débiteur, en remettant sa rente comme gage, a consenti implicitement à ce qu'elle fut vendue plus tard.

§ 3. DES AUTRES TITRES EMIS PAR L'ÉTAT

Comme nous l'avons dit plus haut l'Etat, n'a pas seulement émis des rentes, il a aussi créé d'autres titres. Ce sont les bons et les obligations du Trésor. Nous devons également dire quelques mots du 3 0/0 amortissable à raison de sa nature spéciale.

Les *bons du trésor* ne pouvant être qu'au porteur ou à ordre, nous n'avons pas à nous en occuper ; mais il n'en est pas de même des *obligations trentenaires* qui peuvent être nominatives. Ces obligations ont été créées par la loi des finances du 23 juin 1837 (art. 21), afin de permettre à l'Etat de remplir les engagements contractés envers les Compagnies de chemins de fer. Une première émission fut autorisée par un décret du 22 décembre 1838, et un arrêté ministériel du même jour en émit 200.000. Elles furent déclarées productives d'un intérêt annuel de 20 francs, et remboursables à 500 francs par voie de tirage au sort, dans un délai de 30 années à partir du 1^{er}

(1) Paris 7 juillet 1836. Cass. 28 novembre 1838.

janvier 1860 ; de là vint leur nom d'obligations trentenaires.

Enfin un nouvel arrêté, en date du 10 août 1860, prescrivit une nouvelle émission de 200.000 obligations.

Une loi du 29 juin 1861 autorisa la création de nouvelles obligations, également remboursables en 30 ans, jusqu'à concurrence d'un capital de 104.000.000, affecté à la construction de nouvelles lignes de chemins de fer ; et un décret du 4 juillet suivant en permit une émission de 300.000.

Tous ces titres furent compris dans la conversion facultative du 12 février 1862, de sorte qu'ils disparurent à peu près du marché. Mais la guerre de 1870 étant arrivée, avait grevé le Trésor de lourdes charges ; et cependant il fallait construire de nouvelles lignes de chemins de fer pour favoriser le commerce et l'industrie.

On dut de nouveau recourir à l'emprunt, et une loi du 29 décembre 1876 autorisa une émission d'obligations trentenaires, qui fut réglementée par le décret du 12 juin 1. 77.

Le 3 0/0 *amortissable* présente un caractère tout particulier ; d'un côté, en effet, il se rapproche des autres rentes sur l'Etat puisque, comme elles, il est soumis aux mêmes règles et jouit des mêmes privilèges ; (1) de l'autre, il ressemble aux obligations du Trésor, puisque il est remboursable en un certain nombre d'années.

La dette amortissable a été créée par la loi du 11 juin 1878, et réglementée par le décret du 16 juillet 1878. Deux émissions ont été faites ; la première, en 1878, de 16,495,500 fr. de rentes ; la seconde, en 1881, de 36,033,045 fr. ; de sorte qu'aujourd'hui l'ensemble des rentes 3 0/0 amortissables émises, atteint 52,528,545 fr. de rentes.

Les titres représentatifs de ces rentes sont divisés en 175 séries remboursables annuellement par voie de tirage au sort, conformément à un tableau spécial repro-

(1) Loi du 11 juin 1878, art. 3.

duit sur chacun des titres émis (1). Cet emprunt doit être entièrement amorti en 1953.

Nous en avons fini avec les titres émis par l'Etat. Cependant nous mentionnerons, en terminant, les *actions de canaux* qui peuvent être nominatives. Ces titres représentent l'obligation prise par l'Etat de rembourser à diverses compagnies les sommes affectées au rachat des droits sur plusieurs canaux ; ces actions ont été émises en vertu de la loi du 3 mai 1853.

(1) Décret du 16 juillet 1878, art. 2.

CHAPITRE II

Des titres émis par certaines sociétés privilégiées

Parmi les sociétés les plus importantes, il en est deux qui, soit par leur législation spéciale, soit par les privilèges que l'Etat leur a accordés, méritent d'attirer l'attention. Ce sont la Banque de France et le Crédit Foncier.

§ 1^{er} BANQUE DE FRANCE

1^o *Historique*

L'établissement de la Banque de France ne date que du commencement du siècle. Après les catastrophes financières du XVIII^e siècle, après la déconfiture de Law et l'insuccès des émissions d'assignats, on comprit qu'il était nécessaire de fonder un établissement financier qui eut pour but de faciliter les opérations commerciales.

Après différentes tentatives infructueuses une société en commandite se forma dès 1796 sous le nom de Caisse des Comptes-courants. Le gouvernement semblant se consolider et la confiance publique commençant à renaître, cette société eut un rapide succès.

Le premier Consul, auquel rien de ce qui pouvait contribuer à la prospérité matérielle de la France n'échappait, comprit que la création d'une banque nationale pouvait rendre d'importants services au commerce et à l'industrie.

Il confirma donc à la Caisse des Comptes-courants le nom de Banque de France qu'elle portait déjà dans les habitudes commerciales, (1) et rendit un décret, le 28 nivôse an VIII, qui mit à la disposition du ministre des finances la maison nationale de l'Oratoire pour y établir la Banque de France. Enfin la loi du 24 germinal — 4 floréal an XI organisa définitivement la Banque sous la protection du gouvernement, et lui conféra le privilège d'émettre des billets de banque. D'autres banques moins importantes furent établies en province et obtinrent aussi le même privilège, chacune dans leur ressort (2).

Ces banques existaient à Rouen, Nantes, Bordeaux, Lyon, Marseille, Lille, Toulouse, Orléans et le Havre. Elles fonctionnèrent jusqu'en 1848, époque où elles furent réunies à la Banque de France de Paris dont elles devinrent ainsi des succursales (3). Différents décrets ou lois s'occupèrent de la Banque de France. Nous citerons la loi du 22 avril — 2 mai 1806 qui augmenta le nombre des actions, le décret du 16 janvier 1808 qui établit différents privilèges pour les actions de la Banque et les lois des 4 juillet 1820 et 9 juin 1837.

Aujourd'hui la prospérité de la Banque est devenue très grande ; les catastrophes de la guerre de 1870 et de la Commune ne l'ont point ébranlée, et elle a même pu venir au secours du gouvernement. Aussi la regarde-t-on, dans le monde entier, comme un établissement de premier ordre.

2^e Caractères et privilèges des Actions de la Banque

L'art. 2 de la loi du 24 germinal an XI porte que le capital de la Banque sera de 45.000 actions de 1000 francs chacune. Mais ce capital a été augmenté successivement ; ainsi la loi du 22 avril 1806 décide qu'il sera porté de

(1) Buchère, Valeurs mobilières p. 104.

(2) D. de Folleville. Possession des meubles p. 399.

(3) Décrets des 27 avril et 2 mai 1848.

45.000 à 90.000 actions, et une loi du 9 juin 1852 éleva ce nombre à 182.500 actions.

Pour se convaincre de la prospérité de la Banque, il suffit de jeter un coup d'œil sur la côte de la Bourse, et l'on peut constater que les actions émises autrefois à 1000 francs valent aujourd'hui plus de 5000.

Les actions de la Banque sont représentées par une inscription nominale sur les registres ; elle ne peuvent être au porteur (art. 3 de la loi du 24 germinal an XI). Il est remarquable que ces actions qui constituent une des valeurs les plus importantes de notre époque sont représentées par des titres très sommaires de la grandeur d'une feuille de timbre de dimension de 0,60 c. Ces titres ne contiennent que la mention suivante : M. X... demeurant à..... est inscrit dans le Registre coté f°..... pour..... actions de la Banque de France. Paris le Puis suivent les signatures du contrôleur, du sous-gouverneur et du chef du bureau des actions.

Jadis il fallait être Français pour pouvoir posséder de ces actions, mais le décret du 16 janvier 1808 en permit l'acquisition aux étrangers.

Ces actions sont meubles par la détermination de la loi (art. 529 Cod. civ.) ; mais elles peuvent être immobilisées par la seule volonté du titulaire, dans la forme prescrite pour les transferts, c'est-à-dire par une déclaration du propriétaire ou de son fondé de pouvoir, inscrite et signée sur des registres, tenus doubles à cet effet (Décret du 16 janvier 1808, art. 4 et 7). Mention de cette immobilisation est faite sur le registre général des actions de la Banque, et le certificat d'inscription délivré au propriétaire l'indique également.

Autrefois les actions de la Banque pouvaient être immobilisées pour servir à constituer des majorats (1) Mais les lois des 12 mai 1835 et 7 mai 1849, ont interdit d'instituer de nouveaux majorats à l'avenir, il n'existe

(1) Décret du 16 janv. 1808.

plus aujourd'hui que peu d'actions grevées de cette charge.

Pour nous rendre compte des conséquences de l'immobilisation, il suffira de lire l'art. 7 des statuts organiques approuvés par le décret du 16 janvier 1808, qui porte, « cette déclaration (de transfert) une fois inscrite sur le registre, les actions immobilisées resteront *soumises au Code civil et aux lois de privilège et d'hypothèque comme les propriétés foncières* ; elles ne pourront être aliénées et les privilèges, et hypothèques ne pourront être payés qu'en se conformant au Code civil et aux lois relatives aux privilèges et hypothèques sur les propriétés foncières. »

Il en résulte donc que, si la vente des actions immobilières peut être faite comme celle des actions ordinaires, par un transfert, il faut, pour qu'elle soit valable à l'égard des tiers, que l'acte de transfert soit transcrit sur les registres du conservateur des hypothèques.

Les actions immobilisées peuvent être achetées en remploi d'immeubles dotaux, même si le contrat de mariage ne permet ce remploi qu'en immeubles (1). En un mot, elles doivent être traitées absolument comme des immeubles. Mais elles peuvent reprendre leur qualité de valeurs mobilières par une nouvelle déclaration faite à la Banque. Cette déclaration est transcrite au bureau des hypothèques à Paris, et soumise s'il y a lieu à la purge légale des immeubles.

Le transfert n'est opéré que sur la justification de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi, pour purger les hypothèques de toute nature, et d'un certificat négatif d'inscription hypothécaire (2). De plus cette mobilisation ne peut être faite que par des propriétaires complètement maîtres de leurs droits ; par conséquent les interdits, les femmes mariées, les mi-

(1) Sir. 57 — 2 — 171 ; 62 — 2 — 22 ; Dall. 61 — 2 — 414.

(2) L. 17 mai 1834 art. 5.

neurs, en un mot tous les incapables, ne pourraient consentir valablement à cette opération.

On s'est demandé si les actions de la Banque, une fois immobilisées, conservaient leur caractère immobilier, même lorsqu'elles étaient vendues à un tiers. Ainsi Primus a immobilisé ses actions ; il les cède à Secundus ; celui-ci, pour qu'elles reprennent leur caractère mobilier, devra-t-il remplir les formalités exigées pour la remobilisation ?

L'affirmative résulte de l'art. 7 du décret du 16 janvier 1808 qui soumet les actions immobilières aux mêmes règles que la propriété foncière. Un avis du Conseil d'Etat, du 28 août 1825, admet cette solution. Enfin la Cour de Cassation s'est également rangée à cet avis (1). De plus, il ne peut être permis aux parties de changer, par une simple clause de vente, la nature d'un bien.

Pour être logique, il faudrait décider également que la cession des actions immobilisées est passible du droit d'enregistrement prescrit pour les ventes d'immeubles ; la Cour de Cassation l'admet, et l'administration de l'enregistrement réclame toujours le paiement des droits de vente immobilière. Cependant il est plus juste de dire, que la cession des actions immobilisées n'est passible que des mêmes droits exigés pour la cession des actions des autres sociétés. Car les lois des 22 juin 1857, 16 septembre 1871, 30 mai et 29 juin 1872, qui régulent ces droits ne font aucune différence pour le cas où ces différentes actions ont été immobilisées ou non (2). De plus les lois fiscales sont de droit étroit, et lorsqu'une disposition législative est obscure, elle doit plutôt être entendue dans le sens favorable aux intérêts du débiteur.

(1) Sir, 33, 1-517.

(2) Buchère, Val. mob. p. 114.

§ 2. CRÉDIT FONCIER

Vers 1848, la propriété foncière était écrasée sous le poids d'une énorme dette hypothécaire, entraînant le paiement d'intérêts plus élevés que le revenu normal des immeubles. Divers moyens furent proposés pour venir au secours des propriétaires fonciers; aucun ne fut accepté. Enfin un décret, du 28 février 1852, posa les principes généraux, sur lesquels pourraient être fondées les sociétés de Crédit Foncier. Ce décret permettait la formation d'un nombre illimité de sociétés. Aussitôt il s'en constitua une à Paris, sous le nom de Banque Foncière de France. Le privilège exclusif d'opérer seule, dans le ressort de la Cour d'appel de Paris, lui fut accordé. Deux autres sociétés se formèrent bientôt en province; l'une à Marseille, pour les départements des Bouches-du-Rhône, du Var, et des Basses-Alpes; l'autre à Nevers, pour les départements de la Nièvre, du Cher et de l'Allier. Leur succès ne fut pas grand; aussi un décret, du 28 juin 1856, les incorpora-t-il à l'ancienne Banque Foncière de Paris qui avait pris le nom de Crédit Foncier de France, et dont le privilège, d'abord étendu à tous les départements qui n'avaient pas de banque foncière, embrassa dès lors toute la France. Depuis, il a été déclaré applicable à l'Algérie, par la loi du 11 janvier 1860.

Pour que la prospérité du Crédit foncier ne faiblisse pas, il faut qu'il puisse centraliser entre ses mains toutes les opérations analogues aux siennes. C'est ce qu'on a compris. Ainsi, en 1859, le Crédit Foncier s'incorpora le Sous-Comptoir des entrepreneurs, société spéciale, créée en 1848, pour faciliter le crédit de l'industrie des bâtiments.

Enfin, il s'adjoignit également le Crédit agricole et, en 1882, il se substitua aux droits et aux obligations de la Banque Hypothécaire.

Le but de l'institution du Crédit Foncier, qui était de

venir en aide à l'agriculture et à la propriété foncière, a été successivement étendu, et les statuts ont été modifiés plusieurs fois principalement en 1856, 1859, 1869 et 1877. Les dernières modifications ont porté surtout sur l'emploi des capitaux que le Crédit Foncier est autorisé à recevoir en dépôt. En 1877 le pouvoir des administrateurs a été étendu, et le fonds social élevé à la somme de 130 millions.

Lorsque le Crédit Foncier fut fondé, il fut constitué sous la forme de société anonyme. Le capital social, d'abord fixé à 25,000,000 de francs, divisé en 50,000 actions de 500 fr. chacune, fut élevé plus tard au chiffre de 60,000.000, et définitivement fixé à 130 millions.

Les actions sont nominatives et peuvent être négociables à la Bourse, comme les autres titres.

Ce capital est garanti par une réserve prélevée chaque année sur les bénéfices, prélèvement qui ne peut excéder 20 0/0 des bénéfices, et qui cesse lorsque la réserve a atteint la moitié du fonds social.

Le Crédit Foncier, en vertu de ses statuts, émet journellement des *obligations foncières* et des *obligations communales*.

Pour se procurer l'argent nécessaire à ses prêts hypothécaires, le Crédit Foncier est forcé d'avoir recours au public. C'est pour cette raison qu'il émet des *obligations foncières*; il n'est pour ainsi dire que l'intermédiaire entre l'emprunteur et le prêteur.

Ces obligations sont nominatives ou au porteur. Elles ne peuvent dépasser le montant des engagements des emprunteurs, ni être inférieures à 100 francs. Elles sont représentées par des titres extraits d'un registre à souche; ces titres sont signés par un administrateur, portent le timbre de la société, et sont visés par le gouverneur. Les obligations nominatives contiennent en outre le nom du titulaire et sont transmissibles, tantôt par un endossement, tantôt par un transfert sur les registres de la société.

Ces obligations ont pour garantie : 1° les immeubles hypothéqués ; 2° le fonds social ; 3° le fonds de réserve. Cependant si les obligataires ont pour garantie les immeubles hypothéqués, ce n'est qu'indirectement, car ils n'ont d'autre action, pour le recouvrement de leurs capitaux, que celle qu'ils peuvent exercer, directement contre la société (statuts de 1859 — art. 78). Mais celle-ci a une action directe contre les emprunteurs.

Les obligations foncières peuvent servir d'emploi aux capitaux des incapables et des communes, ainsi qu'à ceux appartenant aux établissements publics, dans le cas où ces établissements sont autorisés à convertir leurs capitaux en rentes sur l'Etat. (Décret de 1852 — art. 46).

Il y a actuellement plusieurs sortes d'obligations : les unes rapportent 4 0/0 avec ou sans primes ; d'autres ne rapportent que 3 0/0 ; ces dernières représentent plusieurs types : 1° l'obligation avec prime de 20 0/0 et avec lots (emprunt 1853) ; 2° celle seulement avec lots (emprunts 1863, 1877 et 1879) ; 3° celle sans lots (emprunt 1883).

Le remboursement de ces obligations s'opère au moyen de tirages au sort, qui ont lieu plusieurs fois par an, à des dates déterminées selon la nature des emprunts.

Enfin ces obligations, en vertu de l'article 18 du décret du 28 février 1852, sont insaisissables et sont admises par la Banque de France au bénéfice des avances sur dépôt.

A côté des *obligations foncières* nous trouvons les *obligations communales*.

Elles furent créées à la suite d'une loi du 6 juillet 1860 qui autorisa le Crédit foncier à prêter aux départements, aux communes et aux associations syndicales, les sommes qu'ils auraient obtenu l'autorisation d'emprunter. Pour pouvoir réaliser ces prêts, la société dût émettre de nouvelles obligations, communales ou départementales, plus connues sous le nom générique d'*obligations communales*. Malgré une dénomination dif-

férente, elles sont régies par les mêmes lois et jouissent des mêmes droits que les obligations foncières ; la garantie seule n'est pas la même. La loi du 16 juillet 1860 dit en effet :

« Les obligations communales jouiront de tous les droits et privilèges attachés aux obligations foncières par les lois et décrets concernant le Crédit foncier. Les créances provenant des prêts aux communes, aux départements et aux associations syndicales, sont affectées par privilège au paiement des obligations créées par la présente loi. Les créances provenant de prêts hypothécaires demeurent affectées par privilège au paiement des obligations créées en représentation de ces prêts. »

Les obligations communales sont divisées en coupures de 100 ou 500 francs, et produisent un intérêt de 3 0/0 ou 4 0/0. Elles peuvent être remboursées avec différents lots et, entre autres, celui de 100.000 fr. En résumé on peut dire que toutes ces obligations, foncières ou communales, présentent de grands avantages sur celles des autres sociétés industrielles, soit par les garanties qui assurent leur remboursement, soit par l'attrait que peut offrir la chance des lots ou des primes qui y sont attachés.

CHAPITRE III

Des Titres émis par les Sociétés Industrielles et Financières.

Les titres émis par les sociétés peuvent se diviser en deux grandes catégories, les actions et les obligations.

Les premières forment le capital même de la société, et donnent à leurs propriétaires le droit de participer aux bénéfices, en même temps qu'elles les exposent à supporter, dans une certaine mesure, les pertes qui peuvent incomber à la société.

Les obligations, au contraire, ne sont que des créances contre la société ; elles donnent droit à un intérêt stipulé d'avance, et doivent être remboursées avant le partage de l'actif social.

Ces deux sortes de titres présentent donc entre eux de profondes différences ; nous les étudierons dans deux paragraphes spéciaux.

§ I. Des Actions émises par les Sociétés

1^o NOTIONS HISTORIQUES

L'action telle que nous la connaissons actuellement, et qui est le titre représentatif d'une part d'intérêt prise par un particulier, dans une société à pertes et bénéfices communs, ne paraît pas avoir existé avant le moyen âge. M. Troplong, qui a fait sur ce point des recherches curieuses, (1) cite comme exemple le plus reculé la con-

(1) Préface du traité des Sociétés p. 74 et s.

cesison du moulin de Basacles, près de Toulouse, faite au XII^e siècle, par le prieur de la Daurade, à une société de *pairiers* ou *pariers* c'est à dire participants ; les parts de cette société étaient appelées uchaux ou saches. Il existe également des documents remontant à 1407, où l'on constate que la maison de St-Georges, (casa de san Giorgio) qui opéra la fusion de tous les revenus et gabelles de l'Etat de Gênes, était divisée en *luoghi*, ou parts de 100 livres (1). De même, sous le pontificat de Paul IV, de 1555 à 1559, la ferme des Etats du Pape était divisée en actions.

Ce n'est cependant qu'au XVII^e siècle, que l'on voit apparaître les grandes compagnies autorisées par lettres patentes du roi, et auxquelles furent concédées successivement : la Martinique, les Antilles, la Guadeloupe, St-Domingue etc. Et, en 1664, c'est sous les auspices de Colbert lui-même que se fonde la Compagnie des Indes occidentales.

Jusqu'ici, nous n'avons rencontré que des actions nominatives ; avec Law, vont apparaître les actions au porteur. D'après l'art. 1^{er} de l'édit du 20 mai 1716, le fonds de la Banque de la rue Quincampoix fut fixé à 1200 actions de mille écus chacune (2). Mais les émissions successives s'élevèrent bientôt à 400 millions, et l'on distingue suivant la date de l'émission, les actions *mères*, (actions de fondation), *filles*, (actions de la 2^{me} émission), *petites filles*, etc.

Cependant l'agiotage avait favorisé ces actions et les avait fait monter jusqu'à 18 et 20.000 livres (3). Mais bientôt la débâcle arriva et le désastre du système de Law fut complet. Cette catastrophe avait pour longtemps ébranlé la confiance publique, et lorsque arriva la Révolution, des lois restrictives furent édictées. La Convention, par un décret du 24 août 1793 supprima : « les

(1) Dictionnaire des finances.

(2) Savary. Dictionn. du Commerce, V^o Banque.

(3) D. de Folleville, Possession des meubl. p. 352.

associations dont le fonds ou le capital repose sur des actions au porteur, ou sur des inscriptions sur un livre, transmissibles à volonté. » D'autres décrets tantôt favorables, tantôt défavorables, furent tour à tour rendus ; enfin, la loi du 30 brumaire an IV, rétablit de nouveau la liberté des sociétés.

Sous le premier empire, les nécessités de la guerre empêchèrent les sociétés de prendre un développement sérieux ; cependant les rédacteurs du Code de commerce reconnurent leur utilité, et les autorisèrent dans les art. 34 et suivants.

Depuis, plusieurs lois ont été rendues soit pour restreindre, soit pour étendre la liberté des sociétés, notamment les lois des 17 juillet 1836 et 24 juillet 1867, et c'est cette dernière qui les régit actuellement. Aujourd'hui le nombre des sociétés existantes est indéfini ; beaucoup sont sérieuses et apportent leur concours à la prospérité financière et industrielle de la France ; mais malheureusement, il en est d'autres qui, formées dans un but de spéculation, n'ont qu'une existence éphémère et causent par leur chute des malheurs irréparables. Les catastrophes qui ont été amenées par la faillite de l'Union générale, en 1882, sont là pour prouver la vérité de cette assertion. Nous devons dire que, au milieu de toutes ces sociétés, celles qui se font le plus remarquer par leur solidité et leur prospérité, et par les services qu'elles rendent au public, sont les grandes compagnies de chemins de fer.

2° DES DIVERSES ESPÈCES D'ACTIONS NOMINATIVES

Les actions reçoivent en pratique des noms différents, qu'il est important de connaître. On peut les distinguer à plusieurs points de vue : 1° suivant les formes diverses des apports ; 2° au point de vue de l'amortissement ; 3° suivant que le versement a été effectué ou non.

I. Au point de vue des formes diverses d'apport, on distingue trois espèces d'actions :

1^o *Actions de capital*. Elles sont le type le plus ordinaire de l'action. Ce sont celles dont le montant a été versé, soit en argent, soit en valeurs ; elles donnent droit, chaque année, aux intérêts du capital et, en outre, à une portion de bénéfices.

2^o *Actions de fondation*. Ce sont celles qui sont attribuées aux fondateurs de la société, pour représenter leurs apports. On rencontre aussi des *actions de prime*, qui sont données, gratuitement par les fondateurs, à des tiers ayant aidé à l'organisation de la société. La concession de pareilles actions est très dangereuse ; elle est de plus contraire à l'art. 1^{er}, 2^e, alinéa de la loi de 1867.

3^o *Actions industrielles*. Ces actions représentent l'apport en industrie fait par l'un ou quelques uns des membres de la société ; elles ne donnent pas droit au partage du fond social, mais prennent part à la répartition des bénéfices, et touchent quelquefois des intérêts annuels. Aujourd'hui, au lieu de créer des actions industrielles, on donne aux associés, qui font un apport en industrie, des actions de capital, sans exiger de versement de leur valeur en argent. Ce sont alors des *actions non payantes*.

II. ⁴Au point de vue de l'amortissement, on distingue les actions de jouissance, et de capital.

1^o *Actions de jouissance*. Dans les sociétés sagement constituées, il est d'usage et même de règle, de prélever sur les profits annuels une réserve ou fonds d'amortissement destiné à reconstituer le capital primitif.

Cette reconstitution s'opère le plus souvent au moyen du remboursement successif du capital nominal des actions ; c'est-à-dire, que l'on effectue chaque année des prélèvements sur les bénéfices annuels, pour les appliquer au remboursement, au pair, d'après la valeur nominale au moment de l'émission, d'un certain nombre d'actions désignées par le sort.

L'actionnaire ainsi remboursé subirait une perte ; car sans doute on lui restitue son apport, mais puisqu'il a couru les risques des débuts de l'entreprise, dans l'espoir

d'en partager les bénéfices, il n'est pas juste qu'on le prive de ce droit. Aussi, pour parer à cet inconvénient, on remplace l'action sortie par une *action de jouissance* qui cesse de recevoir, il est vrai, l'intérêt afférent au capital, dont la disposition a été rendue à son propriétaire, mais qui donne droit aux profits de toute nature obtenus par la société, et est appelée au partage de l'actif, en cas de dissolution.

Les compagnies de chemins de fer français remboursent annuellement un certain nombre d'actions de capital, qu'elles remplacent par des actions dites de jouissance. Prenant, par exemple, une action cotée 1240 francs, rapportant annuellement 55 francs, lesquels se décomposent ainsi : Intérêts à 5 0/0 de 500 fr., valeur nominale de l'action.. 25 francs.

Dividende.... 30 id.

Total général. 55 id.

l'action remboursée à 500 francs sera remplacée par une action de jouissance, qui ne touchera plus d'intérêts, mais qui continuera à avoir droit aux revenus dépassant la quotité de cet intérêt, c'est-à-dire à 30 francs.

2° *Actions de capital*. Les actions de capital opposées aux actions de jouissance, sont celles qui donnent droit non-seulement au partage des bénéfices sociaux, mais encore à l'intérêt annuel du prix nominal de l'action. Dans certaines sociétés, on distribue annuellement deux coupons, le coupon d'intérêt représentant l'intérêt normal des sommes versées par chaque action, et le coupon de dividende représentant les profits de l'entreprise distribués annuellement. Les actions de capital donnent droit à ces deux coupons.

III. Au point de vue du versement effectué, les actions se divisent en *libérées ou non libérées*.

1° *Actions non libérées*. D'après la loi de 1867, il est permis aux souscripteurs primitifs, d'aliéner leurs actions après le versement du quart. Ces actions ainsi cédées sont des actions non libérées ; les acheteurs de ces titres s'obli-

gent donc à verser le reste de la somme inscrite sur le titre, et souscripteurs et acheteurs ne devraient être libérés définitivement, que par le paiement de la somme entière.

Mais l'article 3, de cette même loi du 24 juillet 1867, est venu les décharger d'une partie de cette obligation, en disant, dans son deuxième paragraphe, que « soit que les actions restent nominatives, soient qu'elles aient été converties en actions au porteur, les souscripteurs primitifs qui ont aliéné leurs actions, et ceux auxquels ils les ont cédées avant le versement de moitié restent tenus au paiement du montant de leurs actions pendant deux ans, à partir de la délibération de l'assemblée générale (permettant la conversion des actions nominatives en actions au porteur). »

Entrer dans le détail des controverses soulevées par cet article serait sortir des cadres de cette étude. Aussi nous nous bornerons à dire avec la plupart des auteurs, que deux ans après le vote de la conversion par l'assemblée générale, tous les actionnaires sont libérés, qu'ils aient converti ou non leurs actions.

2° *Actions libérées*. On appelle ainsi les actions sur lesquelles aucun versement ne peut plus être exigé.

3° FORME MATÉRIELLE DES ACTIONS

La forme de ces actions n'a rien de sacramentel, elles sont ordinairement détachées d'un registre à souche, portent, tant sur la souche que sur le titre, la signature d'un ou de plusieurs administrateurs, et sont assujetties au droit de timbre. Nominatives, elles sont réunies sur un certificat portant un numéro spécial et contenant le nombre d'actions possédées, leurs numéros et le nom du titulaire. Au verso elles contiennent un extrait des statuts, et portent généralement un certain nombre de cases, dans lesquelles on inscrit à la suite les uns des autres, au moyen d'un timbre, le mon-

tant et le numéro d'ordre des dividendes qui sont successivement payés.

Comme nous l'avons dit, généralement les actions peuvent être nominatives ou au porteur.

Mais il n'en est pas toujours ainsi. Dans les sociétés à capital variable toutes les actions doivent être nominatives même après leur entière libération ; on a voulu ainsi soustraire à l'agiotage ces titres de valeur minime, destinés à rester entre les mains des ouvriers. Dans les sociétés à responsabilité limitée, les actions restaient nominatives jusqu'à leur entière libération, et n'étaient négociables qu'après le versement des deux cinquièmes. De plus les souscripteurs primitifs étaient toujours responsables du montant total des actions par eux souscrites. (1).

Dans les sociétés anonymes, les actions nominatives, ne peuvent être converties en actions au porteur qu'après versement de moitié, si cette conversion a été prévue par les statuts, et en vertu d'une délibération de l'assemblée générale. Il en est de même dans les sociétés en commandite. Enfin les actions nominatives ne peuvent être converties d'une manière absolue en actions au porteur, c'est-à-dire que dans chaque société, il doit toujours y avoir des actions nominatives, car la loi du 23 juin 1857 (art. 8), réserve à tout propriétaire d'actions la faculté de changer ses titres au porteur en titres nominatifs.

4° DÉFINITION ET NATURE DES ACTIONS.

L'action est le droit qu'a un associé de prendre sa part dans le fonds social, lorsque la société est dissoute, et de participer, dès à présent, aux bénéfices qu'elle fait pendant qu'elle dure, sans cependant répondre des dettes sociales au delà de son apport.

(1) Depuis la loi de 1865 (art. 47), les sociétés à responsabilité limitée sont abolies pour l'avenir, de sorte qu'on ne rencontre plus aujourd'hui que celles qui existaient avant cette loi.

Sans entrer dans les controverses soulevées à propos de la différence existant entre l'intérêt et l'action, nous pouvons dire que ce qui distingue l'action, c'est la cessibilité et la négociabilité.

Le régime des actions est, actuellement, réglé en France, par la loi du 24 juillet 1867, principalement par les articles 1, 2, 3 et 13,

Les actions sont généralement émises à 500 fr., cependant elles peuvent l'être à un taux plus élevé, mais elles ne peuvent descendre au dessous de 100 fr. pour les sociétés en commandite et anonymes, et de 50 fr. pour les sociétés à capital variable.

L'art. 529 du Code civil, range les actions dans la catégorie des meubles; peu importe que la société possède des immeubles, l'action, tant que dure la société, est toujours un meuble, car elle représente un droit au partage des bénéfices et du fonds social, et non une copropriété sur les biens composant l'actif de la société. Cette doctrine n'a pas toujours été admise. et l'on a soutenu que le caractère mobilier ou immobilier de l'action dépendait de l'objet de la société; mais aujourd'hui elle n'est plus mise en doute par personne.

Aussi déciderons-nous, qu'en général, ces actions doivent être comprises dans le legs de tout le mobilier; cependant cette solution doit-être subordonnée à l'interprétation de la volonté du testateur.

Lorsque la société est dissoute, les actions changent de nature, les actionnaires ont alors un droit de copropriété sur les meubles et les immeubles sociaux, subordonné aux résultats du partage.

Avant de terminer ce que nous avons à dire sur les actions, nous ferons observer que sur la place de Paris elles sont cotées par unité, comme si elles étaient toujours entièrement libérées; ce n'est que dans le règlement de l'opération, lorsque les titres s'échangent contre espèces, qu'on tient compte des versements qui restent à faire.

Ainsi, si une action émise à 500 fr. sur laquelle on n'a versé que 375 fr., est cotée à la Bourse 700 fr., le vendeur ne devra toucher que 700 fr. moins 125 fr. restant à verser, c'est-à-dire 575 fr.

§ 2. Des Obligations

Le second moyen auquel les sociétés ont eu recours, pour se procurer les fonds nécessaires à leur exploitation, est l'émission d'obligations.

Cette émission constitue un emprunt de la part de la société, qui s'oblige à servir les intérêts de la somme prêtée et à en effectuer le remboursement. Toutefois ces emprunts diffèrent de ceux qui sont contractés par les particuliers. Une compagnie, en effet, ne peut emprunter pour un court délai et avec la perspective d'une expropriation, pour le moindre retard apporté au remboursement du capital. Une saisie du matériel des compagnies de chemins de fer ou des machines des sociétés industrielles ne se comprend guère. Aussi les Compagnies demandent toujours un long terme. Elles s'obligent ordinairement à effectuer le remboursement des capitaux dans un délai de 99 ans et elles le réalisent au moyen de l'amortissement. Des tirages, qui se renouvellent à des époques périodiques déterminent l'ordre dans lequel les obligations sont remboursées.

Les sociétés de chemins de fer, pour pouvoir se procurer plus facilement l'argent nécessaire, ont eu recours à plusieurs procédés dont les particuliers ne pourraient user.

D'abord elles ont demandé la garantie de l'Etat pour leurs obligations, et cette garantie leur a été accordée par différentes lois, mais en les forçant à construire des lignes d'intérêt secondaire pouvant être utiles, soit au commerce, soit à la stratégie militaire. Aujourd'hui encore une loi relative aux conventions de l'Etat avec les grandes Compagnies vient d'être votée

par les Chambres. (Loi du 21 novembre 1883). De plus ces sociétés ont mis en pratique un système particulier de remboursement. Au lieu de rembourser l'obligation au prix d'émission, elles la remboursent à un prix supérieur, et cette différence, entre le capital d'émission et le capital de remboursement, constitue ce qu'on appelle la prime de remboursement. Cette prime est un bénéfice assuré à chaque obligataire, et ce bénéfice est d'autant plus considérable que l'obligation est amortie à une époque plus rapprochée de son émission.

Cependant, en général, il n'y a là rien d'usuraire, ni de contraire à la loi de 1807. En effet, supposons une obligation au capital nominal de 500 fr. émise à 300 fr. et donnant 15 fr. d'intérêt par an ; la société, étant commerciale, pourrait fournir un intérêt de 6 0/0, tandis qu'en réalité, ici le prêt est fait à un taux de 5 0/0 : C'est donc 1 fr. que la Compagnie prélève, par obligation, chaque année ; or ce sont ces prélèvements qui, placés à intérêts composés, permettent de constituer les primes de remboursement. Les prêteurs pourront quelquefois trouver un intérêt supérieur au taux légal, s'ils sont remboursés dans les premières années ; mais la Compagnie n'empruntera pas à plus de 6 0/0. Or cela suffit pour qu'il n'y ait pas contravention à la loi du 3 septembre 1807. Nous devons dire toutefois que les obligations qui, émises à 300 fr. rapportent 6 0/0 et sont remboursables à 500 fr., tombent sous l'application de la loi de 1807 et doivent être regardées comme usuraires.

Quelques sociétés ont été autorisées à émettre des obligations remboursables avec lots, nous en avons vu des exemples en parlant du Crédit Foncier.

Les obligations sont mobilières, quelque soit l'objet de la société ; elles sont comprises dans les termes de l'art. 529. Elles sont soumises aux mêmes règles de droit commun que les actions, sauf les différences pouvant résulter de ce qu'elles ne sont que de simples titres de

créance. Ainsi, même après la dissolution de la société, elles restent toujours mobilières.

Elles peuvent être représentées par des titres nominatifs ou au porteur. Le plus souvent, elles sont au porteur, mais, la loi du 23 juin 1857 (art. 8), réserve à toute personne le droit de les convertir en obligations nominatives.

L'avantage que les obligations présentent sur les actions, c'est qu'elles sont des créances contre la société et qu'elles doivent, en cas de faillite, être remboursées avant les actions ; les actionnaires sont même forcés alors de libérer intégralement leurs actions pour rembourser les obligations.

CHAPITRE IV

Des Titres émis par les villes et les départements, et des titres Etrangers

§ 1^{er}. DES TITRES ÉMIS PAR LES VILLES ET DÉPARTEMENTS

Il arrive souvent qu'une ville ou un département, pour couvrir les frais de travaux utiles et importants, ou pour faire face aux charges résultant d'une guerre ou d'une catastrophe publique, se voit dans la nécessité de recourir à l'emprunt.

Lorsque la somme à emprunter ne s'élève pas à un chiffre trop élevé rien n'est plus facile, et le Crédit foncier avance les fonds demandés. Mais lorsque la somme est trop forte, il est nécessaire de recourir au Crédit public ; il faut alors une loi pour autoriser l'emprunt (1) La ville de Paris est la première qui eut recours à ce moyen ; elle a été imitée, et aujourd'hui il est peu de grandes villes en France qui n'aient contracté aucun emprunt. Ces obligations sont en général très bonnes. Mais elle ont conservé un caractère exclusivement local, à l'exception toutefois de celles de la ville de Paris.

Elles peuvent être nominatives ou au porteur ; cependant les obligations de la ville de Paris sont toutes au porteur, mais si l'on veut déposer une ou plusieurs de ces obligations à la préfecture de la Seine, on obtient en échange un certificat de dépôt nominatif

(1) Loi du 10 août 1871, art. 41.

ou mixte, qui procure les mêmes avantages qu'un titre nominatif.

Ces obligations sont soumises aux mêmes règles que les obligations de chemins de fer, il est donc inutile de nous y arrêter plus longtemps.

§ 2. DES TITRES ÉTRANGERS

Les valeurs étrangères ont pris sur le marché français une importance tellement considérable, qu'à un certain moment cet état de choses a soulevé quelques inquiétudes.

Nous ne faisons que les mentionner ici ; car ces titres : qu'ils proviennent des compagnies industrielles : ou des emprunt des gouvernements étrangers, restent soumis aux lois de leurs pays quant à leur forme, leur émission ou leur existence. Et pourvu qu'ils ne soient contraires ni à nos lois, ni à l'ordre public, ils sont admis à la cote sur le marché français, après que les formalités prescrites par le décret du 7 février 1880 ont été remplies.

Ces titres sont presque tous au porteur, ce qui nous dispense d'en parler plus longuement ; il n'y a là rien d'étonnant, puisque la forme nominative exigeant un transfert sur les registres à chaque changement de propriétaire, nécessiterait des voyages continuels de titres et par conséquent les exposerait à plus de dangers de perte. On peut cependant éviter ces inconvénients en déposant les titres étrangers dont on est propriétaire chez un banquier. Celui-ci délivre alors un certificat de dépôt qui est nominatif.

Nous avons terminé ce que nous avons à dire sur les différentes espèces de titres nominatifs ; nous allons maintenant parler de leur aliénation et de leur transmission.

DEUXIÈME PARTIE

DE L'ALIÉNATION ET DE LA TRANSMISSION DES TITRES NOMINATIFS

Après avoir examiné ce que sont les titres nominatifs, quels droits ils représentent, et comment ils sont créés; après avoir, en quelque sorte, assisté à leur naissance, il faut voir maintenant comment ils vivent, et étudier les règles qui s'appliquent à leur circulation.

Meubles, ils sont en principe aliénables par les mêmes modes que tous les autres objets mobiliers. Mais à raison de leur importance et des fraudes que peut entraîner leur transmission, le législateur a cru devoir les assujettir à certaines formalités de nature à garantir la sincérité de l'aliénation.

Un titre nominatif, comme toute autre créance, peut être transmis de plusieurs manières. On peut le recueillir gratuitement, soit à la suite d'un décès soit par une donation. Le titre peut aussi faire l'objet d'un contrat à titre onéreux, et être acquis à la suite d'une vente. Dans le premier cas, on dit dans le langage des affaires, qu'il y a mutation. Dans le second c'est un transfert. Enfin le propriétaire d'un titre nominatif peut vouloir l'échanger contre des titres au porteur de même nature. Nous nous trouvons alors en présence d'une opération qui n'est pas bien définie, et sur la nature de laquelle on discute encore aujourd'hui, c'est ce qu'on appelle une conversion.

Nous aurons donc trois chapitres.

1° Des Mutations à titre gratuit.

2° Des Mutations à titre onéreux.

3° Des Conversions.

CHAPITRE I^{er}

Des Mutations à titre gratuit

On peut acquérir et transmettre, à titre gratuit, par successions *ab intestat*, et par donations *entre vifs* ou testamentaires.

SECTION I.

Des Successions *ab Intestat*.

Lorsqu'une personne décède, notre loi a réglé par des dispositions très précises la dévolution de sa succession *ab intestat*; et les titres nominatifs qui lui appartiennent sont comme tous les autres biens, soumis à ces règles. Ils doivent par conséquent être énoncés dans l'inventaire fait par le notaire après la mort du défunt, et paraphés conformément à l'art. 943 du Code de procédure civile, (1)

En pratique les notaires se dispensent aussi souvent que possible de coter et parapher les titres nominatifs qu'ils trouvent dans un inventaire. Mais cette pratique est vicieuse car l'art. 943 est formel. La cour de Paris, dans un arrêt rendu le 12 juillet 1861, a reconnu la nécessité de la cote et du paraphe des titres nominatifs, en disant: « que ces titres étant cessibles au moyen d'un transfert, les formalités de cote et paraphe ne portaient aucun préjudice à ce mode de transmission. » Cela est vrai lorsqu'il s'agit de l'aliénation des titres nominatifs,

(1) Paris 7 novembre 1839, Sir. 1840 — 2 — 64.

mais l'apposition de la cote et du paraphe peut entraver le paiement des arrérages ou intérêts, car quelques compagnies, et le Trésor lui-même, refusent parfois de payer les intérêts et dividendes lorsque les titres sont paraphés. Nous croyons que c'est là une mesure trop rigoureuse et que les intérêts étant payables au porteur, ils doivent être comptés à celui qui se présente muni du titre, que celui-ci soit paraphé ou non, car le paraphe indique seulement que le titre a été compris, à une certaine époque, dans un inventaire ; il ne peut donc valoir comme opposition. Et d'ailleurs, lui donnât-on la même force, on ne voit pas pourquoi le Trésor, qui n'admet pas d'opposition sur les rentes, refuserait le paiement des arrérages d'un titre paraphé.

Enfin, la cour de cassation a reconnu que le paraphe apposé sur un titre au porteur, ne faisait pas obstacle à la transmissibilité de ce titre par simple tradition (1). A plus forte raison faut-il en conclure que ce paraphe ne peut faire obstacle au paiement des intérêts. Le notaire doit donc coter et parapher les titres nominatifs qu'il trouve en faisant un inventaire.

Nous déciderons également que ces titres doivent être soumis à l'art. 1220 et non à l'art. 883. Nous ferons cependant observer qu'il n'en est pas de même pour les actions qui sont indivisibles (2). Car les coupures du capital doivent être égales, et pour qu'elles restent telles, il est nécessaire que les héritiers ne puissent les diviser dans leur partage.

Nous allons examiner les différentes formalités exigées à la suite des mutations par décès, d'abord pour les héritiers majeurs et maîtres de leurs droits, puis pour les mineurs ou incapables.

(1) 31 Mai 1881. Journ. des val. mob., 1883, p. 13.

(2). Boistel p. 151 et 152.

§ 1^{er} DES HÉRITIERS CAPABLES

Au décès d'une personne, on peut trouver dans sa succession des titres nominatifs de différentes espèces. Quoique ces titres soient soumis à des règles à peu près identiques, on peut cependant rencontrer diverses manières de procéder résultant, soit des clauses que certaines sociétés ont insérées dans leurs statuts, soit des lois spéciales à certains titres. Il ne sera donc pas inutile d'examiner quelques uns de nos titres en particulier, et pour procéder dans le même ordre que plus haut, nous verrons d'abord les rentes sur l'Etat, puis les actions de la Banque et du Crédit foncier, et enfin les actions et obligations industrielles.

1^o *Des rentes sur l'État*

Les personnes qui demandent l'inscription à leur nom, d'un titre de rente immatriculé au nom d'un titulaire décédé, dont ils se prétendent les héritiers, doivent justifier de leurs droits. Cette justification se fait, d'après les règles édictées par l'art. 6 de la loi du 28 floréal an VII, et par l'instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819, rendue à la suite de la loi du 14 avril de la même année. Il résulte de cette instruction que : « les mutations par décès doivent être opérées sur la production de l'ancien extrait d'inscription et en vertu de certificats de propriété contenant les noms, prénoms et domiciles des nouveaux propriétaires, la qualité en laquelle ils procèdent et possèdent, l'indication de leurs portions dans la rente, et l'époque de la jouissance. » (1)

Ces certificats de propriété doivent tous être assujettis à la formalité de la légalisation et être délivrés, soit par les notaires détenteurs des minutes lorsqu'il y aura eu inventaire ou partage, soit par le juge de paix du do-

(1). Inst. Min. du 12 mai 1819, art. 35.

micile du titulaire décédé sur l'attestation de deux témoins, lorsqu'il n'existe aucun acte en forme authentique établissant les droits des nouveaux propriétaires, soit enfin par le greffier du tribunal, lorsque par suite de contestations judiciaires, les droits des nouveaux propriétaires ont été établis par jugement. Mais il faut que ce jugement soit passé en forme de chose jugée, et l'on doit produire des certificats constatant la signification à domicile et la preuve qu'il n'est survenu ni opposition ni appel (art. 548 procéd.)

Si la succession est ouverte à l'étranger il faut, d'après l'art. 7 de la loi du 28 floréal an VII, que les certificats de propriété délivrés par les magistrats du pays soient rapportés légalisés par les agents diplomatiques et le ministère des affaires étrangères de France. Mais comme la délivrance de certificats de propriété qui émanent de l'étranger est attribuée aux magistrats du pays et qu'il peut s'élever quelquefois des doutes sur la vérité de cette qualité, il faut dans ce cas apporter un certificat de coutume (1) attestant que les signataires des certificats de propriété dont il s'agit ont véritablement caractère officiel pour les délivrer, d'après les lois de leur pays et la nature des fonctions qu'ils y exercent. Ce certificat de coutume doit être délivré par le président du tribunal ou par deux jurisconsultes du pays habité par le signataire du certificat de propriété.

Il importe aussi beaucoup de veiller à l'exactitude des noms et prénoms portés dans les pièces produites, car c'est l'inscription sur le Grand-Livre qui constitue le titre de créancier de l'Etat, et la plus légère erreur demanderait un surcroît de formalités et une production de pièces supplémentaires qu'il n'est pas toujours facile de se procurer

Telles étaient les formalités exigées par la loi du 28 floréal an VII; depuis elles sont restées les mêmes,

(1) Inst. min. du 12 mai 1819, art. 42.

cependant il nous faut citer l'arrêté du 27 prairial an X (art. 15) qui exige que ce soit un agent de change qui certifie la vérité des signatures et des pièces produites, et la loi du 8 juillet 1852, dont l'art. 25, déclare que : « le transfert ou la mutation au Grand-Livre de la dette publique d'une inscription de rente provenant des titulaires décédés ne pourra être effectué, que sur la présentation d'un certificat délivré sans frais par le receveur de l'enregistrement, et visé par le directeur du département, constatant l'acquittement du droit de mutation par décès établi par l'art. 7 de la loi du 18 mai 1880. Dans les départements autres que celui de celui de la Seine, la signature du directeur de l'enregistrement doit être légalisée par le préfet. »

Cette dernière mesure est rigoureuse, car elle enlève quelquefois aux héritiers le délai de six mois dont ils jouissent pour acquitter les droits de mutation, et s'ils n'ont aucun argent disponible pour payer ces droits, comme ils ne peuvent aliéner leurs rentes ils se trouvent ainsi dans un grand embarras dont ils ne peuvent sortir le plus souvent que par un emprunt onéreux.

Toutes ces formalités ne pouvaient être accomplies, dans l'origine qu'à Paris, siège du Trésor public où se trouve le grand livre. Mais la loi du 14 avril 1819 créa les inscriptions départementales et permit de remplir ces formalités aux chefs-lieux de départements. Une ordonnance royale, en date du même jour, indique les règles à suivre, et une instruction ministérielle du 12 mai suivant, la commente. Les formes sont les mêmes que celles exigées à Paris, si ce n'est que les parties peuvent faire certifier leurs signatures par un notaire à défaut d'agent de change.

Telles sont les principales règles à suivre pour faire les mutations nécessitées par le décès d'une personne. Sans doute elles exigent des démarches nombreuses et entraînent certains frais, mais si l'on se rappelle que

l'inscription sur le grand Livre constitue le seul titre du rentier, on voit que l'Etat ne saurait exiger trop de garantie avant de la radier pour la remplacer par une autre.

2° Des Actions de la Banque et du Crédit Foncier

Les *actions de la Banque* peuvent comme les rentes être l'objet de mutations, par suite de succession. Dans le principe, la Banque, en vertu de l'art. 4 de ses statuts, exigeait l'intervention d'un agent de change pour certifier l'individualité des parties. Aujourd'hui, elle est moins rigoureuse, et se contente de l'intitulé d'inventaire, et à son défaut, d'un acte de notoriété auquel est joint le certificat de décès du titulaire.

Si le transfert est demandé avant le partage il doit être fait au nom de tous les héritiers indivisément. Lorsque le partage est terminé, le transfert est fait au nom de l'héritier à qui les actions ont été attribuées, et dans ce cas celui-ci doit produire un extrait de la liquidation constatant ses droits. Pour les actions de la Banque, comme pour les rentes, il y a lieu de produire un certificat du receveur de l'enregistrement, visé par le directeur des domaines, constatant que les droits de mutation ont été payés. Aucun texte de loi n'exige ce certificat, mais la Banque a cru devoir le demander par extension de la loi du 8 juillet 1852 concernant les rentes sur l'Etat.

Quant au *Crédit Foncier*, pour ses actions comme pour ses obligations nominatives, il suit les mêmes règles que le Trésor, et admet les certificats de propriété prescrits par la loi du 28 floréal an VII. Cependant, cette société est moins exigeante aujourd'hui, et se contente quelquefois de toute autre pièce régulière établissant le droit de propriété du cédant.

3^o ACTIONS ET OBLIGATIONS INDUSTRIELLES

Pour consentir à la mutation de propriété, une société peut et doit exiger qu'on lui prouve deux choses, le décès du titulaire, et les droits de ceux qui se prétendent ses représentants. Pour faire la preuve de ces faits, (1) si le titulaire n'a laissé qu'un seul héritier majeur et jouissant de tous ses droits, il lui suffira de produire l'intitulé d'inventaire ou un acte de notoriété, s'il n'a pas été dressé d'inventaire; cet acte de notoriété devra mentionner en outre si le défunt est décédé, veuf, célibataire ou époux, parceque si l'héritier vient au partage, en concurrence avec un époux survivant, commun en biens ou donataire, des formalités supplémentaires sont exigées. Dans ce cas, en effet, il est nécessaire de produire l'expédition du contrat de mariage, ou de la donation, et l'extrait du partage, afin de prouver les droits de l'époux survivant.

Si l'on se trouve en présence de plusieurs héritiers majeurs, il faut également exiger plus de formalités. Les héritiers peuvent avoir fait un partage, soit authentique, soit sous seings-privé. Dans le premier cas, il faut apporter un extrait de ce partage, contenant les qualités des parties et de l'attribution des titres. Dans le second, il est également nécessaire de produire un extrait du partage, mais il faut que ce partage ait été enregistré.

Si les héritiers n'ont pas fait de partage, ils peuvent s'attribuer comme bon leur semble les valeurs dépendant de la succession (art. 819 Code civil), et le bordereau de mutation contient un véritable partage amiable; il faut alors que les signatures de toutes les parties soient légalisées.

Nous pouvons nous trouver en face d'une situation encore plus compliquée, lorsque le défunt ne laisse pas d'héritiers légitimes et que sa succession est dévolue

(1) Voir G. Bailliot. Guide pratique des opérations de Transfert.

soit à ses enfants naturels, soit à son conjoint, soit à l'Etat. Ces successeurs, irréguliers d'après les règles du Code civil (art. 769 et s.), sont assujettis à remplir différentes formalités. Ainsi ils doivent faire apposer les scellés, dresser un inventaire et demander au tribunal l'envoi en possession de biens. De plus, ils sont tenus de faire emploi du mobilier, et doivent donner caution (l'Etat en est dispensé) suffisante pour en assurer la restitution, au cas où il se présenterait un héritier du défunt dans les trois années qui suivront le jugement d'envoi en possession. Le certificat nominatif délivré aux successeurs irréguliers, énoncera le jugement d'envoi en possession, et les compagnies devront s'assurer que ces formalités ont été remplies.

Si nous n'avons pas encore parlé des droits de mutation et de la pièce officielle constatant leur paiement, c'est que les compagnies, moins rigoureuses que l'Etat, ne font pas de la production de cette pièce une condition essentielle du transfert.

Telles sont les principales formalités exigées par les Compagnies de chemins de fer et les sociétés industrielles, lorsque le défunt n'a laissé que des héritiers majeurs et maîtres de leurs droits. Sans doute il sera quelquefois nécessaire d'en remplir d'autres, mais il serait trop long de vouloir les énumérer toutes, car elles varient beaucoup.

Mais celles que nous avons citées sont les plus habituelles, et pour les autres nous renverrons aux statuts des sociétés qui peuvent prescrire des règles spéciales à leurs titres.

D'ailleurs on peut dire qu'en général les pièces dont elles réclament la production sont à peu près les mêmes que celles exigées pour la mutation des rentes sur l'Etat. Et à défaut de texte législatif spécial, elles ont cru avec raison qu'elles pouvaient, par extension, appliquer les règles de la loi du 27 floréal an VII, et de l'instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819.

§ 2 DES HÉRITIERS INCAPABLES.

Lorsqu'ils se trouvent en présence d'héritiers incapables ou privés d'une partie de leurs droits, l'Etat et les sociétés industrielles ou financières peuvent être déclarés responsables, si ces incapables viennent à être lésés. Il est donc très utile pour eux de s'assurer que les règles prescrites, soit par le Code civil, soit par le Code de procédure ont été observées. Ils exigeront donc tous les actes nécessaires pour mettre leur responsabilité à l'abri. Enumérer toutes les pièces qui peuvent être demandées serait trop long ; elles diffèrent d'ailleurs suivant les circonstances.

Ainsi, si on se trouve en présence d'un mineur ou d'un interdit, il faudra demander au tuteur l'intitulé de l'inventaire qu'il a du faire dresser en présence du subrogé tuteur (art. 941 et s. Code Procéd-Civile), et l'extrait des registres du greffe constatant qu'il a accepté, au nom du mineur, la succession sous bénéfice d'inventaire, conformément à l'art. 461 du Code Civil. De même, si c'est une femme mariée qui est héritière, on exigera outre l'autorisation du mari, la production du contrat de mariage, car il peut contenir certaines stipulations particulières qui, non observées engageraient la responsabilité de la société. Ces deux exemples du mineur et de la femme mariée sont sans doute ceux qui se présentent le plus fréquemment, mais les cas dans lesquels il est nécessaire de fournir des pièces supplémentaires sont nombreux.

Les sociétés n'ont pas de règle fixe ; mais généralement elles se montrent difficiles et exigent plutôt plus que moins.

SECTION II.

Des Donations.

Les donations peuvent être testamentaires ou entre-vifs.

§ 1^{er} DES TESTAMENTS

Les principes généraux posés dans le Code civil sur la capacité du testateur et des légataires s'appliquent sans difficulté aux titres nominatifs. Le testateur peut les léguer, ou d'une façon générale en les comprenant dans le mobilier, ou à titre particulier en disposant au profit d'une personne déterminée, de valeurs désignées, soit particulièrement, soit *in genere*. Dans ce dernier cas le legs sera d'une chose indéterminée et l'héritier pourra choisir (art. 1022 Cod. civ.) parmi les titres de même nature ceux qu'il remettra au légataire. On conçoit l'importance de ce choix à cause des valeurs à primes ou à lots. Si par exemple un testateur possédant un titre nominatif de 20 obligations du Crédit Foncier, a légué 10 de ces obligations à un tiers et que peu de temps après son décès quelques unes de ces obligations viennent à être remboursées avec lots ou primes, il est évident que l'héritier ne sera pas forcé de livrer ces obligations au légataire. Mais il en serait autrement si le testateur avait désigné par leurs numéros les titres qu'il léguait ; dans ce cas, c'est le légataire qui aurait droit aux primes et aux lots, si les numéros des titres désignés étaient sortis.

Le légataire a droit aux fruits et intérêts de la chose léguée, à partir du jour de la demande en délivrance, ou du jour auquel cette délivrance aura été volontairement consentie (art. 1014 Code civil. Mais que décider si avant la demande en délivrance ou la délivrance volontaire, le titre légué devient remboursable avec prime ou lot ; à qui faudrait-il donner cette prime ou ce lot ?

Faudra-t-il les regarder comme des fruits, et dans ce cas les donner à l'héritier? Devrons-nous, au contraire n'y voir qu'un accroissement de capital, et par conséquent l'attribuer au légataire?

Nous examinerons plus tard à propos de l'usufruit cette question de savoir si la prime est un fruit. Disons cependant dès à présent, que la question s'est présentée en pratique, et que les tribunaux ont considéré le lot ou la prime comme un accroissement du capital (Aix 16 juillet 1870 — Sirey 72—2—193) Et c'est aussi la solution qui nous semble devoir être adoptée.

Pour être mis en possession de son legs, le légataire devra remplir certaines formalités prouvant ses droits; le plus souvent, il suffira pour lui de produire l'expédition du testament qui le désigne comme légataire. Mais il peut aussi se trouver en présence d'incapables, ou bien le testament peut contenir des conditions particulières, alors il pourra être astreint à fournir de nouveaux actes; mais comme nous l'avons déjà dit, il est difficile de prévoir tous les cas qui peuvent se présenter, et les sociétés devront s'inspirer des circonstances dans le choix des pièces à exiger.

§ 2. DES DONATIONS ENTRE-VIFS

Ici nous ne sommes plus en face d'héritiers ou de légataires qui demandent que le titre nominatif de leur auteur soit immatriculé à leur nom. Les deux parties en présence sont vivantes toutes les deux, et il s'agit de transférer les titres de l'une au nom de l'autre.

Pour arriver à ce résultat, on peut employer deux moyens. Ou bien on a recours aux formalités d'une libéralité entre-vifs et on fait dresser par un notaire l'acte de donation. On devra dans ce cas se conformer aux règles édictées par le Code, et nous verrons plus loin les pièces qu'il faut fournir. Ou bien au contraire, on s'y prendra d'une autre façon et on chargera un agent de change de faire le transfert au profit du donataire.

Sans doute les donations de titres nominatifs ne sont dispensées par aucune loi des formes prescrites par le Code ; aussi la validité de ce moyen a-t-elle été discutée.

Nous ne voulons pas examiner la question de savoir si les donations déguisées sont valables, nous savons en effet qu'une jurisprudence unanime et constante a décidé qu'on devait admettre la validité des ces libéralités.

Ce système est singulier sans doute, puisqu'il permet de violer la loi et de s'affranchir des formes prescrites dans un intérêt d'ordre public et exigées, à peine de nullité. Mais nous devons nous incliner devant la jurisprudence, car ce sont ses décisions qu'il faut suivre en pratique, et nous dirons que : « les donations déguisées sont valables lorsqu'elles sont accompagnées de la volonté de donner, du dessaisissement actuel et irrévocable du donateur, de l'acceptation du donataire et de l'accomplissement des formes requises pour la constatation de l'acte, sous le voile duquel elles sont faites.(1) » Donc lorsqu'une donation est déguisée sous la forme d'un transfert régulièrement accompli, rien ne s'oppose à ce qu'elle soit déclarée valable, du moment où il y a eu changement de nom et inscription prise au nom du donataire. Cependant les titres nominatifs ne peuvent faire l'objet d'un don manuel. (2)

Il arrive quelquefois que le donateur préfère se conformer aux lois et faire sa donation au grand jour ; dans ce cas, il faut se soumettre aux règles des articles 931 et suivants du Code civil. Cependant, en ce qui concerne l'article 948, on admet généralement qu'il peut y être fait exception, c'est-à-dire que l'état estimatif n'est pas formellement exigé, mais qu'il peut être remplacé, soit par une déclaration du cours du jour à la Bourse, soit

(1) Trib. Civ. de la Seine 17 mars 1883. Journal des Val. Mob. 1883 p. 375.

(2) Paris, 8 Mars 1882. — Journ. des Val. Mob. 1883, page 52.

par des équipollents existant dans l'acte lui-même (1). Et cela est logique, car le but de l'article 948, qui est de rendre la donation irrévocable, est rempli, puisque la valeur donnée est transférée au nom du donataire.

Les sociétés industrielles, pour faire le transfert à la suite d'une donation, peuvent donc exiger : 1° l'expédition de la donation ; 2° l'acceptation de cette donation, si elle est faite par acte séparé ; 3° et la notification de cette acceptation. Quelques sociétés exigent en outre un acte de notoriété indiquant les noms des héritiers qui pourraient avoir droit à une réserve (2).

Si c'est une constitution de dot, la société devra, outre l'extrait du contrat de mariage, exiger l'acte de célébration du mariage ; car la donation n'est valable qu'autant qu'elle est suivie du mariage.

Si c'est à la suite d'un partage d'ascendant que le transfert doit avoir lieu, l'extrait de partage doit être représenté.

On peut se trouver en présence d'un donataire mineur ou incapable ; dans ce cas, il faut exiger toutes les pièces constatant que les formalités prescrites par la loi ont été remplies.

Certaines donations sont faites quelquefois avec des conditions spéciales : ainsi elles peuvent être faites avec droit de retour pour le donateur, ou avec clause de substitution, ou enfin avec stipulation d'inaliénabilité.

Dans tous ces cas, les compagnies de chemins de fer en général mettent sur les titres une mention spéciale constatant la charge qui les grève : c'est là un excellent moyen pour faire respecter les conditions stipulées par le donateur.

(1) Cass. 11 avril 54. Dall. 54. I 24. Limoges 59. Sirey 59. — 2 — 57.

(2) Bailliot. Guide pratique des opérations de transfert.

CHAPITRE II

Des mutations à Titre Onéreux

Pour arriver à la mutation à titre onéreux d'une valeur nominative, il est nécessaire d'avoir recours à deux opérations qu'il ne faut pas confondre entre elles : la vente ou la cession du titre nominatif, et le transfert sur les registres. Par la première l'aliénation peut-être faite sans formalités spéciales, d'après les règles ordinaires, sauf cependant le privilège des agents de change, et la vente est parfaite entre les parties dès que le consentement a été donné ; mais la mutation de propriété qui en résulte ne peut être constatée vis-à-vis des tiers que par le transfert. Nous nous occuperons donc de ces deux opérations séparément. Puis, dans une autre section, nous verrons qu'elles sont les règles applicables aux cessions à titre onéreux de titres nominatifs appartenant à des incapables.

SECTION I.

Des Cessions de Titres Nominatifs

§ 1^{er}. DES CESSIONS A TITRE ONÉREUX EN GÉNÉRAL.

Il est reconnu aujourd'hui par tout le monde que la propriété des meubles est transférée par le simple consentement des parties. Il s'ensuivrait donc, puisque tel est le mode de transmission des meubles que les titres

nominatifs qui sont des meubles. devraient être transférés par le seul consentement. C'est ce qui arrive en effet, pour chacune des parties vis-à-vis de l'autre ; dès l'instant où, la convention est formée, le transport du droit acquiert une existence juridique dans les rapports du cédant et du cessionnaire.

Mais le transport ne peut être opposé à aucune autre personne, pas même au débiteur du titre. Il faut, pour que l'opération puisse produire tout son effet, remplir certaines formalités exigées par quelques lois spéciales et notamment par l'art. 36, du Code de Commerce, et les art. 1689 et suivants du Code Civil. Nous verrons ces formalités à la section suivante. Nous n'avons en ce moment à nous occuper que de la vente proprement dite des titres nominatifs. Ici une grave controverse a été soulevée. L'art. 76, du Code de Commerce crée pour les agents de change le privilège exclusif de faire les négociations relatives aux effets publics ou autres, cotés ou susceptibles d'être cotés à la Bourse, on s'est demandé si ce privilège devait être étendu à toute espèce de vente, et s'il était interdit aux particuliers de procéder à la cession de titres nominatifs sans ministère d'agent de change.

Aujourd'hui la controverse paraît définitivement tranchée et on décide que la vente de titres cotés ou susceptibles d'être cotés peut-être réalisée entre les parties, en dehors de la Bourse, et sans négociation ; par acte authentique ou sous seing-privé.

Cette solution contestée par la Chambre syndicale des agents de change, a été consacrée par un arrêt de Cassation du 7 décembre 1853 (1), et dernièrement encore le Tribunal de Commerce de la Seine s'est prononcé dans ce sens, par un jugement en date du 17 janvier 1883. (2)

(1) Sirey, 54 — 1 — 177.

(2) Journ. des Val. Mob. 1883, p. 285.

Voir aussi arrêt de la Cour d'Amiens du 12 juin 1883, dans le journal « le Messager de Paris » du 25 septembre 1883.

Néanmoins les jurisconsultes n'ont pas toujours été d'accord, et Roland de Villargues (Répertoire du Notariat — Transfert n° 40), et Mollot (Bourses de Commerce n° 257) ont soutenu le privilège des agents de change.

Aujourd'hui la doctrine est presque unanime pour soutenir la solution que nous avons indiquée plus haut (1). Et c'est celle qui nous paraît la plus logique.

En effet, si l'on veut rechercher quelles sont les lois qui régissent l'acquisition et la cession des valeurs mobilières, il faut s'en rapporter aux art. 711-1582 et suivants du Code Civil qui établissent le droit pour les particuliers de vendre leurs titres soit nominatifs soit au porteur par un acte ordinaire ou notarié.

Depuis, l'art. 76 du Code de Commerce, est venu déroger à ces articles en confirmant le droit exclusif pour les agents de change, de faire les négociations à la Bourse.

C'est un privilège; comme tel il est de droit étroit, par conséquent ne doit pas être étendu au delà de ses limites, et il n'établit ce privilège qu'en cas de *négociation*. Or, la *négociation* ne s'applique pas à toute nature de vente, elle suppose l'entremise d'un tiers entre l'acheteur et le vendeur, et fait naître l'idée d'un intermédiaire chargé de rapprocher l'offre de la demande. Et d'ailleurs le résultat amené par le système contraire serait bizarre. Il pourrait se faire en effet que l'espèce de propriété dont on a cherché le plus à favoriser la transmission devint souvent valeur morte dans les mains de son propriétaire, puisque celui-ci ne pourrait, par exemple, après la clôture de la Bourse, ou dans les localités où il n'en existe pas, vendre immédiatement ses titres et en faire l'objet d'une réalisation, qu'il aurait le plus grand intérêt à consommer, sans

(1) Galland, Code des Transferts, p. 48.

Buchère Opérations de Bourse. n° 103,

attendre un ou plusieurs jours, pour faire opérer la négociation par un agent de change, et sans laisser son acheteur à même de renoncer à son marché.

En résumé, les parties pour se défaire de leurs titres, en dehors de la Bourse, peuvent employer le moyen qui leur semble le plus commode. Le ministère de l'agent de change peut quelquefois être nécessaire pour régulariser le transfert lorsqu'il s'agit de titres nominatifs ; mais la vente est parfaite, entre les parties, en dehors de ce transfert par un simple accord sur la chose et sur le prix. Il est vrai que ce mode de transmission est peu employé en pratique, pour les titres nominatifs cotés à la Bourse, mais on peut quelquefois y avoir recours ; c'est pourquoi il est utile d'en parler.

La vente une fois faite, les obligations qui en résultent sont les mêmes que pour les ventes ordinaires, que le ministère de l'agent de change ait été employé ou non. Ainsi le cessionnaire doit payer son prix ou fournir l'équivalent quelqu'il soit, stipulé en échange du titre ; le cédant doit livrer son titre, remplir pour cela les formalités nécessaires, et en garantir l'existence au moment du transfert (art. 1693 Code civil), mais il ne répond de la solvabilité de la société débitrice, que s'il s'y est engagé (art. 1694 Code civil).

Il arrive quelquefois que l'on a vendu des obligations remboursables avec primes ou lots. Si à l'insu des parties ces obligations étaient déjà sorties à un tirage antérieur à la vente, que déciderons-nous ? Le tribunal de la Seine, dans un jugement du 17 août 1865 (1), a déclaré qu'une semblable vente était nulle parcequ'il y avait erreur sur la substance. Et cette doctrine nous semble la seule exacte, car si on avait vendu expressément comme montre en cuivre, une montre que l'on ignorait être en or, il n'est pas douteux que dans ce cas on pourrait invoquer l'erreur commise, comme une cause de nullité. Il en est de même ici et nous ne voyons pas quelles

(1) Sirey. 66—2 —33,

raisons pourraient nous empêcher d'appliquer cette doctrine à notre hypothèse. (1)

§ 2. NÉGOCIATION DE TITRES NOMINATIFS

Lorsque le propriétaire d'un titre nominatif veut le réaliser, nous avons vu qu'il pouvait l'aliéner de gré à gré. Mais il n'est pas toujours facile de trouver un acquéreur ; aussi faut-il avoir recours au marché public qui se tient à la Bourse. La plupart des titres nominatifs peuvent y être négociés. Mais il faut distinguer parmi ces valeurs ; les unes se trouvent admises à une circulation régulière et à une négociation pouvant être faite et exécutée par l'intermédiaire d'officiers ministériels, les agents de change. On dit de ces valeurs qu'elles sont cotées ou admises à la cote officielle rédigée et publié par les soins de la Chambre syndicale des agents de change.

D'autres valeurs au contraire, sont abandonnées au marché libre et négociées par l'entremise d'intermédiaires non reconnus par la loi, et désignés sous le nom de coulissiers. Ces titres ne sont pas admis à la cote de la Bourse, mais ils sont cotés en Banque, et sont connus sous la désignation de valeurs en Banque.

Pour décrire tous les opérations qui se font à la Bourse et pour les analyser, il faudrait un volume entier ; ce serait sortir des bornes de cette étude. Mais il ne sera pas hors de propos d'étudier les valeurs cotées ou non qui, pour un grand nombre, sont des titres nominatifs, et de voir à quels intermédiaires il faut avoir recours et de quels modes de vente il faut se servir pour arriver à pouvoir les négocier.

Valeurs Cotées. Nous n'avons pas à rechercher ici quelles sont les démarches à faire par une société qui désire que ses titres soient admis à la cote officielle de

(1) Aix 9 avril 1870; Sirey 70—2—323.

la Bourse, mais nous pouvons dire que les valeurs cotées sont les plus sérieuses, et présentent le plus de garanties. Pour arriver à la négociation d'un de ces titres, il est nécessaire d'avoir recours à un agent de change, l'art. 76 en fait une loi « ils ont seuls le droit, dit-il, de faire les négociations d'effets publics ou autres, susceptibles d'être cotés ».

Les agents de change, sont des officiers spéciaux créés pour faciliter la négociation des effets publics, en assurer le bon fonctionnement et écarter les fraudes autant que possible.

Le privilège qui leur a été accordé est très ancien et il remonte, d'après certains auteurs, jusqu'en 1572 (1). Il fut confirmé par la loi du 28 ventôse an IX, et l'art. 76 du Code de commerce. D'après les anciennes ordonnances, le monopole était absolu, et comme sanction toute négociation faite sans l'intermédiaire des agents de change, était nulle et pouvait faire prononcer certaines peines contre ses auteurs. En est-il de même aujourd'hui? Cette question a été souvent agitée dans ces derniers temps.

En 1859 déjà, les agents de change poursuivirent les coulissiers, et la Cour de cassation a reconnu alors qu'il y avait lieu d'appliquer les dispositions de la loi du 28 ventôse an IX, et de l'arrêté du 27 prairial an X, qui édicte certaines peines dont sont passibles ceux qui s'immiscent dans les fonctions d'agent de change. Mais aujourd'hui les coulissiers vivent en bonne intelligence avec les agents de change, ou du moins sont tolérés par eux. Cependant la question a été portée de nouveau devant les tribunaux, mais sous un autre aspect plus intéressant peut-être et à coup sûr plus actuel, car le cas s'est présenté plusieurs fois depuis la faillite de l'Union générale. Il arrive souvent qu'un banquier ou un coulissier qui a de nombreux clients, reçoit des uns l'ordre d'acheter, et des autres celui de vendre certains

(1) A Buchère, Valeurs Mobilières.

titres de même nature ; alors, au lieu de recourir à l'intermédiaire d'un agent de change, il opère par voie d'application, faisant transférer au nom de l'acheteur, les titres qui lui ont été remis par le vendeur. La plupart du temps, les clients ne réclament pas ; mais il peut s'en rencontrer quelque'un parmi eux qui, espérant faire une bonne opération et ayant été trompé dans ses calculs, vienne dire au banquier qui lui réclame le solde de son compte : « l'opération que vous avez faite est nulle puisque vous ne vous êtes pas servi de l'intermédiaire d'un agent de change, donc je ne vous dois rien. » Le banquier, il est vrai, pourrait répondre de son côté : « je veux bien admettre que l'opération est nulle si je n'ai pas eu recours à l'agent de change, mais c'est ce que vous devez me prouver. »

Nous nous trouvons donc ici en présence d'une double question : 1^o La nullité des négociations faites par un banquier ou un coulissier, sans l'entremise des agents de change, est-elle si absolue que toute action en justice doive être refusée aux intermédiaires illicites, pour obtenir de leurs clients le règlement de leurs opérations ? 2^o ceci admis, à qui incombe la preuve de la régularité des négociations ?

Sur la première question l'affirmative ne fait pas de doute et une jurisprudence unanime (1) a décidé que les intermédiaires illicites n'ont aucun recours contre leurs clients, de même que ceux-ci ne peuvent réclamer au coulissier la restitution d'une solde de crédit dû à la suite d'une opération nulle. Cette solution est d'ailleurs fondée sur les vrais principes ; la nullité absolue établie par les anciennes ordonnances ayant été maintenue par les art. 1, 7, 8 de la loi du 28 ventôse an IX ; par l'art. 7 de l'arrêté du 27 prairial an X. D'ailleurs, s'il n'en était pas ainsi, où trouverions-nous une sanction de l'art. 76 du Code de commerce ? Ce ne serait certainement pas

(1) Cass. 28 fév. 1881 Sirey 81—1—289. Cass. 19 déc. 1881. Journ. des Val. Mobil. 1883, p. 49. Paris 13 février 1882. id. 1883 p. 162 Trib. Seine 30 nov. 1882. Voir loi du 8 déc. 1882.

dans cette poursuite correctionnelle qui menaçant tout le monde n'atteint pour ainsi dire personne. La nullité, seule sanction logique de l'art. 76 peut au contraire, à un moment donné, atteindre tout le monde. Et d'ailleurs ne serait-il pas souverainement contradictoire et injuste d'affirmer d'un côté le privilège des agents de change et d'accorder d'un autre côté une action en paiement à ceux qui se sont immiscés sans droit dans leurs fonctions.

On a cependant fait des objections ; on a dit qu'en principe le droit de se plaindre d'une violation de la loi n'appartenait qu'à ceux qui en éprouvaient un préjudice, que sans doute on comprendrait fort bien la corporation des agents de change protestant contre ces agissements, mais qu'il n'était pas équitable et juridique qu'un client de mauvaise foi put invoquer la violation du monopole de l'art. 76, pour se soustraire à ses engagements, et que ce serait contraire à cette vieille maxime : « *nemo auditur propriam turpitudinem allegans.* »

Evidemment il est fâcheux de permettre à un spéculateur sans scrupules, d'échapper par un moyen de droit aux conséquences d'opérations faites en son nom et qu'il eut acceptées si elles lui eussent été avantageuses, mais cette considération ne permet pas de méconnaître les règles établies dans un intérêt d'ordre public ; or si le législateur a cru devoir établir le monopole des agents de change, ce n'est pas seulement dans l'intérêt de ceux-ci mais bien pour assurer le crédit public ; elle peut-être invoquée par tous les intéressés, même par ceux qui agissent dans un but malhonnête. Mais on a fait encore une objection ; on a dit : « il y a ici un mandat en vertu duquel le coulissier mandataire demande à son mandant remboursement de ce qu'il a avancé pour lui. » A cela il est facile de répondre : s'il y a eu mandat, quel en était l'objet ? Était-ce d'acheter régulièrement à la Bourse ? dans ce cas le coulissier n'a pas rempli son mandat et n'a rien à réclamer. Était-ce, au contraire, de

négociier en dehors de l'intermédiaire d'un agent de change ? alors le mandat avait pour objet une chose illicite et par conséquent, il est nul comme tous les contrats qui ont un but réprouvé par la loi (art. 1133 Code civil), et il ne peut être invoqué par le coulissier.

Donc, à la première question posée plus haut, nous répondrons que le monopole des agents de change est d'ordre public, et que la nullité des opérations faites sans leur intermédiaire est absolue et, par conséquent, peut être invoquée par tous les intéressés.

Voyons maintenant à qui incombe la preuve de la violation des dispositions de l'art. 76. Dans un premier système, on s'appuie sur l'adage : « *reus excipiendo fit actor* » ; le défendeur invoque, contre le coulissier, l'irrégularité des opérations, c'est donc à lui à prouver cette irrégularité ; d'ailleurs, en principe, c'est à celui qui allègue qu'une faute a été commise à faire la preuve de l'existence de cette faute. Cette doctrine a été admise par plusieurs arrêts de la 4^e chambre de la Cour d'appel de Paris, les 10 mars, 13 avril et 22 juin 1882. (1)

Mais le système contraire est soutenu par la généralité des auteurs, et sanctionné par la plus grande partie des arrêts de la jurisprudence (2), et la Cour de Cassation vient de le consacrer dans un arrêt du 29 mai 1883 (3).

D'après ce système ; le coulissier qui reçoit des ordres de son client, accepte le mandat de les remplir, et il doit faire la preuve que ce mandat a été régulièrement exécuté. Il ne peut donc être admis à rentrer dans ses déboursés, qu'en faisant cette preuve. Sans doute le défendeur qui soulève, une exception, doit prouver les faits sur lesquels il appuie cette exception ; mais ici il n'en est pas de même.

(1) Journal des Val. Mob. 1882, p. 347, 409 et 457.

(2) Sirey 1882 -2—178, 1883—2—172. Loi du 8 déc. 1882 Journal des Val. Mob. 1883, p. 212, 269 et 410.

(3) Gaz. des Trib. du 31 mai 1883. Jour. des Val. Mob. 1883, p. 289.

Nous sommes, en effet, en présence d'un mandat : or il est de règle dans un mandat que le mandataire, ne peut exiger le remboursement de ses avances, qu'en justifiant leur régularité ; le mandant a toujours droit à cette justification : or, ici, le défendeur, qui résiste au coulissier, ne fait que lui dire : « prouvez-moi que vous avez rempli vos engagements, et alors je suis prêt à vous indemniser. » Ce n'est pas une exception, mais bien un moyen légitime de défense qui subordonne, la condamnation du mandant, à la justification de l'exécution du mandat. D'ailleurs, si ce second système n'était pas admis, le donneur d'ordres ne pourrait jamais ou presque jamais faire la preuve de l'irrégularité des opérations du coulissier, et par conséquent l'art. 76 serait violé d'une façon vraiment trop facile.

En résumé, nous dirons que le monopole des agents de change est absolu, et qu'un banquier qui assigne son client en règlement de compte, doit prouver que les opérations ont été régulièrement faites.

Ainsi donc, les valeurs cotées ne doivent être négociées qu'à la Bourse ; elles peuvent l'être au comptant, lorsque la vente doit être exécutée de suite, ou à terme lorsque l'exécution en est reculée à la liquidation du 15 ou de la fin du mois. Nous rencontrons aussi les ventes avec prime, les reports etc. ; mais l'analyse de toutes ces opérations nous entraînerait trop loin et, d'ailleurs, elles ont le plus souvent pour objet des titres au porteur, et ce n'est que rarement qu'elles s'appliquent aux titres nominatifs.

Valeurs en Banque ou non cotées. Les valeurs en banque sont celles qui ne sont pas cotées à la Bourse. Quoique n'offrant pas la même solidité ni la même garantie que les valeurs de Bourse elles représentent une fortune considérable, elles se composent de titres d'entreprises commerciales et industrielles dignes souvent de tout intérêt et de toute confiance. Cependant, malgré cela, la négociation en est incertaine parce que chacun

peut leur attribuer le cours que bon lui semble. Le marché de ces valeurs est libre, c'est du moins ce qui existe en fait, car les agents de change abandonnent aux coulissiers la négociation des valeurs en banque. Mais en droit la liberté du marché est très contestée et la jurisprudence est divisée à ce sujet de sorte que l'intervention législative serait très-utile. Cependant, malgré les divergences des tribunaux, il semble que depuis quelque temps on est entraîné à ratifier ce qui existe en fait, et à déclarer que la vente des valeurs de Bourse appartient exclusivement aux agents de change, mais que le marché des valeurs en Banque est libre. (1)

C'est ce système qui paraît le plus rationnel. Toute la discussion porte sur ce mot de l'art. 76 du Code de Commerce « susceptibles d'être cotées » ; or, on ne peut appeler valeurs susceptibles d'être cotées, celles que le syndicat refuse d'admettre à la cote, et d'ailleurs on comprend le privilège des agents de change à raison des garanties qui en résultent pour les opérations faites en bourse suivant des cours affichés, mais il ne saurait en être de même pour le marché en Banque dépourvu de toute surveillance et de tout contrôle.

Les opérations qui peuvent porter sur les valeurs en Banque sont les mêmes que celles des valeurs cotées ; mais les opérations à terme sont peut-être plus nombreuses. Nous devons aussi signaler une vente spéciale, dite vente à l'émission, dont la validité a été discutée dernièrement, lors de la faillite de l'Union Générale.

Lorsqu'une société se fonde, il faut commencer par ouvrir des souscriptions ; or, il arrive quelquefois qu'avant que la société soit définitivement fondée, avant même que toutes les souscriptions soient couvertes, les premiers souscripteurs vendent leurs droits aux fu-

(1) Trib. Com. Seine, 4 mai 1881. Gaz. des Trib. 19 mai 1881. Id. 25 février et 2 septembre 82. Journ. des Val. Mob. 1882. p. 142 et 471. Grenoble 17 mars 1883. Journ. des Val. Mob. 1883, p. 178.

tures actions. C'est ce qu'on appelle une vente à l'émission. Cette vente est permise comme contrat de droit civil. Mais la négociation de ces futures actions, faite commercialement à la Bourse, ou dans les coulisses de la Bourse, est interdite par la loi du 24 juillet 1867, art. 1 et 2. Dans cette vente à l'émission, il y a à la fois un terme puisque c'est l'émission qui est la date fixée, entre les parties pour l'exécution du contrat, et une condition, car la vente dépend d'un événement futur et incertain, l'émission des actions. Il s'ensuit donc que cette vente a pour objet une chose future, et, que si l'émission est déclarée nulle, toutes les opérations qui ont été faites sont également entachées de nullité.

C'est du reste ce que décide la jurisprudence (1).

Nous avons vu successivement comment on pouvait négocier les titres nominatifs soit à la Bourse, soit en Banque ; il nous reste maintenant à dire quelques mots de la vente judiciaire de ces titres.

VENTE JUDICIAIRE DES VALEURS COTÉES A LA BOURSE

Le monopole des agents de change est contesté par les notaires, lorsqu'au lieu d'une négociation faite d'agent à agent, sans l'intervention des parties, qui restent inconnues l'une à l'autre, il s'agit d'une vente judiciaire de titres appartenant à une succession bénéficiaire ou à des incapables, et la question, bien que tranchée par la Cour suprême, est encore très discutée aujourd'hui.

Les notaires invoquaient de nombreux textes de lois, les art. 452 et 509, du Code civil, et 986, 989, 1100, etc., du Code de procédure.

Tous ces articles, disaient-ils, prouvent que la loi a voulu déterminer avec soin les formes qui doivent être employées, lorsqu'on se trouve en présence de biens d'incapables. Or, la plupart de ces formes sont impossibles à

(1) Trib. Lyon, 22 juin 1882. Paris, 2 mars 1883. Journ. des Val. Mob. 1883, p. 110 et 287.

suivre, en cas de vente, par le ministère d'agent de change, c'est donc que la loi a entendu que toutes ces ventes judiciaires, n'étaient pas comprises dans l'art. 76 du Code de Commerce. Cela d'abord paraissait logique ; c'est ce que la Cour de Cassation avait décidé, dans un arrêt en date du 7 décembre 1853 (1). Aujourd'hui cependant la question doit plutôt être tranchée en sens contraire, car la loi du 27 février 1880, sur l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et interdits, a déclaré, dans son art. 3, que cette aliénation devait être faite par ministère d'agent de change. C'est donc que le législateur a reconnu qu'il était plus favorable aux intérêts du mineur ou de l'interdit, de faire la vente de cette façon, il semble, dès lors, logique, d'étendre cette disposition aux autres incapables, et aux héritiers sous bénéfice d'inventaire.

SECTION II.

Des Transferts

Nous avons dit, en commençant ce chapitre, qu'il fallait bien distinguer la vente et le transfert des titres nominatifs.

Nous venons de voir comment on arrive à la perfection de la vente ; il importe maintenant d'étudier les opérations du transfert. En effet, lorsqu'il y a eu négociation à la Bourse, les parties ne se connaissent point, et il ne peut exister de rapports juridiques entre elles qu'à la suite du transfert qui complète l'opération commencée. Il a même été décidé, par la Cour de Cassation, qu'en cas de vente de titres de rentes, par acte sous seings-privé, tant que le transfert n'était pas signé par le titulaire, l'acquéreur ne se trouvait pas saisi de la propriété de cette rente. (2)

(1) Sirey, 54 — 1 — 177.

(2) Cass. 5 juillet 1870. Sirey, 72 — 1 — 184.

Le transfert peut être défini : une opération, en vertu de laquelle un titre nominatif, sans changer de forme, est inscrit sur les registres de l'Etat, ou d'une société, au nom d'un titulaire nouveau, ou reste au nom du titulaire primitif, mais en subissant certaines modifications, au point de vue de l'état ou de la qualité du propriétaire des titres.

On distingue trois espèces de transfert.

Le *transfert réel*, qui est soumis au droit de transmission de 0,50 centimes par 100 francs, et qui a lieu dans le cas où le titulaire cède ses valeurs, à titre onéreux, à une autre personne, qui en demande l'inscription en son nom. C'est à proprement parler le véritable transfert.

Le *transfert de forme*, ou gratuit, se produit lorsque les titres restent inscrits au même nom, mais avec un changement d'état ou de qualité du titulaire, ou bien lorsqu'il s'agit d'immatriculer les titres au nom d'une autre personne, mais en vertu d'actes déjà soumis aux droits d'enregistrement.

Dans la pratique, on dit que le transfert de forme existe, toutes les fois que l'agent de change n'a point de fonds à toucher, ni à remettre. (Mollot, Bourses de Commerce).

Transfert d'ordre. C'est le procédé qui est employé par les agents de change, pour conserver le secret de leurs négociations ainsi que le prescrit la loi. Ce transfert n'est plus guère employé aujourd'hui, car les titres nominatifs sont presque toujours convertis en titres au porteur, avant la négociation ; néanmoins il semble utile d'en dire quelques mots.

Le transfert d'ordre a été prescrit, par un arrêté de la Chambre syndicale des agents de change de Paris, en date du 28 avril 1828. On procède de la manière suivante. Le vendeur signe un transfert, au nom de son agent de change ; puis celui-ci signe un nouveau transfert au profit de l'agent de change acheteur, enfin, ce

dernier remplit aussitôt les formalités nécessaires pour faire un transfert définitif au nom de son client. De sorte que l'acheteur et le vendeur ne se connaissent pas.

Les deux transferts faits par les agents de change doivent être opérés dans un délai de cinq jours et n'exigent aucune augmentation de frais. Des difficultés peuvent se produire, lorsque l'agent de change vient à mourir ou à tomber en faillite entre les deux transferts. La Cour de Cassation a été appelée à se prononcer, et elle a décidé, avec raison, que c'était le client qui devait être regardé comme propriétaire (1).

Quelquefois le mot transfert d'ordre est entendu dans un autre sens, (ord. du 29 avril 1831, art. 4) et les compagnies le confondent même avec le transfert de forme.

Nous devons mentionner aussi le *transfert de garantie* qui est employé pour la constitution du gage. Nous en parlerons à propos du nantissement des titres nominatifs.

Auparavant, nous allons examiner les formalités nécessitées par le transfert des rentes, d'abord, des actions de la Banque ensuite, enfin, des autres titres.

§ 1^{er}. TRANSFERT DES RENTES SUR L'ÉTAT

Transfert réel. Pour que la vente des rentes nominatives soit complètement réalisée, il faut que la constatation en soit faite, par un transfert sur le Grand-Livre de la Dette publique. Comme cette inscription forme la preuve complète et, pour ainsi dire, unique de la propriété de celui au profit de qui elle a été faite, il importe que l'opération du transfert soit faite avec une grande régularité, de manière à garantir les droits du titulaire. Pour assurer cette régularité le législateur a édicté différents règlements : les principales dispositions légis-

(1) Cass. 23 juillet 1833. Sirey 33—1—679. Paris, 5 mai 1883. Journ. des Val. Mobil. 1883, p. 293.

latives intervenues à ce sujet sont les lois des 28 floréal an VII et 14 avril 1819, et les décrets du 27 prairial an X, 1^{er} août 1805, 24 mars 1806 et 4 juin 1809 ; nous pouvons aussi citer les arrêtés ministériels rendus à la suite de ces lois.

La première condition pour pouvoir transmettre la propriété d'une inscription de rente, c'est d'en avoir la pleine et entière disposition.

A l'origine, sous l'empire de la loi du 28 floréal an VII, les transferts s'opéraient, sans le concours des agents de change, et sans autre formalité qu'une déclaration faite par le vendeur, au bureau des transferts, où il déposait l'inscription qu'il entendait transférer. La tâche ainsi imposée aux agents du Trésor ayant paru trop lourde, l'arrêté du 27 prairial an X vint modifier cet état de choses, en exigeant, pour les transferts, le concours d'un agent de change, qui doit certifier l'identité du propriétaire, la vérité de sa signature et des pièces produites. L'article 16 de cet arrêté dispose que cette certification a pour effet de rendre l'agent de change responsable de ce qu'il certifie. L'étendue de cette responsabilité a soulevé diverses controverses qui ont amené la justice à se prononcer ; ainsi, elle a décidé que l'agent de change n'était pas responsable de la capacité légale de son client, lorsqu'il n'existait sur les titres aucune mention de nature à appeler son attention à cet égard. (1)

Aujourd'hui, voici comment on procède (2).

Le vendeur, après avoir remis à l'agent de change l'inscription de rente qu'il veut céder en totalité, ou en partie, doit signer deux feuilles distinctes : l'une, double, servant d'enveloppe aux autres pièces, et intitulée déclaration de transfert, constitue un véritable acte de vente, par suite de négociation, et avec l'intermédiaire

(1) Cass. 8 août 1827 ; Sirey. Coll. nouv. 8. 1 — 664. Cons. d'Etat, 19 mars 1880. Journ. des val. mob. 1882, p. 40.

(2) Galland, Code des Transferts, p. 42.

des agents de change. Elle est destinée à être reliée à la fin de l'année en volumes, qui forment la minute des registres de transfert ; l'autre, simple, appelée certificat de transfert, fait partie des justifications que le Trésor produit à la Cour des Comptes. Chaque déclaration de transfert ne peut contenir qu'un seul article de vente (Déc. min. du 30 juillet 1825.) Si le vendeur ne peut aller lui-même signer ses pièces, il envoie un mandataire. Aujourd'hui, on accepte les procurations sous seings-privés, et les procurations notariées en brevet, jusqu'à 50 fr. de rente, lorsqu'elles sont faites en France ; on ne les accepte que jusqu'à 10 fr. de rente, lorsqu'elles sont faites à l'étranger (1). Pour les transferts de rentes supérieurs à ces chiffres, il faut une procuration notariée et en minute

L'acheteur d'un titre de rente nominative n'a aucune formalité à remplir ; son rôle se borne à donner à son agent ses noms, prénoms et qualité. Il doit les donner exactement, car une erreur fut-elle même d'une simple lettre pourrait entraîner à des démarches ennuyeuses.

Les formalités prescrites par la loi, pour arriver à la vente d'une inscription de rente sur l'Etat, ne pouvaient à l'origine être remplies qu'à Paris, au siège du Trésor public. Depuis la loi du 14 avril 1819, qui a créé les inscriptions départementales, ces diverses formalités peuvent être accomplies par les soins des trésoriers-payeurs-généraux et des receveurs particuliers des finances. Les percepteurs sont même autorisés à prêter officieusement leur concours pour l'achat et la vente des rentes sur l'Etat, que les trésoriers généraux sont chargés de faire opérer. Mais, dans ce cas, ils ne doivent pas être considérés comme les préposés de ces derniers, et ils ne peuvent engager leur responsabilité (2).

Les formalités nécessaires pour parvenir au transfert

(1) Galland, Code des Transferts, p. 66.

(2) Cass. 8 août 1882. Journ. des Val Mob. 1883, p. 5.

des rentes départementales, ont été déterminées par une ordonnance royale du 14 avril 1819. Elles sont les mêmes que celles exigées à Paris par le Trésor ; mais comme il n'y a pas d'agents de change dans tous les départements, la certification peut se faire par un notaire.

Lorsqu'on possède des rentes qui ont été grevées d'inaliénabilité relative ou absolue, il faut, pour en obtenir le transfert, produire les pièces qui prouvent que les charges sont éteintes et que le titulaire peut en disposer. Les difficultés qui peuvent s'élever sur les transferts de rentes sur l'Etat sont de natures différentes.

Elles peuvent concerner la forme même du transfert, et, dans ce cas, elles doivent être portées devant les tribunaux administratifs, car le refus de procéder au transfert est un acte d'administration (1). Au contraire, si les questions juridiques à trancher sont relatives à la capacité du titulaire, il faut alors avoir recours à l'autorité judiciaire ; et nous verrons quelques-unes de ces questions dans la section suivante.

Les transferts de rentes sur l'Etat à titre onéreux sont dispensés de tout droit de transmission (art. 98, loi du 9 vendémiaire an VI).

Transferts de forme. — Le transfert de forme peut avoir lieu par suite de circonstances différentes. La plupart du temps ces transferts sont faits sans frais, et en s'adressant directement au Trésor ; cependant, lorsqu'il s'agit de la division d'une inscription en plusieurs, le concours de l'agent de change est nécessaire.

Si ce n'est qu'un simple changement de qualités dans l'état de la personne, résultant, soit de sa majorité, soit de son mariage, il suffit de produire les actes de l'état civil établissant la nouvelle qualité des intéressés. Le rentier qui veut remplacer une inscription départemen-

(1) Cons. d'Etat, 11 mars et 17 juillet 1843. Sirey 43 — 2 — 303 et 600.

tale par une inscription sur le Grand-Livre doit encore avoir recours à un transfert de forme qui est fait sur la simple justification de ses qualités.

Il peut se rencontrer des erreurs sur le Grand-Livre, ou dans les extraits d'inscription, soit quant aux noms du titulaire, soit quant à ses prénoms ou qualités. Ces erreurs peuvent quelquefois faire naître des doutes sur l'identité du créancier. Aussi est-il important de les faire rectifier. Le transfert de forme est encore nécessaire ici.

Les erreurs peuvent être de plusieurs sortes (1). Si elles proviennent des employés du Trésor, qui n'auraient pas suivi exactement le certificat de transfert fourni par l'agent de change, ou le certificat de propriété dressé par le notaire, le juge de paix ou le greffier, la rectification a lieu sans qu'il soit besoin d'aucune justification de pièces. On représente l'extrait d'inscription au bureau des transferts, à la Bourse, et on indique l'erreur à rectifier ; l'employé à qui l'extrait d'inscription est laissé en donne un récépissé, contre l'échange duquel on reçoit, peu de temps après, soit le nouvel extrait, soit le même extrait, si l'erreur était de nature à être rectifiée, par un renvoi ou une surcharge approuvée. C'est ce qui a lieu quand l'erreur s'est produite seulement sur l'extrait expédié au rentier ; mais si elle a été faite sur le registre même des transferts, la rectification nécessite une nouvelle opération et un délai de quinze jours environ.

Si les erreurs proviennent des agents de change et qu'ils puissent l'attester, la rectification s'opère par un certificat délivré par les deux agents qui ont concouru à la négociation et à la confection des déclarations.

Si elles proviennent du notaire, du juge de paix ou du greffier, qui les aurait commises en délivrant le certificat de propriété, il paraît tout simple qu'elles

(1) Galland, Code des Transferts, p. 81.

soient rectifiées sur une attestation du notaire, du greffier ou du juge de paix.

Enfin, si les erreurs existaient dans les déclarations et par le fait des parties, ou dans les pièces antérieures aux mutations ou transferts, elles ne pourraient être rectifiées par les moyens sus-indiqués; et elles le seraient en vertu de décrets rendus par le pouvoir exécutif, le Conseil d'Etat entendu, pour ce qui est du Grand-Livre; et par décisions ministérielles, ou ordonnances du chef de l'Etat, pour ce qui est des extraits. (arrêté du 27 frimaire an XI)

Lorsque le titulaire d'une inscription nominative perd son titre, il doit, pour arriver à obtenir un duplicata, remplir aussi les formalités d'un transfert de forme. Nous reviendrons sur ce sujet plus loin.

§ 2. DU TRANSFERT DES ACTIONS DE LA BANQUE

« La transmission des actions de la Banque s'opère par de simples transferts sur des registres doubles tenus à cet effet. Elles sont valablement transférées par la déclaration du propriétaire ou de son fondé de pouvoirs, signée sur les registres et certifiée par un agent de change, s'il n'y a pas opposition signifiée et visée à la Banque. » (1)

La certification par l'agent de change est donc nécessaire, puisqu'elle est exigée par les statuts. « Cependant, dit M. Galland, aujourd'hui la Banque ne la demande plus que pour les transferts opérés à la suite de négociations à la Bourse ou pour les immobilisations ou remobilisations. (2) »

Mais quelle est l'étendue de l'obligation de l'agent de change qui certifie la signature du cédant? Nous avons vu que, en ce qui concernait les rentes sur l'Etat, il était responsable des transferts qu'il signait; mais la Banque ne se montre pas aussi exigeante que le Trésor,

(1) Art. 4 du décret du 16 janvier 1808.

(2) Code des Transferts p. 177.

et elle reconnaît que l'agent de change ne répond pas de la capacité des parties. Aussi elle se fait remettre toutes les pièces justificatives. Toutes les procurations à fournir à la Banque doivent être notariées ; mais on n'exige pas qu'elles soient en minute. Lorsque la cession a pour objet des actions immobilisées, le transfert de ces actions ne peut-être opéré qu'après avoir justifié à la Banque, de l'accomplissement des formalités exigées par la loi, pour purger les hypothèques de toute nature, et fourni un certificat de non inscription (art. 5, loi du 17 mai 1834). Ces formalités doivent être remplies au bureau des hypothèques de Paris, le siège de la Banque étant dans cette ville.

Telles sont les principales dispositions spéciales à la Banque de France. Pour les autres détails, nous renvoyons à ce que nous allons dire sur les formalités exigées par les autres sociétés, pour le transfert de leurs titres, car elles s'appliquent également aux actions de la Banque.

§ 3. TRANSFERT DES TITRES NOMINATIFS ÉMANANT DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET FINANCIÈRES

S'il fallait exposer tous les modes de transferts employés par chaque société industrielle ou financière, un volume ne suffirait pas, et on tomberait dans des redites inutiles ; car ces règles quoique différentes en certaines parties, contiennent cependant un fonds commun. Au lieu de parcourir les diverses sociétés, nous prendrons donc, pour modèles, les grandes compagnies de chemins de fer, et nous exposerons les règles qu'elles observent.

Transfert réel. — Ce transfert, comme nous l'avons déjà dit, emporte toujours cession de titre moyennant un prix déterminé. Il est soumis aux formalités suivantes : Le propriétaire des titres, ou son mandataire constitué par acte authentique, devra signer la demande de transfert. De plus, comme la Compagnie pourrait

avoir sa responsabilité engagée vis-à-vis du précédent titulaire, si la transmission des titres dont le transfert lui est demandé, n'était pas régulière et valable, elle a qualité pour exiger la production de pièces qui attestent que l'aliénation a été faite conformément aux règles du droit.

Elle a donc intérêt à examiner et critiquer les justifications qui lui sont produites, pour les rejeter si elles lui paraissent insuffisantes, et pour se refuser, dans ce cas, au transfert, sauf aux parties à se pourvoir judiciairement pour faire apprécier le mérite de leur production et en obtenir les effets. (1)

Pour faire le transfert, le cédant doit se procurer un bordereau, dont le modèle est à peu près le même pour toutes les compagnies ; il doit le remplir et le signer, en faisant précéder sa signature de ces mots écrits par lui-même : « bon pour transfert. »

Il remplit également la décharge qui se trouve au bas du verso du titre nominatif, et indique au nom de qui il veut que le nouveau titre soit inscrit. La signature doit être légalisée, soit par un notaire, soit par un agent de change ; ces deux pièces régularisées, il doit les porter dans les bureaux de la société ; là on vérifie les signatures, et on lui donne un récépissé provisoire, lui indiquant le jour où il peut se présenter pour retirer son titre définitif. Au jour dit, si les pièces fournies étaient régulières, on remet le nouveau titre à celui qui se présente, muni du récépissé provisoire.

Lorsque le transfert a lieu par suite d'une négociation à la Bourse, il s'opère sur une simple déclaration signée par le vendeur et transmise, par l'agent de change avec le titre cédé, à la société dont émane ce titre. Il en est fait mention sur les registres de la compagnie qui délivre, à l'agent de change acheteur, un certificat d'inscription, ou un titre nominatif au nom de

(1) 17 mars 1881. — Paris, Journ. des Val. Mob. 1882 p. 170.

son client. L'opération, dans ce cas, est ordinairement terminée en cinq jours.

Le transfert inscrit sur les registres d'une société constituée, au profit du nouveau titulaire, un titre de propriété parfait et qui ne peut-être détruit par de simples présomptions, ni même par la preuve testimoniale, à moins qu'il n'y ait commencement de preuve par écrit, ou dol. (1) Il faut donc apporter de grands soins à cette opération.

La transmission des titres nominatifs, d'après la loi de 1873, est soumise à un droit de transmission de 0.50 centimes par 100 fr.

Transfert de forme. Il peut se faire que le transfert de forme n'entraîne aucun changement dans le libellé de l'inscription, c'est ce qui arrive lorsqu'il y a réunion ou division de certificats nominatifs. Il n'y a aucun danger pour les sociétés, à faire cette opération; et une simple réquisition du titulaire suffit pour arriver à ce but.

D'autres transferts ont lieu à la suite d'un changement d'état pour causes de majorité, mariage ou interdiction. Dans ces différents cas, la réquisition du titulaire ne suffit plus; il faut, en outre, des pièces justificatives.

Lorsqu'un titre, soumis à l'usufruit, vient à en être libéré, il faut également produire, soit l'acte de renonciation, soit l'acte de décès de l'usufruitier.

Enfin, le certificat nominatif peut contenir des erreurs de noms ou de prénoms; dans ce cas le titulaire en demande la rectification, au moyen d'un bordereau de transfert, auquel il joint, suivant la nature de l'erreur, un certificat rectificatif d'agent de change ou de notaire, ou un acte de notoriété, etc. (2)

D'autres transferts de forme se rencontrent encore dans la pratique; mais les exemples que nous venons

(1) Cass. 13 novembre 1867. Sirey. 67 — 1 — 422.

(2) Bailliot, Guide pratique des transferts, p. 69.

de citer sont les plus fréquents, et ils suffisent pour faire comprendre la nature de ces opérations.

Dans tous ces transferts, les signatures n'ont pas besoin d'être légalisées.

Telles sont les principales formalités à remplir, pour arriver à réaliser un transfert, lorsque les parties qui agissent sont maîtresses de leurs droits ; nous allons, maintenant, voir les règles concernant l'aliénation des titres nominatifs appartenant à des incapables.

SECTION III.

Aliénation des Titres Nominatifs appartenant à des incapables

§ 1^{er} DU MINEUR.

Mineur non émancipé. Comme nous l'avons dit en commençant, les rédacteurs du Code ne pouvaient prévoir les développements pris par les valeurs mobilières : C'est pourquoi ils n'avaient pas édicté de règles suffisantes pour protéger l'aliénation des valeurs mobilières du mineur. Une loi du 24 mars 1806 avait exigé, il est vrai, l'autorisation du conseil de famille pour tout transfert d'inscription de rente au dessus de 50 fr. ; et un décret du 23 septembre 1813 avait étendu cette règle aux actions de la Banque de France, mais pour les autres titres nominatifs aucun texte n'avait directement résolu la question. Cependant le système qui avait fini par triompher et qui était adopté par la Cour de Cassation (1) décidait que cette aliénation pouvait avoir lieu sans formalité

Eufin, une loi du 27 février 1880 a définitivement réglé cette matière. D'après cette loi (art. 3), tous les titres nominatifs susceptibles d'être négociés à la Bourse doivent être vendus par l'intermédiaire d'un agent de

(1) 4 Août 1873. Dalloz, 1875 — 1 — 468.

change. De plus, ils sont divisés en deux catégories : ceux dont la valeur atteint 1,500 francs en capital ; ceux au dessous de ce chiffre. Comme il peut y avoir contestation sur cette valeur, l'art. 2 de notre loi déclare que c'est le conseil de famille qui doit apprécier.

Lorsque le titre à aliéner ne dépasse pas 1,500 francs, l'autorisation du conseil de famille est nécessaire, mais elle suffit ; si, au contraire, le chiffre est supérieur, il faut en outre l'homologation du tribunal de première instance.

Il est bien entendu que toutes les règles de la tutelle s'appliquent aux titres nominatifs, comme aux autres meubles ; ainsi le tuteur ne pourra, par exemple, faire donation d'aucun titre nominatif appartenant au mineur, ni l'acheter pour son propre compte.

De plus, les règles édictées par la loi du 27 février 1880 s'appliquent à toute espèce de tutelle, soit légale, soit dative ; ceci a été dit par M. Denormandie dans son rapport au Sénat (1), et la jurisprudence l'a admis depuis (2).

Cependant nous devons en exempter le père administrateur légal, car la loi du 27 février 1880 ne contient aucune disposition relative à l'administration du père de famille, et il suffit de se reporter à la discussion de la loi devant le Sénat, pour être convaincu que le silence du législateur est significatif (3).

Notre loi ne saurait non plus recevoir son application lorsqu'il s'agit de valeurs indivises, tant qu'une attribution régulière n'a pas fixé définitivement la part revenant aux mineurs dans la succession à liquider ; car le partage doit être fait suivant les formes prescrites par les articles 838 du Code civil et 966 et suivants du Code de procédure civile. Le tribunal serait donc en

(1) *Officiel* du 7 mai 1878.

(2) Douai, 24 juin 1880. *Journ. des Val. Mob.* 1883 p. 78.

(3) Trib. Seine, 27 avril 1882. *Journ. des Val. Mob.* 1882, p. 520
Cic. du min. de la justice du 20 mai 1880. *Sir.* 1880, 3 — 553.

droit de refuser l'homologation d'une délibération qui aurait pour résultat de faire cesser l'indivision sans recourir aux formes prescrites (1).

Quant aux formes à remplir pour arriver au transfert, elles sont simples. Le tuteur devra signer le bordereau de transfert et produire à l'appui la délibération du conseil de famille et, suivant les cas, le jugement d'homologation.

Mineur émancipé. — Avant 1880, la loi ne réglait pas d'une manière spéciale les aliénations de valeurs mobilières du mineur émancipé. L'article 482 du Code civil interdisait à celui-ci de recevoir un capital mobilier et d'en donner décharge, sans l'assistance de son curateur.

La doctrine en tirait cette conséquence : que le mineur émancipé ne pouvait aliéner ses meubles incorporels, sans cette assistance, car l'aliénation des valeurs mobilières a pour corollaire, la réception d'un capital mobilier équivalent. Pour les rentes sur l'Etat et les actions de la Banque, on appliquait l'art. 2 de la loi de 1806 et le décret de 1813, qui permettaient au mineur émancipé, assisté de son curateur, de transférer 50 fr. de rente et au-dessous, et une action de la Banque. Pour les valeurs supérieures, le Trésor exigeait l'autorisation du conseil de famille.

Depuis la loi de 1880, il faut distinguer deux espèces de mineurs émancipés : Celui qui a été émancipé *au cours de la tutelle*, sauf par le mariage, doit se conformer aux prescriptions exigées par la loi du 27 février 1880, pour les mineurs non émancipés. Au contraire, celui qui a été émancipé par son mariage, ou par ses parents au cours de leur mariage, reste soumis aux anciennes lois, sauf cependant à la loi de 1806 et au décret de 1813 abrogés par la loi de 1880. Ils peuvent donc transférer

(1) Trib. civ. de la Seine, 23 juin 1880. Sirey. 80 — 2 — 269, 5 juillet 1882. Journal des Val. Mob. 1882, p. 422.

leurs titres nominatifs avec la seule assistance de leur curateur.

Quant aux formalités à suivre, elles sont les mêmes que pour le mineur non émancipé ; mais ici ce n'est pas le curateur qui signe le bordereau, c'est le mineur lui-même.

§ 2. INTERDITS, ALIÉNÉS ET PRODIGES

La loi du 27 février 1880 (art. 8), assimile les interdits et les aliénés, en ce qui concerne l'aliénation de leurs valeurs mobilières, aux mineurs non émancipés, les mêmes règles devront donc être suivies, et il est inutile de les répéter. Mais la loi ne parlant pas des prodiges, il faut s'en rapporter au Code Civil. La question est tranchée par les art. 499 et 513 qui prononcent, contre la personne pourvue d'un conseil judiciaire, une défense absolue d'aliéner seule, sans distinction entre les meubles et les immeubles. Il s'ensuit donc, que pour opérer le transfert de ses rentes ou de ses autres titres, le prodigue devra justifier de l'autorisation de son conseil judiciaire. (1)

§ 3. DE LA FEMME MARIÉE

Les différentes conventions matrimoniales que peuvent faire les époux, sont de natures diverses ; nous allons examiner les régimes sur lesquels les autres sont basés et dont ils ne sont, le plus souvent, que des modifications.

Nous nous occuperons successivement : de la femme commune en biens, dotale, et séparée.

I. *Régime de Communauté*. Nous savons que parmi les valeurs de Bourse qui peuvent appartenir à la femme au jour du mariage, les unes tombent en communauté,

1) Auby et Rau, t. I, § 140. Demolombe VIII, 727 et s.

tandis que les autres lui restent propres. Cela dépend des conventions matrimoniales.

Celles qui tombent en communauté, l'art. 1421, (Code Civil) nous apprend, que le mari en a la libre administration et qu'il peut les aliéner et les vendre sans le concours de la femme. D'où il résulte, que les certificats nominatifs inscrits au nom du mari et de la femme, ou de celle-ci seulement, peuvent être transférés par le mari sans le consentement de la femme, s'il est prouvé qu'ils dépendent de la communauté.

L'instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819 (art. 8) exige, pour cette preuve, un certificat de propriété, délivré, conformément à la loi du 28 floréal an VII, par le notaire de la famille, attestant que l'inscription dont il s'agit dépend de la communauté existant entre le mari et la femme.

Cette instruction ne vise que les rentes sur l'Etat, mais rien ne s'oppose à ce qu'elle soit étendue aux autres valeurs.

Quant aux titres nominatifs qui lui appartiennent en propre, il est certain que la femme peut en opérer le transfert avec l'autorisation du mari, ou de justice, et que, sans cette autorisation, l'opération est nulle (1).

Mais le mari peut-il seul, et sans le concours de sa femme, aliéner les valeurs nominatives qui appartiennent à celle-ci ? La question est très discutée.

Beaucoup d'auteurs ont admis l'affirmative, mais guidés par des raisons différentes. Pour les uns, ce serait une conséquence du droit de propriété qui appartiendrait à la communauté sur tous les meubles de la femme quelle qu'en soit la nature, sauf la récompense due, à la dissolution de la communauté. (2)

Pour les autres, la qualité seule d'administrateur que

(1) Trib. Com. Seine 3 août 1882. Journ. des Val. Mobil. 1883, p. 44.

(2) Troplong, t. III, n° 1936.

l'art. 1428 confère au mari suffirait pour justifier le pouvoir de disposition qu'on lui attribue. (1)

Le système de la négative nous semble plus fondé. Et d'abord, il n'est pas vrai que la communauté devienne propriétaire, pendant le mariage, des meubles propres aux époux, du moins des meubles incorporels ; car ceci serait contraire aux vrais principes et aux textes du Code. Ainsi l'art. 1401, § 2, en parlant d'arrérages et d'intérêts, suppose bien que les créances qui produisent ces revenus ne tombent pas en communauté ; de même, l'art. 1428, § 2, n'aurait pas besoin de donner au mari l'exercice des actions mobilières de la femme, si tout le mobilier de celle-ci tombait en communauté ; l'art. 1433 montre que la créance provenant du prix d'un immeuble propre peut rester la propriété de la femme, puisqu'il nous dit qu'il n'y aura récompense que si le prix de la vente a été versé en communauté. Enfin, l'art. 560 du Code de Commerce est tout à fait explicite, puisqu'il déclare que la femme pourra reprendre en nature les effets mobiliers qui ne sont pas entrés en communauté. D'ailleurs, en présence des § 2 et 3 de l'art. 1510 (Code civil), il est tout à fait certain que la femme peut rester propriétaire de certains meubles. (2)

D'un autre côté, il n'est pas vrai non plus qu'administrer veuille dire aliéner. Et de ce que la qualité d'administrateur confère, au mari, le droit de poursuivre les débiteurs et percevoir le remboursement des créances, on ne saurait en conclure qu'il peut céder les créances, et par suite les obligations, les rentes, et les actions. Il y a en effet, entre le remboursement du capital, et la cession du titre, toute la différence qui sépare un acte d'administration, d'un acte d'aliénation. Et si, recevoir le remboursement d'un capital est utile et même nécessaire, céder une créance n'est pas un acte qu'il soit essentiel de faire pour la conservation du patrimoine.

(1) Aubry et Rau. t. V, n° 522 not. 33.

(2) Aubry et Rau. t. V, p. 455. Paris 25 fév. 1868. Sirey 68-2-176.

D'ailleurs ce système est adopté en ce qui concerne les rentes sur l'Etat, par l'art. 8 de l'instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819. Après avoir dit, en effet, que le mari peut disposer seul des valeurs de communauté, le ministre ajoute que, « si le titre n'est pas bien de communauté, le transfert ne peut être valablement opéré qu'avec le concours de la femme. » Or cette décision ne peut s'expliquer par des raisons spéciales aux rentes sur l'Etat ; elle doit donc être étendue à toutes les valeurs de Bourse, et les Compagnies, pour mettre leur responsabilité à l'abri devront exiger la signature de la femme. Il paraît même, d'ailleurs, que quelques unes, adoptant le système qui vient d'être exposé, vont même plus loin, et refusent d'escompter les arrérages des titres nominatifs appartenant à la femme.

II. *Régime dotal.* La femme mariée sous le régime dotal peut avoir deux espèces de valeurs mobilières. Les valeurs dotales, dont le mari acquiert, tantôt la propriété tantôt la jouissance et l'administration, et les valeurs paraphernales, dont la femme conserve la propriété et l'administration. Nous ne nous occuperons pas ici des valeurs paraphernales, attendu que la femme a sur elles les mêmes droits que sous le régime de séparation de biens, que nous verrons plus loin.

Pour mieux préciser, nous distinguerons les titres qui proviennent directement de la constitution de dot, et ceux qui ont été acquis pendant le mariage, en emploi ou remploi de biens dotaux.

1^o *Titres provenant d'une constitution de dot.*

Si les valeurs mobilières ont été constituées en dot, *avec estimation*, alors le mari en devient propriétaire (art. 1531) ; il en a donc la libre disposition, et il pourra obtenir le transfert des titres nominatifs de la femme sur sa seule signature, pourvu qu'il produise son contrat de mariage. Mais dira-t-on, peut-être, les valeurs mobilières étant cotées à la Bourse, ne sont-elles pas toujours estimées ? nous répondrons que les actions,

obligations et rentes ne doivent pas être regardées comme des choses estimées de plein droit, attendu que leur valeur est essentiellement variable avec le temps et, de ce que cette valeur peut être facilement déterminée au jour du mariage, il ne s'ensuit pas que les parties ont entendu l'estimer définitivement à ce taux, quelles que soient les variations ultérieures.

D'ailleurs il importe peu de connaître si tel titre est coté plus ou moins haut, et si la dot est plus ou moins forte ; mais ce qui est nécessaire, c'est de se rendre compte de l'intention des parties, et de savoir si elles ont voulu que le mari devint propriétaire des titres dotaux. Or pour qu'un pareil fait se produise, il faut que la volonté des parties soit nettement formulée.

Il est donc nécessaire, qu'une estimation formelle soit faite dans le contrat de mariage, pour que l'art. 1551 soit applicable ici.

Si les valeurs mobilières ont été constituées en dot, *sans estimation*, la femme en conserve la propriété, mais le mari en acquiert la jouissance et l'administration. Il s'agit d'examiner quels sont les droits qu'il peut exercer. La jurisprudence est depuis longtemps fixée à ce sujet. D'une part, elle accorde au mari, en sa qualité d'administrateur, le pouvoir d'aliéner les meubles dotaux, et par suite les rentes, actions et obligations qui ont été constituées en dot à la femme ; d'autre part, elle déclare inaliénable l'action en reprise, qui appartient à la femme, et l'hypothèque légale qui la protège. (1)

Nous n'essaierons pas de justifier cette théorie, et nous n'insisterons pas sur les controverses qui se sont élevées à ce sujet, car elles sont trop connues pour que nous ayons besoin de les répéter ici. Mais, en somme, c'est ce système, puisqu'il est admis par la Cour de Cassation, qui doit être suivi en pratique. Nous ferons cependant observer que le transfert des actions de la Banque, ou des rentes sur l'Etat, ne peut s'opérer que par une dé-

(1) Cass. 2 déc. 1846, 13 janvier 1874, etc.

claration du véritable propriétaire, (décret du 16 janvier 1808, art. 4, arrêté du 27 prairial an X, art. 15) et que, par conséquent, il est possible que la Banque et le Trésor fassent des difficultés.

2° Titres acquis en remploi de biens dotaux ou en emploi de sommes dotales.

Plusieurs questions doivent être examinées à ce sujet.

Et d'abord, dans quels cas des titres nominatifs peuvent-ils être acquis en remploi ? La première hypothèse qui se présente à nous, c'est celle qui suppose que les parties ont désigné, dans leur contrat, les valeurs qui devaient servir à l'emploi ou au remploi. Alors il est nécessaire de se conformer rigoureusement aux prescriptions du contrat de mariage. Les actions immobilisées de la Banque de France, peuvent être acquises en remploi toutes les fois que des immeubles pourraient l'être également.

Les sommes, dont le placement ou le remploi en immeubles est prescrit ou autorisé, peuvent aussi être employées en rentes sur l'Etat. Toutefois il ne faut pas que le contrat de mariage contienne de clause contraire.

Mais que deviennent les valeurs mobilières qui sont acquises en remploi ? Doivent-elles être subrogées aux biens qu'elles remplacent ?

Nous croyons qu'elles sont placées dans la même situation que les biens en remplacement desquels elles ont été acquises (1); par exemple, si le bien vendu ne pouvait être aliéné que sous condition de remploi, le titre nominatif qui le remplace ne pourra être aliéné que sous cette même condition. Cette solution est conforme à la nature du remploi qui est, de remplacer un bien, par un autre qui soit, autant que possible, dans les mêmes conditions. De plus, notre système a l'avantage d'interpréter fidèlement la volonté de la femme ; car si celle-ci a voulu, d'un côté, autoriser les actes d'aliéna-

(1) Cass. 9 mars 1870, Sir. 70. I. 285.

tion toutes les fois qu'il y aurait utilité à le faire, elle a voulu, d'un autre côté, prendre des garanties pour la conservation de sa dot, en forçant le mari à faire le remploi du prix du bien aliéné.

Il résulte de ces décisions que le mari doit avoir, sur le titre nominatif acquis en remploi, les mêmes pouvoirs que sur le bien remployé; et qu'il ne peut en disposer que dans les cas prévus, et sous les conditions prescrites par le contrat de mariage.

Pour que le mari ne puisse excéder ses pouvoirs, il faudra inscrire sur le titre nominatif un immatricule indiquant son affectation spéciale.

Cette mesure est prescrite, en ce qui concerne les rentes sur l'Etat, par l'art. 46, 2^e alinéa, de la loi du 2 juillet 1832; et elle doit être étendue, par analogie, aux autres sociétés.

Celles-ci d'ailleurs doivent surveiller le remploi, car elles pourraient être déclarées responsables, si le remploi n'était pas régulièrement fait; c'est ce qui a été décidé, à propos de la Banque de France, par un jugement du Tribunal de la Seine, du 1^{er} août 1836, confirmé par un arrêt de la Cour de Paris, du 2 janvier 1838.

Quant aux titres acquis par suite de l'emploi de sommes dotales, pour fixer les pouvoirs du mari, il faut tenir compte de l'intention qui préside à la stipulation d'emploi. La femme, en obligeant le mari à faire emploi des sommes dotales qui lui adviennent, veut l'empêcher de les dissiper, et prend évidemment une mesure de conservation; on interpréterait donc logiquement la volonté de la femme, en décidant que le mari ne pourra plus aliéner, à son gré, les valeurs mobilières qui seront acquises en emploi de sommes dotales, et que, s'il les aliène, il devra en faire remploi.

III. *Séparation de biens.* La femme séparée de biens a la libre administration de son patrimoine: tel est le principe que nous trouvons formulé dans l'art. 1449,

pour, le cas où la séparation aurait été prononcée par jugement, et que nous devons appliquer également dans l'hypothèse d'une séparation contractuelle. Nous pensons, en effet, quoique on ait voulu distinguer, que la capacité de la femme est identique, soit qu'il y ait séparation de biens contractuelle, soit qu'il y ait séparation judiciaire. Nous devons toutefois faire remarquer ici que la femme dotale qui reprend après séparation de biens, l'administration de sa dot, ne peut l'exercer de la même manière que son mari ; car la jurisprudence, qui permet l'aliénation des meubles dotaux au mari, décide que la dot mobilière reste complètement inaliénable dans les mains de la femme. (1)

Demandons-nous maintenant si, ce cas excepté, la femme séparée peut disposer à titre onéreux de ses titres nominatifs, sans l'autorisation de son mari. Ici, il y a controverse. Dans une première opinion, on invoque les expressions très larges de l'art. 1449, et on admet le pouvoir d'aliéner à titre onéreux les meubles, et par conséquent les rentes, actions et obligations. Dans une autre, on a voulu limiter la portée de l'art. 1449 2° par l'art. 1449 1°, et l'art. 217. D'après ce système, la femme séparée ne pourrait aliéner ses titres nominatifs que pour les besoins de son administration. Cette restriction est admise aujourd'hui par la jurisprudence (2), et, à l'appui de cette doctrine, on peut dire que les rédacteurs du Code ne prévoyaient pas l'importance prise plus tard par les valeurs mobilières, et que leur intention n'était pas de mettre, à la disposition de la femme, des titres qui peuvent représenter presque toute sa fortune.

Néanmoins, d'après l'instruction ministérielle du 12 mai 1819, art. 5 et 6, le Trésor ne peut refuser le transfert de titres nominatifs demandé par une femme

(1) Cass. 4 juillet 1881. Sir. 82 — 1 — 212.

(2) Cass. 30 décembre 1862. Dal. 63 — 1 — 41.

séparée, sans autorisation de son mari. Et les Compagnies ont dû déjà opérer des transferts dans les mêmes conditions. Cependant, lorsque les valeurs ont une certaine importance, les agents de change ne devront se charger de leur vente qu'avec circonspection, car ils pourraient s'exposer à des réclamations qui, suivant les cas, seraient susceptibles d'être admises par les tribunaux.

§ 4. ADMINISTRATEURS DES BIENS D'AUTRUI

Les personnes qui sont chargées de l'administration des biens d'autrui ont leurs pouvoirs fixés, soit par la loi, soit par les statuts des sociétés, dont ils administrent les biens, et nous pouvons dire qu'ayant, en général, la facilité de disposer des meubles, ils peuvent aliéner les titres nominatifs. Mais, en ce qui concerne les rentes, il faut s'en rapporter à l'instruction ministérielle du 1^{er} mai 1819.

Ainsi les curateurs aux successions vacantes et les héritiers bénéficiaires, ne peuvent transférer les rentes sans autorisation judiciaire. Avant la loi du 27 février 1880, ils pouvaient aliéner les rentes de 50 fr. et au dessous, mais cette loi ayant aboli celle de 1806 (24 mars), il s'ensuit que l'autorisation de justice est nécessaire pour toutes les rentes.

Une pareille autorisation est également nécessaire, pour les envoyés en possession provisoire des biens d'un absent, et elle est exigée, non seulement pour les rentes, mais encore pour tous les titres nominatifs (art. 126, Cod. Civ.) Rappelons enfin que les titres appartenant au failli, ne peuvent être transférés par les syndics provisoires ou définitifs, qu'en vertu d'une autorisation du juge-commissaire.

CHAPITRE III

De la conversion des titres mobiliers

Le terme de conversion a, dans la pratique, deux significations distinctes. Ainsi, on entend par conversion de la rente une mesure gouvernementale qui a pour effet de modifier la position du rentier, et peut entraîner la réduction de ses revenus, ou le changement de la nature des rentes dont il est propriétaire. C'est ainsi que, dans le mois d'août 1883, les rentes 5 % ont été converties en rentes 4 1/2 %. Nous en avons dit déjà quelques mots, nous n'y reviendrons pas ici.

La conversion des titres mobiliers est une opération facultative par laquelle les propriétaires échangent leurs titres nominatifs contre des titres au porteur et mixtes, ou réciproquement, suivant la forme du titre qui leur paraît plus avantageuse. Nous allons étudier les règles qui s'appliquent à ces conversions. Nous dirons ensuite quelques mots des remboursements.

SECTION I

Conversion des titres nominatifs en titres au porteur

Pour étudier d'une manière aussi complète que possible la conversion des titres nominatifs en titres au porteur, nous allons examiner successivement : à partir de quel moment on peut convertir les titres nominatifs; quelle est la nature de cette opération; qui peut la faire; et enfin, dans quelles formes elle doit être faite.

§ 1^{er}. A QUEL MOMENT PEUT-ON PROCÉDER
A LA CONVERSION DES TITRES NOMINATIFS

Nous avons vu que les principaux titres nominatifs étaient les rentes, les obligations et les actions. En ce qui concerne les deux premières valeurs, aucune restriction n'est admise ; les propriétaires de rentes et d'obligations peuvent toujours convertir leurs titres, du moins lorsqu'ils sont en possession de tous leurs droits. Il n'en est pas de même des actions. L'art. 3 de la loi du 24 juillet 1867 ne permet la conversion des actions nominatives, que quand toutes les actions ont été libérées de moitié, que les statuts le permettent, et qu'une assemblée générale l'a autorisée. Cet article a soulevé deux questions qui ont été récemment soumises à la jurisprudence. Ce sont les suivantes : 1^o L'actionnaire qui a libéré la totalité de son titre a-t-il le droit d'en obtenir la conversion au porteur, bien que les autres actions ne soient pas régulièrement libérées ? 2^o L'actionnaire qui s'est libéré de moitié peut-il convertir son titre, même avant que toutes les actions soient libérées de moitié ?

Il faut d'abord poser nettement les termes du débat.

En principe, lorsque les statuts ne renferment aucune disposition contraire l'action nominative, ne peut devenir au porteur, qu'après son entière libération. Mais la société peut, par une convention statutaire, décider que cette conversion aura lieu après la libération de moitié. Dans ce dernier cas, l'autorisation est accordée par l'assemblée générale.

Notre première hypothèse est celle-ci : Un actionnaire a libéré la totalité de son titre, peut-il requérir la conversion, bien que toutes les actions ne soient pas libérées, ou qu'elles ne le soient pas toutes de moitié, dans le cas de l'autorisation émanée de l'assemblée générale ?

La question se présente notamment, au sujet des actions correspondant aux apports en nature, parce que le plus souvent ces actions se trouvent libérées après la vérification des mises.

La loi de 1867 semble ne pas avoir prévu ce cas ; en effet, quand on lit attentivement l'art. 3 dans son entier, on peut se convaincre qu'il n'y est pas question des actions libérées, puisque dans son § 2 la loi indique les actionnaires qui peuvent être obligés de libérer leurs actions. Il ne peut donc être question d'actionnaires n'ayant plus rien à libérer. Le silence de la loi sur les actions libérées, a donné lieu à de vives controverses. La grande majorité des auteurs, parmi les plus accrédités, décide que la conversion au porteur ne peut avoir lieu, qu'après la libération de tous les titres, dans leur entier, ou tout au moins pour leur moitié (1). Voici les raisons qu'ils invoquent : La loi, disent-ils, a exigé la libération de toutes les actions pour défendre les sociétés contre les coureurs de primes et les agioteurs. Ce résultat ne serait pas atteint si une partie des titres pouvait être convertie avant la libération des autres. En second lieu, la loi a voulu que les actionnaires complètement libérés, et notamment les auteurs d'apport en nature, fussent intéressés pendant un certain temps à la marche de la société, parce que leurs personnes et leurs noms sont des éléments de crédit dans le public. Il ne faut donc pas leur permettre de s'en désintéresser le lendemain de sa formation ; c'est chose rationnelle qu'ils attendent la libération totale ou partielle des autres titres.

Ces motifs n'ont pas touché la Cour de Paris. Dans un arrêt du 30 janvier 1882 (2), elle a décidé en principe : « que de l'ensemble des dispositions de la loi, il ressort

(1) Journ. des Sociétés, 1882, p. 333. Journ. des Val. Mob. 1882, p. 385.

(2) Journ. des Sociétés, 1882 p. 333.

que les actions sont et demeurent nominatives jusqu'à leur entière libération ; qu'il en résulte que, lorsque la libération est accomplie, rien ne s'oppose à la conversion des titres nominatifs en titres au porteur. » Cette affirmation est un peu sommaire, mais elle semble cependant conforme à la véritable interprétation de la loi.

Dans quel but, en effet, le législateur a-t-il imposé à l'actionnaire l'obligation de garder un titre nominatif jusqu'à la libération, soit complète, soit de moitié ? C'est pour que les créanciers sociaux aient la possibilité de les poursuivre personnellement, jusqu'à complète libération, et qu'ils ne soient pas exposés à trouver devant eux des concessionnaires insolvable. Or cette raison n'existe plus, quand tous les versements ont eu lieu, puisque l'ancien souscripteur ne doit plus rien. Il n'y a donc aucun intérêt à le contraindre à garder son titre.

On a dit encore, que c'étaient le crédit personnel et le nom des auteurs d'apports en nature, qui avaient pu déterminer certains actionnaires à souscrire, que par conséquent il était contraire à la loi, de permettre à ces fondateurs de se désintéresser de la société. Mais la loi ne dit rien de cela : c'est donc lui prêter gratuitement une intention qu'elle n'a pas ; et si tel avait été son but elle aurait défendu de donner aux fondateurs des actions entièrement libérées. Sans doute, il est fâcheux de voir certains individus fonder une société, s'adjuger un certain nombre d'actions libérées, puis, aussitôt la société constituée, convertir leurs titres nominatifs en titres au porteur, pour pouvoir s'en débarrasser ; mais c'est là, plutôt une conséquence de ce que les actions d'apport et les actions souscrites sont mises sur la même ligne, qu'un résultat de la conversion des actions nominatives.

L'agiotage pourra certainement être favorisé par cette décision, mais à côté nous avons aussi, comme contrepartie, la spéculation légitime qui s'alimente par la

circulation facile des titres. Or la loi a limité les obstacles. Elle ne s'est pas contenté d'admettre, comme règle générale, qu'un titre nominatif complètement libéré pouvait être converti en titre au porteur ; elle a voulu aller plus loin, et elle a permis la conversion du titre même lorsqu'il n'était libéré que de moitié, mais sous certaines conditions.

Parmi ces conditions, faut-il compter la libération de tous les titres ? en un mot, lorsqu'il a été stipulé par les statuts d'une société, que les actions pourraient être mises au porteur, après avoir été libérées de moitié, n'est-il pas permis à un actionnaire libéré de moitié d'obtenir la conversion avant que toutes les autres actions soient libérées dans une proportion égale ? C'est là notre seconde hypothèse.

Ici nous déciderons la négative, d'accord en cela avec la pluralité des auteurs et la jurisprudence (1). Et notre décision n'a rien de contradictoire avec l'opinion que nous venons d'émettre sur la première question. Car ici nous sommes en présence d'une faveur et d'une exception au droit commun. La règle est que toute action nominative doit être complètement libérée pour être convertie. Il a paru sans inconvénient d'y déroger quand les statuts sociaux le permettaient ; mais on y a mis comme condition qu'il fallait que la moitié du capital social fut encaissée. La loi a voulu concilier l'intérêt des actionnaires et celui des tiers ; elle a offert une garantie à ces derniers en leur donnant la certitude, lorsqu'ils veulent acheter des titres non libérés d'une société, que cette société est assise sur des bases sérieuses, et qu'elle peut s'appuyer sur un capital social réalisé de moitié.

D'ailleurs, il résulte du texte de la loi de 1867 (art. 3), que c'est seulement après la libération de moitié que

(1) Cass. 21 juillet 1879. Sir. 80 — 1 — 5.
Paris 18 février 1881, Journ. Val. Mob. 1882, p. 65. Cass. 8 août 1882. Sir. 83 — 1 — 491. Boistel, p. 180.

peut intervenir la décision de l'assemblée générale ; et dans les travaux préparatoires on a dit, que cette délibération attesterait que la moitié du capital a été réellement versée.

Il n'en est pas de même des actionnaires complètement libérés ; ceux-là ne réclament aucune faveur ; ils restent dans la règle.

La conversion de leurs titres ne compromet en rien la réalisation du capital social, puisqu'ils n'ont rien à verser.

Il est donc impossible d'assimiler nos deux hypothèses, et nous persisterons dans chacune de nos deux solutions.

§ 2. NATURE DE LA CONVERSION DU TITRE NOMINATIF EN TITRE AU PORTEUR

Nous venons de voir à quel moment on peut convertir ses titres nominatifs ; il nous faut maintenant examiner une question qui, suivant le sens dans lequel on la résout, peut entraîner de graves conséquences. En effet, si l'on considère la conversion du titre nominatif en titre au porteur, comme un simple acte d'administration, tous les administrateurs des biens d'autrui pourront convertir les titres nominatifs ; si on veut y voir un acte d'aliénation, pour convertir au porteur, il faudra en principe avoir la capacité de disposer.

Nous n'hésitons pas à décider que c'est un acte d'aliénation. En effet, si le propriétaire du titre conserve toujours, contre la société, le même droit et les mêmes avantages ; il n'en est pas moins vrai que son droit a subi une transformation radicale. Avant la conversion, il était personnel, et il fallait, pour qu'il y ait désaisissement, qu'il passât de la personne désignée à une autre personne également déterminée. Après la conversion, le droit du porteur ne résulte plus que du fait de sa possession, et il y a en quelque sorte, par avance,

une aliénation anticipée au profit de tout tiers mis en possession du titre. Cet acte, du reste, n'entraîne-t-il pas toutes les conséquences d'une aliénation ?

Ainsi, lorsque le mari aura transformé les titres nominatifs de sa femme en titres au porteur, qui l'empêchera de les donner ou d'en dissiper le produit ? Si la femme veut revendiquer ses titres, elle se heurtera au principe : « en fait de meubles, possession vaut titre », et se trouvera par conséquent dépouillée, malgré les précautions qu'elle avait pu prendre en inscrivant ses titres à son nom. Et ce que nous disons de la femme, nous pouvons le dire de tous les incapables. Donc la conversion doit être regardée comme une aliénation, ou tout au moins comme un acte dépassant les pouvoirs d'un administrateur,

C'est bien ainsi que l'opération a été envisagée par le législateur.

L'ordonnance du 29 avril 1831 et la loi du 18 juin 1864 contiennent des dispositions à ce sujet. L'ordonnance de 1831 (art. 1) décide, que la conversion des rentes nominatives en rentes au porteur ne peut être admise pour les inscriptions appartenant à des incapables. Et la loi de 1864, relative à la conversion des titres nominatifs en titres mixtes, décide que, pour faire cette conversion, il faut avoir la pleine et entière disposition de ses rentes ; et cependant le titre mixte laisse subsister la forme nominative. Enfin, en soumettant cette opération à l'impôt de transmission, le législateur a manifesté la volonté de la traiter comme un acte d'aliénation (art. 8. loi du 23 juin 1857).

Malgré ces graves considérations, la jurisprudence et les auteurs les plus compétents refusaient d'assimiler la conversion à une aliénation, et ne voulaient y voir qu'une modification dans la forme des éléments qui composent un patrimoine. (1)

(1) Cass. 4 août 1873. Sirey 73—1—441, 19 juin 1876. Droit du 2 juillet 76.

Mais aujourd'hui le doute n'est plus possible, depuis que la loi du 27 février 1880 a décidé, dans son art. 10 que : « la conversion de tous titres nominatifs en titres au porteur devait être soumise aux mêmes conditions et formalités que l'aliénation. » Cette loi ne s'applique, il est vrai, qu'aux mineurs, mais elle s'exprime d'une manière générale et les meilleures raisons doivent conduire à l'appliquer par analogie.

D'ailleurs la jurisprudence, depuis cette loi, n'hésite pas à considérer la conversion comme un acte d'aliénation. (1)

Cependant nous devons dire que M. Buchère, dont la compétence dans ces matières est très grande, décide que tant que d'autres dispositions législatives n'auront pas été promulguées, la loi du 27 février 1880 doit s'appliquer seulement aux personnes en vue desquelles elle a été faite; il engage toutefois les compagnies à se montrer plus sévères vis-à-vis des curateurs et administrateurs. (2)

§ 3 QUI PEUT FAIRE LA CONVERSION DU TITRE NOMINATIF EN TITRE AU PORTEUR

De ce que nous venons de décider au paragraphe précédent, il résulte que pour pouvoir convertir les titres nominatifs en titres aux porteurs, il faut avoir la capacité de les aliéner. Nous n'avons donc qu'à rappeler, en quelques mots, ce que nous avons dit à propos de l'aliénation des titres nominatifs appartenant aux incapables, pour faire connaître les personnes qui peuvent convertir ces titres.

Lorsque le tuteur d'un mineur ou d'un interdit veut convertir des titres nominatifs en titres au porteur, il doit se soumettre aux mêmes règles que pour l'aliénation

(1) Trib. de Lyon 19 juil. 1881. conf. par Cour de Lyon 20 janv. 1882. *Jour. des Val. Mobil.* 1882, p. 112.

(2) *Traité des Valeurs Mobilière*, n° 830.

(loi du 27 février 1880) c'est-à-dire que jusqu'à 1500 fr. en capital, l'autorisation du conseil de famille lui suffit, mais qu'au delà de ce chiffre l'homologation du tribunal est nécessaire.

Le mineur émancipé est également soumis aux mêmes règles ; et l'individu pourvu d'un conseil judiciaire ne peut agir seul.

Jusqu'ici les auteurs sont à peu près d'accord, mais ils se divisent lorsqu'il s'agit de la femme mariée. Fidèle au système exposé précédemment, nous refuserons au mari seul, lorsqu'il n'a que l'administration des biens de sa femme, le droit de transformer les titres nominatifs en titres au porteur. Mais lorsque la femme est séparée de biens, nous avons pensé, qu'en présence des termes formels de l'art. 1449, les compagnies ne pouvaient se refuser au transfert ; nous dirons donc que la femme séparée peut faire seule la conversion de ses titres.

D'ailleurs, ce n'est guère qu'au sujet de la femme, que les auteurs sont divisés. Car, pour les administrateurs des biens de personnes morales, même les auteurs qui ne veulent voir dans la conversion qu'un acte d'administration, leur refusent le droit de conversion. Ainsi M. Buchère examinant successivement les droits et les pouvoirs de l'héritier bénéficiaire, des administrateurs d'établissements publics, des curateurs de successions vacantes et des envoyés en possession provisoire, dit que, toutes ces personnes ne peuvent procéder à la conversion des titres nominatifs, et que cette solution n'est pas en contradiction avec le système qui regarde la conversion comme un acte d'administration car : « n'ayant que la gestion de certains biens, ils ne peuvent être considérés comme en étant propriétaires, ni agir en cette qualité, comme le font les tuteurs dans les actes où ils représentent leurs pupilles. » (1) Mais ce n'est pas là un motif suffisant, car s'ils n'ont pas les pouvoirs du tuteur ils ont du moins le droit de faire les actes d'ad-

(1) Buchère. Traité des Opérations de Bourse n° 648.

ministration, or la conversion en est un d'après M. Buchère.

D'ailleurs, nous dirons en terminant que les sociétés se sont toujours montrées aussi difficiles pour la conversion des titres que pour leur transfert, et c'est avec raison.

§ 4. DES FORMALITÉS DE LA CONVERSION (1)

Lorsqu'une personne veut convertir ses titres nominatifs en titres au porteur, elle doit remplir un bordereau qui lui est donné par la société dont elle possède les titres. Ce bordereau est daté et signé par le requérant qui fait précéder sa signature des mots : « bon pour conversion et transfert ». La signature doit être certifiée par un officier ministériel, agent de change ou notaire.

Le requérant autorise l'annulation du titre nominatif en signant sur le certificat une déclaration qui sert de décharge à la compagnie. Cette signature doit également être certifiée.

Le bordereau de conversion et le certificat ainsi remplis sont déposés à la compagnie, qui vérifie si ces deux pièces sont régulières, et s'assure que le certificat nominatif présenté à la conversion ne contient aucun numéro de titre frappé d'opposition.

Ces formalités remplies la compagnie délivre un récépissé, après que les droits de transmission ont été payés. Au jour indiqué par le récépissé, le requérant n'a qu'à se présenter aux guichets de la compagnie, et ses nouveaux titres lui seront délivrés contre décharge.

Quant à la conversion des rentes nominatives en rentes au porteur, elle est régie par l'ordonnance du 29 avril 1831, qui s'exprime ainsi : « le propriétaire de l'inscription de rente nominative, devra la déposer au Trésor public, accompagnée d'une déclaration de transfert, dans la forme ordinaire, signée de lui et certifiée

(1) Voir Bailliot. Guide pratique des Transferts, p. 30 et s.

par un agent de change (art. 2); il devra de plus indiquer le nombre et la quotité d'inscriptions au porteur qu'il désire, en ayant soin de ne pas demander de coupures au-dessous de 2 fr. (1) Les coupures demandées seront remises le surlendemain du dépôt. »

Telle est la marche suivie généralement pour la conversion au porteur, mais il peut se rencontrer des cas plus compliqués, lorsqu'on se trouve, par exemple, en face d'incapables. Les formalités étant les mêmes que celles des transferts, nous renvoyons à ce que nous avons dit à ce sujet.

SECTION II

Conversion des titres au porteur en titres nominatifs

Celui qui veut avoir un titre nominatif en échange de titres au porteur doit remplir un bordereau de conversion qui, entre autres indications, fait connaître les noms et prénoms du futur titulaire. Le plus souvent, cette indication suffit ; mais il arrive quelquefois que le nouveau titre doit contenir des mentions spéciales, parce que celui au nom de qui l'inscription est prise n'est pas entièrement maître de ses droits ; par exemple, c'est un mineur, un interdit ou une femme mariée sous le régime dotal. Dans ces cas, certaines compagnies, la compagnie d'Orléans, par exemple, exigent la signature des représentants des incapables et la communication des pièces visées dans le libellé. D'autres, comme les compagnies du Nord et de l'Est, ne demandent pas cette communication.

La conversion des rentes au porteur est réglée par l'art. 181 de l'ordonnance du 31 mai 1838.

Aucune capacité spéciale n'est exigée de celui qui demande la conversion du titre au porteur en titre nominatif.

(1) Loi du 27 avril 1883.

Avant de terminer sur ce sujet, il faut mentionner ici que dans certains cas la conversion du titre au porteur en titre nominatif peut être forcée. Ainsi, l'art. 5 de la loi du 27 février 1880 porte que : « le tuteur devra, dans les trois mois qui suivront l'ouverture de la tutelle, convertir en titres nominatifs les titres au porteur appartenant au mineur ou à l'interdit, et dont le conseil de famille n'aurait pas jugé l'aliénation nécessaire ou utile. Il devra également convertir en titres nominatifs les titres au porteur qui adviendraient au mineur ou à l'interdit, de quelque manière que ce fût, et ce dans le délai de trois mois à partir de l'attribution définitive ou de la mise en possession de ces valeurs. Le conseil de famille pourra fixer pour la conversion un terme plus long. »

Cette disposition complète heureusement l'art. 1^{er} de la même loi et met ainsi le tuteur dans l'impossibilité de disposer des valeurs mobilières de son pupille, sans l'autorisation du conseil de famille.

Le père, qui est à la fois tuteur de son enfant et usufruitier de ses biens, est-il soumis à la nécessité de la conversion des titres au porteur en titres nominatifs ? Il faut décider que oui, car l'art. 6 de la loi de 1880 est absolu et s'étend à tout tuteur sans exception. (1) Cette loi, il est vrai, ne s'applique pas au père administrateur et ne porte aucune atteinte à sa jouissance légale ; et rien n'est plus juste, car la mère peut protéger son enfant. Mais il n'en est plus de même, lorsque l'un des deux époux est décédé ; l'époux survivant est seul en face de son enfant, et l'ouverture de la succession de l'époux prédécédé fait naître entre eux une contrariété d'intérêts ; il est donc juste que l'enfant soit protégé. C'est pourquoi la loi n'a pas distingué entre le tuteur légal et le tuteur datif ; et là où la loi n'a pas établi de distinction, nous ne devons pas en établir non plus.

(1) Cour de Douai, 24 juin 1881, Journ. des Val. Mob. 1883, p. 78.

SECTION III

De la Conversion des Titres mixtes en titres nominatifs ou au porteur et réciproquement

Les titres mixtes portant l'indication du nom du titulaire, leur conversion en titres nominatifs, ou réciproquement, ne change pas les droits du propriétaire et peut, à notre avis, être assimilée à un transfert de forme. Si l'on veut, au contraire, convertir ces titres en titres au porteur, ou réciproquement, il faut appliquer les règles exposées dans les deux sections précédentes. D'ailleurs, ces titres ne sont pas nombreux, et, à notre connaissance, la compagnie du chemin de fer de Lyon et la Ville de Paris sont les seules qui, en dehors de l'Etat, aient émis des titres de cette espèce.

Cependant, en ce qui concerne les rentes, nous devons rappeler ici le décret du 18 juin 1864, qui a créé des inscriptions mixtes et qui décide que : « ces titres ne pourront être délivrés qu'aux rentiers ayant la pleine et entière disposition de leurs inscriptions. » Mais il ne faut voir là qu'une décision spéciale aux rentes sur l'Etat.

APPENDICE

Des Remboursements

Nous avons déjà dit que, chaque année, les compagnies et certaines sociétés tiraient au sort un certain nombre de leurs titres, pour amortir le capital de leurs actions et de leurs obligations ; l'opération qui a pour but de faire payer à un titulaire le capital de l'action ou de l'obligation sortie au tirage prend le nom de remboursement.

Nous rappellerons que ce remboursement peut quelquefois avoir lieu avec lots ou primes.

Il est toujours facile, pour un propriétaire de titres nominatifs de savoir s'il a des titres sortis, car les journaux d'annonces légales et des affiches particulières publient les numéros des titres amortis. De plus, à l'échéance qui suit le tirage au sort, la compagnie refuse de payer les arrérages des titres sortis et frappe le certificat nominatif de l'estampille : « titres remboursables. »

Le remboursement peut s'appliquer à tous les titres compris sur un certificat nominatif ou à une partie seulement.

Les formalités nécessitées par le remboursement ne diffèrent pas essentiellement de celles qui sont exigées pour les conversions du titre nominatif en titre au porteur, et l'opération qui se passe dans les bureaux de la compagnie est à peu près la même. Mais pour la capacité on est moins sévère, car recevoir le rembour-

sement d'un titre constitue un acte d'administration, puisqu'on ne peut pas le refuser. Aussi, en général, permettons-nous aux administrateurs des biens d'autrui, à moins de dispositions législatives contraires, de recevoir le remboursement des titres qui appartiennent à leurs administrés.

Nous aurons ainsi fini d'examiner les modes d'aliénation des titres nominatifs, et les règles qui doivent leur être appliquées. Nous allons voir maintenant les différents droits qui peuvent porter sur eux.

TROISIEME PARTIE

DES DROITS POUVANT EXISTER SUR LES TITRES NOMINATIFS

Un titre nominatif, comme un titre au porteur, peut être grevé de tous les droits susceptibles d'atteindre les valeurs mobilières, soit par suite de contrats, tels que : le gage ou le dépôt, soit par la constitution d'un usufruit.

Nous allons examiner successivement tous ces droits ; toutefois nous commencerons par le droit le plus essentiel et qui prime tous les autres, c'est-à-dire le droit de propriété.

CHAPITRE I^{er}

De la Propriété des Titres nominatifs

Nous supposons le droit du titulaire absolument incontestable. Il s'agira alors de déterminer, quels sont les avantages qui dérivent pour lui de ce droit de propriété, et quelle est sa situation, en cas de perte ou de vol de son titre. De là, une subdivision toute naturelle de notre chapitre, en 2 parties : 1^o quels sont, en général, les droits du propriétaire d'un titre nominatif ; 2^o quelle est sa situation, lorsqu'il est dépossédé par suite du vol ou de la perte de son titre.

§ 1^{er} DROITS GÉNÉRAUX DU PROPRIÉTAIRE D'UN TITRE
NOMINATIF

En principe, le propriétaire d'un titre nominatif a tous les droits reconnus par la loi à un propriétaire ordinaire. Il suffit de rappeler ici l'ancienne formule : *jus utendi, fruendi, abutendi*, que le législateur a consignée dans l'art. 544 du Code Civil : « le droit de jouir et de disposer de la chose de la manière la plus absolue pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par la loi ou les règlements. »

Le droit de disposition est incontestable, et le propriétaire peut vendre son titre, le donner, le léguer, l'aliéner par tous les moyens possibles. Mais, s'il est vrai que le propriétaire peut aliéner son titre en entier, il est également constant qu'il peut ne disposer que d'une partie et, aliéner l'usufruit seulement, en conservant la nue-propriété.

On peut se demander cependant si ce droit absolu ne comporte pas une certaine limite. Ainsi, le propriétaire d'un titre nominatif de valeurs à lots ou à primes, pourrait-il disposer seulement du droit au lot ou à la prime ? N'y aurait-il pas là une violation de la loi du 21 mai 1836 ?

Les tribunaux ont toujours décidé avec raison, selon nous, que c'était une fraude à la loi, et que la nullité d'une pareille convention était absolue, attendu que si une compagnie financière pouvait être autorisée à distribuer des lots ou primes, cette exception ne devait profiter qu'à la compagnie elle-même, et qu'il n'était pas permis d'isoler, les chances de prime ou de lot, des titres mêmes auxquels elles étaient attachées (1).

Outre le *jus utendi* et *abutendi*, le propriétaire a encore le *jus fruendi*, c'est-à-dire que tous les produits et fruits de la chose lui appartiennent ; cela s'entend des

(1) Cass. 10 février, 24 mars et 4 mai 1866. Sirey, 66 — 1 — 66.

dividendes et intérêts d'actions et obligations, de même que des primes de remboursement et des lots échus, quoique nous ne considérions pas les lots et primes comme des fruits.

Tous ces droits sont généraux, et s'appliquent à toute espèce de valeurs mobilières. Mais nous avons vu qu'il fallait distinguer trois grandes espèces de titres nominatifs : les rentes, les actions et les obligations.

Les propriétaires de ces titres ont chacun des droits particuliers.

Ainsi, les propriétaires de rentes sur l'Etat français n'ont droit qu'à des arrérages, et ne peuvent exiger le remboursement de leur capital ; mais ils jouissent de certains droits privilégiés, dont nous avons parlé dans la première partie de cette thèse ; leurs rentes sont insaisissables, etc., etc.

Les actionnaires ont droit, en général, au partage des bénéfices annuels, et à une part du fonds social, lors de la dissolution de la société. Ils jouissent aussi de quelques privilèges spéciaux : ainsi ils peuvent prendre part aux assemblées générales et être nommés administrateurs de la société. Mais ils doivent supporter les dettes de la société, dans la limite de leurs apports, et ne peuvent partager le fonds social que quand toutes les obligations ont été remboursées.

Les obligataires sont créanciers de la société ; ils ont droit à l'intérêt fixe annuel de l'argent versé, quels que soient les bénéfices ou les pertes de la société. Ils n'ont aucun droit aux bénéfices sociaux, mais ils peuvent obtenir le remboursement de leur créance, avec prime, et quelquefois avec lot. En cas de dissolution de la société, ils sont payés avant les actionnaires.

§ 2. SITUATION DU PROPRIÉTAIRE D'UN TITRE NOMINATIF, DÉPOSSÉDÉ DE SON TITRE.

Lorsque un meuble est perdu, il ne peut, en principe, être revendiqué, « en fait de meubles, possession vaut

titre » : dit l'art. 2,279 (Code civil). Mais cette règle, ne s'applique pas aux titres nominatifs, car leur circulation n'est pas plus rapide et plus répétée que celle des immeubles, et la propriété étant constatée par écrit, le fait de les avoir entre les mains n'est pas suffisant pour être réputé propriétaire.

Lorsque le titulaire d'un titre nominatif se trouve dépossédé de son titre, soit par suite de vol, soit par suite de perte ou de destruction, son premier devoir est de faire opposition au paiement des arrérages. Mais cette démarche ne lui suffit pas ; car s'il peut empêcher les tiers de toucher des revenus qui ne leur sont pas dûs, il est de son côté dans l'impossibilité de toucher les intérêts auxquels il a droit, puisque ces intérêts ne sont payés que lorsque le titre est représenté.

Aussi est-il de toute nécessité qu'il se procure un duplicata du titre qu'il a perdu.

En ce qui concerne les rentes sur l'Etat, les démarches sont réglées par le décret du 3 messidor an XII.

Les rentiers qui ont perdu leur extrait d'inscriptions, en font la déclaration devant le maire de la commune de leur domicile. Cette déclaration doit être faite sur timbre (loi du 12 brumaire an VII), en présence de deux témoins qui constatent l'individualité du déclarant. Elle est assujettie au droit fixe d'enregistrement d'un franc.

La signature des maires (à l'exception de ceux de Paris), doit être légalisée par le préfet ou sous-préfet.

La dite déclaration est rapportée au Trésor ; après en avoir fait constater la régularité, le ministre autorise le directeur du Grand-Livre, à débiter le compte, de l'inscription perdue, et à la porter sur un nouveau compte, par un transfert de forme ; il est remis au réclamant un extrait original de l'inscription du nouveau compte.

Lorsque le titre nominatif égaré est celui d'une société industrielle, ou d'une Compagnie de chemin de fer, les démarches à faire diffèrent de forme suivant les

sociétés ; mais il en est quelques-unes qui sont essentielles et qui sont exigées partout : c'est pourquoi, il nous suffira d'exposer celles qui sont demandées par la Compagnie de Paris-Lyon-Méditerranée (1).

« En cas de perte d'un titre nominatif, le propriétaire du titre perdu peut réclamer la délivrance d'un duplicata, en remplissant les formalités suivantes : il doit faire notifier à la Compagnie la perte de son titre, par acte extrajudiciaire contenant ses noms, prénoms et domicile, tels qu'ils sont inscrits sur le titre perdu, la nature des valeurs et le numéro du certificat perdu.

Cette notification de perte vaut, entre les mains de la compagnie, opposition sur le titre primitif. Elle devra être insérée dans deux journaux d'annonces légales de Paris. Trois mois après, le propriétaire du titre perdu pourra demander la délivrance d'un duplicata. Il devra faire attester son identité par un agent de change ou un notaire de Paris. Le certificat nouveau sera alors délivré au titulaire, mais moyennant caution, soit réelle, soit personnelle, ou déclaration du réclamant portant qu'il s'interdit d'aliéner, de transférer, ou de convertir le duplicata pendant trois années, et qu'il consent à ce que cette interdiction soit mentionnée sur le titre. Le nouveau titre délivré portera la mention : « par duplicata. »

En prenant ces précautions la compagnie n'encourt aucune responsabilité ; mais il n'en serait pas de même si le titre perdu était transmissible par endossement. Dans ce cas la société pourrait craindre une réclamation ultérieure, et elle n'est pas tenue de délivrer un duplicata, même en vertu de décisions judiciaires, à moins que le titulaire du titre perdu ou détruit ne fournisse une garantie suffisante pour assurer le paiement intégral de la valeur du titre.

(1) Voir Galland, Code des Transferts, p. 334.

CHAPITRE II

De l'Usufruit des Titres nominatifs

§ 1^{er}. NOTIONS GÉNÉRALES

La propriété n'est pas le seul droit réel que l'on puisse avoir sur les titres nominatifs; ils sont susceptibles, comme tous les autres objets mobiliers, d'être soumis au droit d'usufruit. « L'usufruit, dit l'article 578, est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à charge d'en conserver la substance. »

Lorsqu'un titre nominatif est soumis à l'usufruit, il doit être remis à l'usufruitier, et mention de l'usufruit est faite sur le titre.

L'usufruit peut être établi au profit d'une seule ou de plusieurs personnes conjointement ou successivement. Il peut-être à vie ou à temps, ou bien soumis à une certaine condition. Enfin, on peut également stipuler qu'il sera incessible et insaisissable. Toutes ces circonstances particulières doivent être inscrites sur le titre. On rencontre souvent aussi la mention suivante: « Le nu-propriétaire dispense la compagnie de surveiller l'existence de l'usufruitier. » Cette mention n'est mise sur le titre qu'après l'accomplissement de certaines formalités, et la dispense doit être écrite sur papier timbré et signée du nu-propriétaire. Lorsque la dispense a été accordée la compagnie paie les arrérages sur la seule présentation du titre; dans le cas contraire, il faut que l'usufruitier produise un certificat de vie. Malgré la dis-

pense de surveillance, certaines compagnies mettent encore sur les titres la mention : « arrérages inescomptables. » Pour bien comprendre ce que signifie cette mention, il est nécessaire de donner quelques notions sur l'escompte tel qu'il est pratiqué par les sociétés industrielles, et en particulier par les compagnies de chemins de fer.

Les sociétés financières payent généralement les intérêts de leurs titres deux fois par an ; régulièrement elles ne sont dans l'obligation de les payer qu'à partir du jour de l'échéance. Mais pour venir en aide à leurs actionnaires et obligataires, qui peuvent désirer toucher leurs intérêts avant le jour où ils sont légitimement dûs, ou pour éviter les encombrements causés par la foule qui assiège les guichets les jours qui suivent l'échéance, certaines sociétés consentent à escompter les arrérages qu'elles doivent : c'est-à-dire qu'elles payent les intérêts des titres, plusieurs jours, où plusieurs mois avant le temps où ils sont dûs. Donc mettre sur un titre « arrérages inescomptables : » cela veut dire simplement que la société refuse d'en avancer les intérêts et cette inscription doit être regardée comme une mesure de précaution prise par la compagnie, pour éviter les difficultés qui pourraient être soulevées si l'usufruitier venait à décéder, entre le jour de l'escompte et celui de l'échéance ; car le nu-propriétaire ayant droit aux intérêts, à partir du jour où l'usufruitier est mort, pourrait venir réclamer à la compagnie les intérêts qu'elle a payés indûment. Mais l'usufruitier serait parfaitement libre d'aller escompter les arrérages de ses titres chez un changeur, aux risques et périls de ce dernier. En un mot, il faut dire que la Compagnie ne veut pas escompter les arrérages, mais que d'autres personnes peuvent le faire.

L'usufruit comporte des droits et des devoirs de la part du nu-propriétaire vis-à-vis de l'usufruitier, et réciproquement.

§ 2. DROITS ET DEVOIRS DE L'USUFRUITIER

L'usufruitier a entré les mains le titre nominatif ; il a, nous dit l'art. 582, le droit de jouir de toutes espèces de fruits naturels, industriels ou civils, que peut produire l'objet soumis à usufruit. Les arrérages des obligations et les intérêts et dividendes des actions industrielles, quoiqu'on en ait dit, doivent être considérés comme des fruits civils, car ils se rapprochent plus des termes de l'art. 584, que de l'art. 583. Ils doivent donc être réputés acquis, jour par jour, et appartenir à l'usufruitier à proportion de la durée de son usufruit. Cependant si d'après les statuts de la société une portion de dividende était mise de côté, chaque année, pour constituer un fonds de réserve, l'usufruitier n'aurait rien à réclamer, car il est soumis, comme le nu-propriétaire, aux obligations résultant des statuts. Il doit jouir de son titre, comme le précédent propriétaire en jouissait, et supporter toutes les charges que celui-ci supportait. Et on peut le comparer à celui dont l'usufruit est grevé d'une rente viagère, et qui doit quelquefois payer des arrérages supérieurs aux intérêts qu'il touche. Lorsque le fonds de réserve dépasse la somme fixée par les statuts, et que l'excédent en est distribuée aux actionnaires, l'usufruitier a droit aux revenus de cet excédent. (1)

Que faut-il décider, vis-à-vis de l'usufruitier, pour le cas où l'un, ou quelques-uns des titres nominatifs viendraient à remboursement pendant l'usufruit ? Ne peut-on pas dire que la substance de la chose est changée, et que l'usufruit est éteint ? Evidemment non, car il est dans la nature des obligations d'être remboursées, et cette éventualité a dû se présenter à l'esprit des parties, lors de la convention.

Cependant, le droit de l'usufruitier est transformé, car ce n'est plus un titre dont il a l'usufruit, mais une somme

(1) Buchère, *Traité des Val. Mob*, p. 213. Paris, 27 avril 1827. Sir. col. nouv. 8 — 2 — 3.

d'argent, et il peut en disposer comme bon lui semble, sauf à en rendre une pareille à la fin de l'usufruit ; c'est-à-dire qu'il en a le quasi-usufruit.

Mais la plupart du temps, comme les obligations industrielles ont été émises au-dessous du taux de remboursement, il s'ensuit que, lorsque l'obligation vient à sortir, elle a droit à une prime. L'usufruitier y peut-il prétendre ? Il faut décider que ces primes de remboursement forment, non pas des fruits, mais un surcroît du capital qui appartient au nu-propriétaire (1). Sans doute l'usufruitier en aura la jouissance, de même qu'il a droit à la jouissance des augmentations d'un immeuble accru par alluvion, mais il devra à la fin de l'usufruit rendre en entier la somme remboursée. Car, si le Code accorde l'alluvion au nu-propriétaire, c'est que cet accroissement n'est pas un fruit. Ici, il en est de même ; la différence entre le prix de l'achat ordinaire et le taux de remboursement, n'est pas un fruit, mais constitue un accroissement normal du capital, qui résulte de la nature même du titre, et qui a dû entrer dans les prévisions des parties.

Quelques obligations nominatives, celles du Crédit foncier, par exemple, peuvent donner droit, outre la prime de remboursement, à des lots considérables attribués par le sort. Devons-nous dire que ces lots, de même que les primes, forment un accroissement du capital ?

M. Buchère (2) a prévu cette hypothèse, et se prononce sans hésiter pour la négative. « Ces lots, dit-il, ne peuvent être considérés comme un accessoire du titre grevé d'usufruit, ils ne font point partie du revenu, et appartiennent au nu-propriétaire. Leur réalisation n'est pas un simple accroissement de la valeur objet de l'usufruit. Ils doivent être assimilés au trésor découvert dans

(1). Trib. de Villefranche, 8 déc. 82. Sirey. 83-2-163. Cass. 16 mai 77. Sirey 78-1-5.

(2). Valeurs mobilières, p. 254.

l'immeuble, ou aux produits d'une exploitation non encore commencée et ouverte pendant la durée de l'usufruit, qui sont aux termes de l'art. 598 réservés au nu-propiétaire. Le capital de ces lots devrait donc être versé immédiatement au nu-propiétaire, et l'usufruitier ne pourrait toucher que le capital de l'obligation remboursée. »

Cette solution, malgré l'autorité de son auteur ne doit pas être admise. Il faut d'abord écarter l'assimilation que l'on veut établir avec le trésor ; car la découverte d'un trésor est due au hasard. Ici, au contraire, l'acheteur d'une obligation sait bien qu'il pourra gagner un lot, et c'est même le plus souvent l'espoir de ce gain qui lui fait acquérir le titre. De même, on ne peut trouver d'analogie avec l'ouverture d'une carrière, dont parle l'art. 598 ; car cette carrière n'étant pas ouverte n'a pu être comprise dans la constitution d'usufruit. Ici, au contraire, l'usufruit porte sur le titre nominatif, tel qu'il était dans les mains du précédent propriétaire. Or il comprenait la chance de toucher des lots ou des primes, et priver l'usufruitier de cette chance serait altérer la substance de l'usufruit ; ce qu'on ne doit pas faire.

D'ailleurs, le lot est uniquement composé de retenues faites à chaque échéance sur les intérêts ; c'est une espèce de fonds de réserve, et il nous semble que l'on peut parfaitement assimiler le lot à la prime de remboursement, et décider que l'usufruitier en aura la jouissance, et le nu-propiétaire le capital. On peut encore invoquer un autre argument d'analogie. Supposons un immeuble soumis à un usufruit et qui est assuré ; l'usufruitier paie les primes. Un sinistre survient, l'indemnité sera-t-elle attribuée en totalité soit à l'usufruitier qui a payé les primes, soit au nu-propiétaire dont l'immeuble a péri ? La doctrine et la jurisprudence sont à peu près unanimes pour décider, que l'usufruitier a seulement l'usufruit de l'indemnité, comme il avait

l'usufruit de l'immeuble ; les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire se reportent sur l'indemnité. L'analogie entre les deux cas, est facile à saisir ; dans l'un comme dans l'autre, il y a substitution d'un capital argent à la chose sur laquelle portait l'usufruit ; dans l'un comme dans l'autre, il y a une certaine diminution de la jouissance destinée à produire la prime ou l'indemnité. Pourquoi ne pas appliquer, à notre cas, une solution acceptée presque unanimement par les auteurs et la jurisprudence. (1)

Mais comment l'usufruitier prendra-t-il jouissance des lots ou de la prime, ainsi que du capital du titre remboursé ? Possesseur du titre, pourrait-il se présenter seul, et obtenir le paiement sans le concours du nu-propriétaire ? La question ne fait pas de doute, lorsqu'il s'agit de titre nominatif, puisque pour faire subir un changement quelconque au titre, le concours du nu-propriétaire est nécessaire ; et les compagnies de chemin de fer exigent ou la présence, ou l'autorisation du nu-propriétaire.

Mais lorsqu'il s'agit d'une action, une nouvelle question se pose. On sait, que même après son remboursement, elle donne le droit de prendre part aux bénéfices de la société ; d'action de capital elle devient action de jouissance. Dans ce cas, l'usufruitier aura-t-il droit aux revenus de cette action de jouissance ? Il faut décider que oui ; en effet, avant le remboursement, l'usufruitier jouissait de deux espèces de revenu, les intérêts afférant à l'action, d'un côté, et les dividendes, de l'autre. Après le remboursement, il n'a plus droit aux intérêts, puisqu'il a en sa possession la somme même dont l'action n'était que la représentation ; mais pourquoi ne pas lui permettre de toucher les dividendes attachés à l'action de jouissance ?

Faire le contraire, ce serait rendre sa position plus

(1) Alauzet, Assurances, t. 1, n° 141 — Cass. 20 décembre 59. Sir. 60 — 1 — 24.

fâcheuse après le remboursement qu'avant, et nous ne voyons pas de motif à invoquer pour décider ainsi.

L'usufruitier peut-il seul convertir les titres nominatifs en titres au porteur? Autrefois, ceux qui considéraient la conversion comme un simple acte d'administration, auraient pu en douter, mais depuis la loi du 27 février 1880, le doute n'est plus permis, et la conversion ne saurait être opérée, sur la seule demande de l'usufruitier, sans le concours du nu-propriétaire. C'est ce qu'a décidé la Cour de Lyon, le 20 janvier 1882 (1). On ne saurait admettre davantage le transport en titres nominatifs immatriculés au nom de l'usufruitier seul, puisque une semblable mesure constituerait, au profit de ce dernier, un titre de propriété totale.

§ 3. DROITS ET DEVOIRS DU NU-PROPRIÉTAIRE

Le nu-propriétaire d'un titre nominatif n'a pas de dangers à courir, car l'usufruitier ne peut l'aliéner ou même le modifier sans son consentement; il n'a qu'une seule chose à craindre, c'est que les héritiers de l'usufruitier ne touchent encore les intérêts du titre, après la mort de leur auteur, dans le cas où la compagnie est dispensée de surveiller l'existence de l'usufruitier. Et même cet événement sera très rare, car le nu-propriétaire et l'usufruitier sont le plus souvent en rapports suivis l'un avec l'autre.

En vertu des art. 600 et 601 du Code civil, le nu-propriétaire peut exiger que l'usufruitier fasse dresser un inventaire, et fournisse caution. De même, si les titres viennent à être volés, perdus ou détruits, il doit être averti de ces faits par l'usufruitier, et si celui-ci oubliait cette dénonciation, il pourrait être déclaré responsable de tout le dommage qui résulterait de son omission. C'est également l'usufruitier qui doit faire les démarches

(1). Journ. des Val. Mobil. 1882, p. 412.

et signifier les oppositions nécessitées par la perte du titre.

Le principal droit du nu-propriétaire est de pouvoir vendre sa nu-propriété, et ceci sans l'autorisation de l'usufruitier.

L'art. 6 du décret du 14 ventose, an VII, règle les droits du nu-propriétaire, relativement aux rentes sur l'Etat : « il ne pourra, dit-il, réclamer d'extrait d'inscription, ses droits étant suffisamment établis et garantis par la mention faite sur le Grand-Livre ; mais s'il veut disposer de cette nue propriété, il doit en faire la déclaration devant un juge de paix ou un notaire. Cette déclaration doit être signifiée au conservateur des oppositions, visée par le liquidateur de la trésorerie, et portée par le directeur du grand-livre sur le livre des nues propriétés. »

Pour les autres titres, la vente pourrait avoir lieu par acte notarié avec signification au siège de la société. Il pourrait quelquefois être utile de compléter cette notification, par une mention de transfert sur les registres de la compagnie, lorsque les statuts de la société prescrivent un transfert de cette nature. (1)

Le nu-propriétaire pourrait-il, si l'usufruit portait sur des actions non libérées, être forcé de faire les versements exigibles, de manière à éviter à l'usufruitier les déchéances prononcées par les statuts, et qui peuvent entraîner une diminution de dividendes ?

Nous déciderons qu'il ne doit pas être contraint de faire les versements, de même qu'on ne pourrait le forcer de faire de grosses réparations à l'immeuble soumis à usufruit. Il reste libre de choisir, entre ces versements, et les déchéances qui les sanctionnent. Peut-être en effet, vaut-il mieux, lorsque la société est mauvaise et se trouve en péril, perdre ce qui est déjà versé, que de s'exposer en outre à perdre en plus ce qu'on ver-

(1) Bnchère, Valeurs Mobilières, p. 215.

serait encore. Toutefois l'usufruitier peut faire si bon lui semble, l'avance de ces versements, et le propriétaire lui en tiendra compte à la fin de l'usufruit, car il ne peut s'enrichir aux dépens de l'usufruitier (art. 612, par analogie).

CHAPITRE III

Du Gage

Il arrive souvent qu'un propriétaire de valeurs nominatives, pressé par le besoin d'argent, et ne voulant pas vendre dans un moment où la réalisation lui serait préjudiciable, emprunte à des capitalistes, en leur remettant ses titres. C'est là un contrat de gage. Ce contrat est régi, tantôt par la loi civile, tantôt par la loi commerciale ; nous allons voir ces deux espèces de gage, puis nous dirons quelques mots de la saisie.

§ I^{er}. DU GAGE CIVIL

Lorsque le gage est purement civil, c'est-à-dire qu'il n'est constitué, ni par un commerçant, ni pour un acte de commerce, et qu'il porte sur des titres nominatifs, il faut observer les prescriptions des art. 2075 et suivants du Code civil ; c'est-à-dire que le privilège ne sera établi, par rapport aux tiers, que par acte public, ou sous seings-privés enregistré et signifié au débiteur de la créance donnée en gage. De plus les titres donnés en nantissement devront être remis entre les mains du créancier gagiste ou d'un tiers. Mais, comme la réalisation du gage pourrait entraîner certaines difficultés à cause du transfert, il arrive souvent, dans la pratique, que l'on agit autrement.

Le titre est transféré régulièrement au nom du créancier gagiste, de façon que celui-ci peut réaliser facilement, s'il n'est pas payé à l'échéance, Puis les parties,

par un acte public ou sous seing-privé, reconnaissent que le débiteur est resté propriétaire de ses titres.

Mais cette manière de procéder pourrait avoir des inconvénients ; car si le créancier gagiste vient à décéder ou à être déclaré en faillite, les titres pourront être considérés comme lui appartenant, et les tribunaux ne voudront pas voir de gage là où les formalités exigées par la loi n'ont pas été remplies.

Nous avons dit plus haut que, d'après l'art. 2075 du Code civil, le contrat de gage devait être signifié à la compagnie débitrice. Cependant comme le transfert ne peut s'opérer sans le concours du titulaire, on a voulu voir dans l'inscription de ce transfert sur les registres de la compagnie un moyen de suppléer à la signification, puisqu'il ne pouvait pas être ignoré par la compagnie. Mais cette décision est très contestable, car lorsque la loi prescrit certaines formes spéciales pour établir un privilège, il n'est pas permis de s'en affranchir ; aussi déciderons-nous que le seul mode légal, pour assurer au gage tous ses effets, est la signification de l'acte de nantissement au gérant de la société.

§ 2. DU GAGE COMMERCIAL

Le Code civil, dans l'art. 2084, avait renvoyé la législation du gage commercial aux règles du Code de commerce. Mais celui-ci n'en disait presque rien, aussi se demandait-on si les règles du droit civil devaient être appliquées au gage commercial. Certaines faveurs avaient été faites à la Banque de France, au Crédit foncier, et à quelques autres établissements privilégiés. Mais on reconnaissait la nécessité d'une réglementation du gage commercial ; la loi du 23 mai 1863 incorporée dans le Code de Commerce. art. 91 à 93, est venue réaliser ce désir.

Cette loi décide (art. 91, n° 3) que : « à l'égard des ac-

tions, des parts d'intérêts et obligations nominatives des sociétés financières, industrielles, commerciales ou civiles, dont la transmission s'opère par un transfert sur les registres de la société, le gage peut également être établi par un transfert à titre de garantie, inscrit sur les dits registres. »

Si les statuts de la société n'admettaient pas ce transfert en garantie, on aurait recours au moyen que nous indiquions pour le gage civil, c'est-à-dire, qu'on ferait un transfert pur et simple, et que les parties rédigeraient ensuite un écrit pour constater que c'est seulement à titre de garantie. (1)

Le 8^e alinéa de l'art. 91, (Code de commerce), permet aussi tout autre mode de constatation de l'engagement du titre nominatif, et il renvoie au 1^{er} alinéa du même article, en disant que le gage peut *également* être établi (2).

Nous en tirerons deux conclusions : la première, c'est que la constitution du gage pourra être prouvée par tous les moyens admis dans l'art. 109 du Code de commerce ; la deuxième, c'est que ces modes de preuves de l'art. 109, serviront à constater le gage, non seulement entre les parties, mais même à l'égard des tiers, (art. 91 al. 1^{er}). Cette dernière conclusion peut paraître exorbitante du droit commun, mais elle s'explique facilement.

« En effet, dit M. Boistel, (3) le motif des rigueurs du droit civil, c'est la crainte qu'un débiteur ne remette des objets à de faux créanciers gagistes, pour les soustraire aux poursuites de ses créanciers chirographaires. Mais on a fait remarquer que les ventes feintes causeraient le même dommage à ces créanciers, et qu'on ne doit pas être plus sévère pour le gage, que pour la vente. »

(1) Boistel, n^o 492.

(2) Paris, 28 novembre 1878, D. 79 — 2 — 153.

(3) **Précis de droit commercial**, n^o 489.

Quand on donne en gage des actions de sociétés qui admettent le transfert en garantie, il faut remplir les mêmes formalités que pour le transfert ordinaire, mais le libellé du titre n'est plus le même, et l'inscription portée sur le certificat nominatif mentionnera que les titres sont donnés en gage, par X. à X. pour le prêt consenti par acte du..., signifié par exploit de...

Mais la loi de 1863 contient encore d'autres modifications au sujet des droits du créancier. A défaut de paiement à l'échéance, le créancier (art. 93, Cod. com.) peut, huit jours après une simple signification faite au débiteur et au tiers bailleur de gage, faire procéder à cette vente par le ministère d'un agent de change. La Banque de France et le Crédit Foncier peuvent même faire vendre le gage qu'elles ont entre les mains, le lendemain même de l'échéance, et sans sommation.

Donc, en résumé, le gage constitué en valeurs mobilières, reste soumis au Code civil, toutes les fois qu'il a pour objet une opération purement civile ; dans le cas contraire, il est régi par la loi du 23 mai 1863. Il est bon de remarquer en terminant que l'art. 91 ne parle pas des fonds publics français, cependant la commission nommée pour examiner le projet de loi, les avait compris dans un amendement ; mais cet amendement fut repoussé par le Conseil d'Etat. Il faut donc se soumettre aux formes du droit commun, si le gage porte sur des titres de cette nature. (1)

§ 3. DE LA SAISIE

Les valeurs nominatives, comme tous les autres biens sont le gage commun des créanciers de leur propriétaire, Ces créanciers peuvent donc les saisir et les faire vendre pour s'en partager le prix. Mais dans quelles formes ?

Le Code de procédure civile, ne pouvait prévoir l'importance que prendraient nos titres, c'est pourquoi il

(1) Buchère, Traité des Valeurs Mobilières, p. 225.

est resté muet sur la procédure à suivre pour arriver à la saisie, et à la vente forcée de ces titres. Cependant, en 1842, lors de la discussion de la loi du 24 mai, sur la saisie des rentes constituées, un amendement fut présenté dans le but de déclarer la loi applicable aux valeurs industrielles. Mais l'amendement fut rejeté à cause des différences qui séparent ces valeurs. Le garde des sceaux reconnut qu'il y avait là une lacune dans notre législation, et promit de proposer une loi sur ce sujet. Cette promesse n'a pas été tenue, mais il n'en reste pas moins incontestable que la loi de 1842 ne régit pas les valeurs industrielles.

Les titres que le créancier veut saisir, peuvent se trouver soit chez le débiteur, soit chez un tiers. La saisie à faire chez le débiteur est la *saisie exécution* ; celle que l'on peut pratiquer chez un tiers est la *saisie arrêt*.

La saisie exécution peut porter sur les meubles incorporels du débiteur, comme sur ses meubles corporels. Mais en pratique, elle ne sera guère possible. L'huissier qui saisit doit observer certaines règles ; ainsi, d'après l'art. 591 du Code civil, il ne peut faire de perquisition dans les papiers du saisi.

Il faudrait donc supposer l'hypothèse peu pratique où l'officier ministériel trouverait les titres nominatifs, sans qu'on puisse lui reprocher de les avoir découverts par des moyens contraires à ses devoirs professionnels. Dans ce cas les tribunaux appelés à valider la saisie statueraient à l'égard de ces valeurs, et pourraient en ordonner la vente, soit par un agent de change, soit par un notaire.

Le mode de procéder le plus praticable est celui d'une *saisie-arrêt* ou opposition, faite par le créancier au siège de l'établissement débiteur de manière à empêcher le transfert des valeurs et à suspendre le paiement des arrérages. Cependant, il faudrait bien se garder de croire que ce second moyen sera toujours facile à employer, car pour pouvoir former une *saisie-arrêt*, il

faut connaître les titres du débiteur, et il ne sera pas toujours facile de les découvrir. Néanmoins, certains actes, tels que : inventaire, liquidation, transfert, peuvent amener à cette découverte. Et nous ferons remarquer ici, que ce n'est pas seulement la nature ou l'espèce de valeurs mobilières qu'il importe au créancier de connaître, mais qu'il lui faut encore savoir les numéros d'ordre de ces titres, car les compagnies peuvent exiger que ces numéros soient indiqués sur l'opposition. Ces formalités une fois remplies, le transfert des valeurs saisies, ne pourra plus avoir lieu, et les revenus ne seront plus payés. Mais il faudra ensuite faire valider la saisie par le tribunal. Une discussion s'était élevée sur le point de savoir par qui devait être faite la vente des valeurs saisies, lorsqu'elle était ordonnée par le tribunal. Mais nous avons vu, précédemment, que les juges décidaient le mode de vente d'après l'intérêt des parties.

Jusqu'ici nous n'avons parlé que des valeurs industrielles en général ; nous devons rappeler maintenant qu'aucune opposition n'est possible sur les titres de rentes sur l'Etat, depuis la loi du 8 nivôse an VI (art. 4). Les actions de la Banque sont soumises aux mêmes règles que les autres actions industrielles, cependant, si elles ont été constituées en majorat, elles ne pourront être saisies, puisque les revenus d'un majorat sont insaisissables, et si elles sont immobilisées, on devra avertir les créanciers hypothécaires.

Pour les autres actions, les oppositions signifiées au gouverneur de la Banque seront reçues et visées sur l'original par le chef du bureau des actions. Elles seront mentionnées sur le registre des transferts et inscrites sur un double registre tenu à cet effet, l'un par le chef du bureau des actions, l'autre par le contrôleur : les copies seront visées par le contrôleur, (Rég. 2 septembre 1830.) (1)

(1) A Buchère. Val. Mob. p. 121.

Enfin nous rappellerons que, par une faveur exceptionnelle, les obligations du Crédit foncier sont insaisissables, en vertu de l'art. 18, du décret organique de 1852.

CHAPITRE IV

Du Dépôt

Il y a deux espèces de dépôts, dit l'art. 1916 : le dépôt proprement dit et le séquestre. Le premier ne se rencontre pas aussi souvent, pour les titres nominatifs, que pour les titres au porteur ; car les dangers qui résultent de la perte ou du vol d'un titre nominatif sont moins grands que pour le titre au porteur.

Cependant il peut se faire que, soit par suite d'un long voyage, soit pour toute autre cause, on désire confier ses valeurs aux soins et à la vigilance d'un ami ou d'un banquier.

De même, lorsqu'on veut toucher les intérêts des titres, il faut les déposer dans les bureaux de la compagnie débitrice. Dans tous ces différents cas, les règles édictées par le Code civil concernant les devoirs et les obligations des dépositaires devront être suivies ; elles seront observées la plupart du temps, car ce qui est à craindre pour les titres au porteur, l'aliénation, n'est pas à redouter lorsqu'il s'agit de titres nominatifs, puisque ceux-ci ne peuvent être aliénés que par le propriétaire nominal, ou en vertu de sa procuration. Il faudrait donc que le dépositaire commit un faux pour pouvoir les vendre.

Malgré les termes de l'art. 1917, on se trouve souvent en présence de dépositaires qui auront stipulé un salaire pour la garde du dépôt.

C'est ce qui arrive, notamment pour la Banque de

France, qui prend toujours un droit de garde annuel (0.10 cent. par 25 fr. de rente, etc. (1)

Dans ce cas, nous devrons appliquer plus rigoureusement les règles relatives aux obligations du dépositaire (art. 1928).

Du dépôt proprement dit, la loi rapproche le séquestre, qui consiste dans la remise d'une chose litigieuse entre les mains du tiers.

Le séquestre, (art. 1955), est conventionnel ou judiciaire. Le séquestre conventionnel sera soumis aux règles du droit commun ; on pourra même faire mettre les titres au nom du dépositaire chargé du séquestre. Mais lorsque le séquestre est judiciaire, la loi du 28 juillet 1875, a réglé les conditions à remplir et la marche à suivre. Dans tous les cas où la consignation est prescrite, soit par une disposition de la loi ou un règlement soit par une décision judiciaire ou administrative, les titres de valeurs mobilières sous forme nominative ou au porteur, doivent être déposés à la caisse des dépôts et consignations.

Il en est de même des titres et valeurs trouvés dans les successions lorsque les parties intéressées, ou l'une d'elles en font la demande. Un décret du 15 décembre 1875, a réglementé les formalités de cette consignation, et a décidé qu'elle devait être effectuée, comme les dépôts de numéraire (2).

La Banque de France et le Crédit foncier sont les établissements publics qui reçoivent le plus de dépôts. Ils consentent même à faire des avances sur certains des titres déposés ; dans ce cas, les règles que nous avons données plus haut, à propos du gage, doivent être appliquées.

(1) Voir le tarif dans Buchère, Val. Mob. Appendice p. 781.

(2) Voy. ce décret dans Buchère, op. cit. Supplément p. 792

CHAPITRE V

Du Prêt et des autres Contrats

Les titres nominatifs peuvent faire l'objet des mêmes contrats que toutes les autres valeurs mobilières ; cependant leur forme, qui empêche de les aliéner facilement ne leur permet pas de se prêter commodément à toutes sortes de conventions. Ainsi, sans doute, ils pourront faire l'objet d'un commodat ou d'un prêt de consommation ; mais dans le premier cas, nous ne voyons pas quelle pourrait-être l'utilité pratique d'un pareil contrat ; peut-être un changeur, pour attirer des clients, les exposerait-il dans sa vitrine, *ad pompam et ostentationem* ; et même, dans ce cas, les titres au porteur seraient préférables pour lui. De même, pour arriver à une hypothèse pratique du prêt de consommation, il faudrait supposer que le titulaire des certificats nominatifs qui a remis ses titres, à charge d'en recevoir plus tard de semblables, a pris le soin de remettre à l'emprunteur une procuration lui permettant d'aliéner les titres.

Dans tous les cas, lorsque les titres nominatifs feront l'objet d'un contrat quelconque, il faudra leur appliquer les dispositions du droit commun ; et nous ne connaissons pas de règles qui leur soient spéciales, en dehors de celles que nous avons fait connaître dans les chapitres précédents. D'ailleurs, nous rappellerons que les valeurs nominatives sont employées, la plupart du temps, par des personnes qui veulent trouver un emploi sûr et sérieux de leur argent, aussi ces propriétaires, une fois

leur fortune placée dans telle ou telle valeur, ne chercheront pas un intérêt exorbitant, et ils conserveront en portefeuille les titres qu'ils ont acquis, et par conséquent ils n'auront jamais recours à ces contrats. qui permettent aux agioteurs de s'enrichir facilement et de se ruiner plus facilement encore. La forme nominative est donc la meilleure et la plus sûre pour eux. S'ils changent d'avis, et s'ils veulent spéculer, le plus commode pour eux serait alors de commencer par mettre leurs titres au porteur.

Maintenant que nous avons parcouru à peu près toutes les règles spéciales aux titres nominatifs, il ne sera pas inutile, avant de terminer cette étude, d'examiner les différents impôts qui frappent nos titres. C'est ce que nous allons essayer de faire dans un rapide exposé.

APPENDICE

Des Impôts applicables aux titres nominatifs

Les actions et obligations des sociétés financières et industrielles, avaient peu d'importance à la fin du siècle dernier ; aussi elles n'attirèrent point l'attention des rédacteurs de nos lois fiscales, déterminant les droits à percevoir, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux. On aurait peut-être pu leur appliquer l'art. 12 de la loi du 13 brumaire an VII, qui soumet au timbre de dimension « tous actes et écritures, extraits, copies ou expéditions pouvant faire titre et être produits pour obligation, décharge, etc. » Mais, la Cour de Cassation avait décidé que l'art. 69 § 2, n° 6 de la loi du 22 frimaire an VII, leur était seul applicable et que les cessions d'actions ne pouvaient, dans aucun cas, être soumises à un autre droit que celui de 0,50 centimes par 100 fr.

Aujourd'hui, il n'en est plus de même. De nombreuses lois ont été faites pour établir des impôts spéciaux sur nos titres. Ces impôts sont au nombre de trois : ce sont les droits de timbre et de transmission, et l'impôt sur le revenu.

§ I^{er}. DU TIMBRE

Les rentes sur l'Etat sont exemptes de cet impôt. Pour les autres titres, il a été établi par la loi du 14 juin 1830. Voici les articles qui y sont relatifs :

ART. 14 — « Chaque titre ou certificat d'action, dans une société, compagnie ou entreprise quelconque, financière, commerciale, industrielle ou civile, que

l'action soit d'une somme fixe ou d'une quotité, qu'elle soit libérée ou non libérée, émis à partir du 1^{er} janvier 1851, sera assujetti au timbre proportionnel de 50 cent. par 100 fr. du capital nominal, pour les sociétés, compagnies ou entreprises, dont la durée dépassera dix années. »

« A défaut de capital nominal, le droit se calculera sur le capital réel, dont la valeur sera déterminée d'après les règles établies par les lois sur l'enregistrement.

« L'avance en sera faite par la compagnie, quels que soient les statuts. »

« La perception de ce droit proportionnel suivra les sommes et valeurs, de 20 fr. en 20 fr. inclusivement et sans fractions. »

ART. 16 — « Les titres ou certificats d'actions seront tirés d'un registre à souche ; le timbre sera apposé sur la souche et le talon. »

« Le dépositaire du registre sera tenu de le communiquer aux préposés de l'enregistrement, selon le mode prescrit par l'art. 54 de la loi du 22 frimaire an VII, et sous les peines y énoncées. »

ART. 17 — « Le titre ou certificat d'action délivré par suite de transfert ou de renouvellement, sera timbré à l'extraordinaire ou visé pour timbre gratis, si le titre ou certificat primitif a été timbré. »

Tous ces articles ne sont relatifs qu'aux actions, nous allons voir maintenant ceux qui regardent les obligations.

ART. 27 — « Les titres d'obligations souscrits, à compter du 1^{er} janvier 1851, par les départements, communes, établissements publics, et compagnies, sous quelque dénomination que ce soit, dont la cession, pour être parfaite, à l'égard des tiers, n'est pas soumise aux dispositions de l'art. 1690 du Code civil, seront assujettis au timbre proportionnel de 10 0/0 du montant du titre. »

« L'avance en sera faite par les communes, départements, établissements publics et compagnies. »

« La perception du droit suivra les sommes et valeurs de 20 fr. en 20 fr. inclusivement et sans fractions. »

Il résulte de tout cela, que la compagnie est responsable de l'acquittement des droits, et la loi la punit, en cas de contravention, d'une amende de 12 0/0, s'il s'agit d'une action, et de 10 0/0, s'il s'agit d'une obligation. Les agents de change, qui ont concouru à la cession ou au transfert d'un titre non timbré, sont également passibles d'une amende de 10 0/0 du montant du titre.

L'article 17 prévoit le cas où les titres sont renouvelés, par suite de détérioration ou de cession, et, dans tous ces cas, il les affranchit du droit de timbre. Mais il n'en serait pas de même si la société, constituée pour une durée n'excédant pas 10 années, était prorogée par un acte de renouvellement ; ces actions seraient de nouveau soumises à la formalité du timbre (art. 26.)

Nous avons vu que la société devait le droit de timbre dès sa formation ; le premier capital versé se trouve ainsi diminué de suite, ce qui peut constituer la société en péril ; aussi le législateur, cherchant à obvier à ces difficultés, a permis aux sociétés de contracter, avec l'Etat, un abonnement pour toute la durée de la société. Cet abonnement est de 0 fr. 05, par 100 francs, sur le capital nominal du titre.

En ce qui concerne les actions l'abonnement ne sera plus dû, lorsque les sociétés auront été mises en liquidation, ou qu'elles auront laissé passé deux ans sans payer ni dividendes ni intérêts, mais seulement tant qu'il n'y aura pas de répartition de dividendes ou de paiements d'intérêts (art. 24). Mais cet abonnement une fois pris est irrévocable, et continue à être exigible sur chaque titre, et jusqu'à la fin de la société, nonobstant la réduction du capital social ultérieurement prononcée par l'assemblée générale des actionnaires. (1) De même, lorsque certaines actions sont amorties, la

(1) Cass, 14 mars 1881, Journ. des Val. Mob. 1882, p. 114.

société ne peut réclamer de diminution de son abonnement, proportionnelle au nombre de titres amortis (1) ; car le droit de timbre est acquis au Trésor dès le jour de l'émission des actions, et l'abonnement est toujours dû tel qu'il a été fixé ce jour-là.

L'abonnement des obligations diffère de celui des actions, car l'obligation, quoique devant, en principe, durer moins longtemps que l'action, survit néanmoins à la dissolution de la société, comme créance nominale.

C'est donc intentionnellement que le législateur n'a pas déclaré l'art. 24 applicable aux titres d'obligations. et nous devons en conclure, qu'à l'égard de ces titres l'abonnement est dû, même par une société en liquidation ou faillite, jusqu'à l'annulation ou le remboursement des obligations,

C'est d'ailleurs ce qu'a décidé la Cour de Cassation, Chambres réunies, dans trois arrêts rendus en 1877 sur les conclusions de M. le Procureur général de Raynal (2). Avant de terminer ce que nous avons à dire sur l'impôt du timbre, nous devons mentionner un décret du 27 juillet 1850 qui a déterminé les formalités à remplir pour l'application du timbre sur les titres, abonnés ou non. Toute contravention à ce décret est passible d'une amende de 50 francs.

La prescription relative aux droits de timbre, sur les actions ou obligations, est la prescription biennale (3)

§ 2. DROITS DE TRANSMISSION

L'art. 15 de la loi de 1850 portait, qu'au moyen du droit de timbre qui était établi, la cession des titres serait exempte de toute taxe de transmission, et de toute formalité d'enregistrement. Mais il en a été, de

(1) Cass. 21 novembre 79. Sir. 80 — 1 — 229.

(2) Sir. 78 — 1 — 225.

(3) Cass. 17 février, 66. Dal. 66. — 1 — 121.

cet article, comme de tous ceux qui promettent de ne pas créer de nouvelles charges; son existence fut courte, et, dès 1837, il était aboli. Une loi du 23 juin de cette année, complétée par un décret réglementaire du 18 juillet suivant, avait fixé l'impôt de transmission à 20 0/0, non de la valeur nominale, mais du prix de la négociation; c'est-à-dire qu'il variait suivant que la valeur était cotée haut ou bas. Ce droit était dû pour les titres nominatifs seuls.

Le taux de cet impôt a été modifié à la suite de la désastreuse guerre de 1870, à cause des nécessités budgétaires. La loi du 16 septembre 1871, art. 11, l'a porté à 0 fr. 50 c. par 100 fr. plus le décime.

Une loi du 30 mars 1872 décida que ces droits seraient perçus sur la valeur négociée, déduction faite des sommes non versées, pour les titres non libérés. Cette disposition est encore en vigueur aujourd'hui. Enfin, une loi du 29 juin 1872 a fixé définitivement les droits de mutation, à 0 fr. 50 c., décimes compris, pour les titres nominatifs. Mais cette réduction n'est qu'une compensation, pour une taxe générale sur le revenu des valeurs mobilières établie par la même loi, et dont nous reparlerons plus loin.

Les droits de transmission créés par la loi de 1857 n'atteignaient pas les obligations des communes et des départements; car, l'art. 8 de cette loi ne les mentionnait pas, et par conséquent les exemptait implicitement de cet impôt. Mais, la loi du 16 septembre 1871, par son article 11, a fait cesser cette distinction, et aujourd'hui aucun titre nominatif n'en est exempt.

La loi de 1857, malgré les modifications qui y ont été apportées, est encore la base de la perception des droits de transmission, et c'est encore à elle qu'il faut se reporter, pour se rendre compte de l'intention du législateur. Ainsi, comme elle ne reproduit pas l'art. 24 de la loi de 1850, qui dispense les sociétés de payer l'abonnement, lorsqu'elles sont en liquidation ou en

faillite, il faut décider que les droits de transmission seront dûs, tant que les titres d'actions n'auront pas été annulés, ou que la liquidation n'aura pas été close (1).

D'un autre côté, il résulte des art. 6 et 7 de cette même loi, de 1857, que les titres nominatifs dont la transmission ne peut s'opérer que par un transfert sur les registres de la société, sont seuls soumis au droit de transmission ; pour les autres, ils sont soumis au même impôt que les titres au porteur, et passibles d'une taxe annuelle de 0,20 c. par 100 francs. Par suite, les titres cessibles par voie d'endossement, ne doivent payer que la taxe annuelle (2). Il faut décider de même lorsque les statuts n'ont pas réglé le mode de transfert des actions nominatives. (3).

L'impôt de transmission n'est pas dû, pour les transferts de forme, ni pour les transferts de garantie, puisque ceux-ci n'opèrent pas de véritables transmissions de propriété ; mais il est dû, pour la conversion des titres nominatifs en titres au porteur, et réciproquement. Dans ce cas, il est calculé sur le cours moyen du jour.

Les rentes sur l'Etat sont dispensées du paiement de ces droits de transmission. Cette exemption remonte à la loi du 9 vendémiaire an VI, qui réduisit la dette publique au tiers du montant des rentes représentées par les inscriptions et qui, pour pallier un peu l'odieux de cette mesure décida, dans son art. 98, que : « le tiers de la dette publique, consenti en inscriptions, serait déclaré exempt de toute retenue présente et future ». En 1850 on essaya de frapper les rentes d'un droit de 0,05 centimes par 100 francs, mais la loi fut rejetée, et aujourd'hui encore les rentes ne payent aucun droit de transmission.

Lorsqu'il s'agit de transfert à titre gratuit ou de trans-

(1) Cass. Chamb. réunies, 27 Déc. 1877. Sir. 78. — 1 — 225.

(2) Cass. 2 fév. 1863. Dall. 63 — 1 — 51.

(3) Cass. 15 mars 1870. Dall. 70 — 1 — 409.

mission par décès, ce n'est plus un droit de 0,50 centimes par 100 francs qui est dû, mais bien un droit de mutation, qui varie suivant le degré de parenté des parties, et l'acte qui intervient. Mais ces droits ne sont pas particuliers aux titres nominatifs ; ils frappent toutes les valeurs mobilières. Les rentes elles-mêmes y sont soumises depuis la loi du 18 mai 1850. Pour parvenir à la perception de ces droits, nous avons vu que le Trésor ainsi que les sociétés ne consentaient au transfert qu'après la présentation des quittances constatant que les droits avaient été payés. Pour les droits de transmission, il n'en est pas de même ; ce sont les sociétés elles-mêmes qui les font payer au moment des transferts. Elles en sont responsables devant l'Etat, et doivent les acquitter chaque trimestre :

§ 3. IMPÔT SUR LE REVENU

Indépendamment des droits de timbre et de transmission, les valeurs mobilières sont encore soumises à un impôt de 30/0 du revenu. Cet impôt a été établi par la loi du 27 juin 1872. Le montant en est avancé au Trésor par les sociétés, départements, etc., qui en font la retenue sur le paiement des coupons ou arrérages.

Cet impôt a été étendu, par la loi du 21 juin 1875, aux lots et primes de remboursement payés aux porteurs d'obligations et autres titres d'emprunts. La valeur imposable est déterminée par la perception de la taxe, savoir : pour les lots, par le montant même du lot, en monnaie française ; pour les primes, par la différence entre la somme remboursée et le taux d'émission des emprunts. (1)

Si les titres avaient été émis à des époques différentes et si le taux d'émission avait varié, la taxe serait déterminée par une moyenne établie en divisant le montant brut de l'emprunt total, par le nombre de titres qui y correspondent, ou par un capital formé de vingt-cinq

(1) Loi du 21 juin 1875, art. 5.

fois l'intérêt annuel stipulé au profit du porteur des titres.

Le décret du 13 décembre 1875 fixe d'ailleurs les règles qui doivent être appliquées.

On avait hésité sur le point de savoir quelle était la prescription applicable à cet impôt. Un récent arrêt de Cassation, du 18 avril 1883, (1) a fixé la jurisprudence en cette matière et a décidé que : « en l'absence d'une disposition soit directe, soit indirecte, dans la loi du 15 juin 1872, touchant la prescription ou la déchéance, l'action du fisc, en réclamation de la taxe de 3 0/0, était régie par le droit commun, la prescription biennale de la loi du 22 frimaire an VII, étant exclusivement applicable en matière d'enregistrement. »

C'est donc la prescription trentenaire édictée par l'art. 2262 du Code Civil qui est seule applicable ici.

Cet impôt sur le revenu est un impôt nouveau ; il a produit de bons résultats et, malgré quelques résistances, il est entré dans nos mœurs.

Si nous n'avons pas parlé jusqu'ici des impôts qui frappent les valeurs étrangères, c'est qu'il est très-rare de rencontrer ces valeurs sous la forme nominative. D'ailleurs, sauf quelques légères dissemblances, les valeurs étrangères sont soumises aujourd'hui aux mêmes impôts que les valeurs françaises. Les différences que l'on peut remarquer, entre les unes et les autres, sont relatives : aux droits de timbre établis d'une façon spéciale sur les titres étrangers, par le décret du 25 mai 1872 ; aux droits de transmission qui frappent d'une manière uniforme tous les titres étrangers, sans distinguer s'ils sont nominatifs ou au porteur ; enfin, aux droits sur les revenus, dont sont exempts les fonds d'Etat étrangers.

Ainsi les valeurs étrangères, sont soumises aux mêmes impôts que les valeurs françaises. Mais, disons-

(1) Journ. Val. Mob. 1883, p. 290.

le en terminant, ces dernières seront toujours plus recherchées, car elles offrent plus de sécurité et d'avenir.

POSITIONS

DROIT ROMAIN

I. Le contrat *litteris* se formait par une double mention sur le *Codex*, l'une à la colonne de l'*acceptum*, l'autre à celle de l'*expensum*.

II. Le contrat *litteris* ne pouvait opérer novation.

III. L'*expensilatio* ne suppose pas nécessairement une obligation préexistante.

IV. Les *chirographa* et les *syngraphæ* n'étaient que des écrits probatoires et ne servaient pas à former véritablement le contrat *litteris*.

V. Il n'y a pas, sous Justinien, de véritable contrat *litteris*.

VI. La corréalité pouvait être créée par *expensilatio* comme par contrat verbal.

DROIT FRANÇAIS

DROIT CIVIL

I. Les actions immobilisées de la Banque de France conservent leur caractère immobilier, même lorsqu'elles ont été aliénées par leur propriétaire.

II. Dans les ventes de titres nominatifs, le transfert produit le même effet que la signification au débiteur dans les cessions de créances.

III. Le mari ne peut aliéner seul les titres nominatifs qui appartiennent en propre à sa femme.

IV. La conversion des titres nominatifs en titres au porteur doit être regardée comme un acte d'aliénation et non comme un simple acte d'administration.

V. Lorsqu'un titre nominatif soumis à l'usufruit est remboursé avec prime ou lot, l'usufruit porte désormais sur le capital et sur la prime ou le lot.

VI. Lorsqu'il y a lieu de faire un versement sur un titre non libéré soumis à l'usufruit, le nu-propriétaire ne peut être forcé de faire ce versement.

DROIT COMMERCIAL

I. En matière de faillite, le dessaisissement ne frappe pas les rentes sur l'Etat.

II. Dans les sociétés anonymes, les actionnaires ne sont plus personnellement obligés au versement de ce qui reste dû sur leurs actions, lorsqu'il s'est écoulé deux ans depuis le vote de l'assemblée générale permettant la conversion des actions nominatives en actions au porteur.

III. La cession de titres nominatifs peut être réalisée, de gré à gré, en dehors de la Bourse et sans le concours des agents de change. (Le transfert des rentes ne pourra cependant être opéré sans la certification par l'agent de change de l'identité des parties.)

IV. La nullité des négociations faites sans l'entremise des agents de change est absolue et peut être invoquée par toute personne qui y a intérêt.

V. Lorsqu'une action est entièrement libérée, son propriétaire peut la convertir en action au porteur bien que les autres actions ne soient pas libérées.

DROIT COUTUMIER

I. La règle : « *en fait de meubles possession vaut titre* » ne fut jamais admise comme principe général ; elle n'apparut qu'à partir du XVIII^e siècle, au Châtelet de Paris.

II. Pour que le profit de quint pût être perçu, il fallait que la vente fût parfaite, c'est-à-dire qu'elle fût consommée par le transport de propriété.

DROIT CONSTITUTIONNEL

I. Le Sénat a le droit d'amender les lois de finances, et ce droit est absolu.

DROIT ADMINISTRATIF

I. L'autorisation donnée à un établissement dange-reux, incommode ou insalubre, ne met pas obstacle à ce que les tiers, ayant éprouvé un dommage matériel ou moral, obtiennent une indemnité devant les tribunaux civils.

DROIT CRIMINEL

I. La tentative d'un crime dont l'impossibilité est absolue n'est pas punissable.

II. La cour d'assises peut, en cas de contumace, déclarer l'existence de circonstances atténuantes.

III. Les témoins dont la loi rejette le témoignage peuvent être néanmoins entendus en vertu du pouvoir discrétionnaire du président.

Vu par le Doyen.
Signé : CH. BEUDANT.

Vu par le Président de la Thèse.
Signé : A. BOISTEL.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
Signé : GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

DROIT ROMAIN

Des Obligations littérales

INTRODUCTION 3

CHAPITRE I^{er}

DE L'ÉCRITURE APPLIQUÉE AU DROIT DES OBLIGATIONS

§ 1 ^{er} . Des Livres domestiques	5
§ 2. Des Titres séparés	12

CHAPITRE II

DU CONTRAT LITTERIS A L'ÉPOQUE CLASSIQUE

§ 1 ^{er} . Origine et Formation	15
§ 2. Nature du Contrat litteris	24
§ 3. Des effets du Contrat litteris	27

CHAPITRE III

DES SYNGRAPHÆ ET DES CHIROGRAPHÆ 34

CHAPITRE IV

DU CONTRAT LITTERIS SOUS JUSTINIEN ET DE L'EXCEPTION NON NUMERATÆ PECUNIÆ 41

DROIT FRANÇAIS

Des Titres de Bourse nominatifs

INTRODUCTION 48

PREMIÈRE PARTIE

DES DIFFÉRENTES ESPÈCES DE TITRES NOMINATIFS 53

CHAPITRE 1^{er}

TITRES ÉMIS PAR L'ÉTAT 53

§ 1 ^{er} . Notions historiques	53
§ 2. Des Rentes	57
§ 3. Des autres titres émis par l'Etat	64

CHAPITRE II

DES TITRES ÉMIS POUR CERTAINES SOCIÉTÉS PRIVILÉGIÉES

§ 1 ^{er} . Banque de France	67
§ 2. Crédit Foncier	72

CHAPITRE III

DES TITRES ÉMIS PAR LES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET FINANCIÈRES

§ 1 ^{er} . Des Actions.....	76
§ 2. Des Obligations.....	84

CHAPITRE IV

DES TITRES ÉMIS PAR LES VILLES ET LES DÉPARTEMENTS ET DES TITRES ÉTRANGERS

§ 1 ^{er} . Titres émis par les Villes et les Départements....	87
§ 2. Titres étrangers.....	88

DEUXIÈME PARTIE

DE L'ALIÉNATION ET DE LA TRANSMISSION DES TITRES NOMINATIFS

89

CHAPITRE I^{er}

DES MUTATIONS A TITRE GRATUIT

90

SECTION 1^{re}. — *Des successions ab intestat.*

90

§ 1 ^{er} . Des Héritiers capables.....	92
§ 2. Des Héritiers incapables.....	98

SECTION 2^e. — *Des donations.*

§ 1 ^{er} . Des Donations testamentaires.....	99
§ 2. Des Donations entre-vifs.....	100

CHAPITRE II

DES MUTATIONS A TITRE ONÉREUX

103

SECTION 1^{re}. — *Des Cessions de titres nominatifs.*

§ 1 ^{er} . Des Cessions à titre onéreux en général.....	103
§ 2. Négociation des Titres nominatifs.....	107

SECTION 2^e. — *Des transferts.*

115

§ 1 ^{er} . Des Transferts de rentes.....	117
§ 2. Des Transferts d'actions de la Banque de France.	122
§ 3. Transfert des Titres nominatifs émanant des Sociétés industrielles et commerciales.....	123

SECTION 3^e. — *Aliénation des titres nominatifs appartenant à des incapables.*

§ 1 ^{er} . Du Mineur.....	126
§ 2. Des Interdits, Aliénés et Prodiges.....	129
§ 3. De la Femme mariée.....	129
§ 4. Administrateurs des biens d'autrui.....	137

CHAPITRE III

DE LA CONVERSION DES TITRES MOBILIERS

SECTION 1^{re}. — *Conversion des titres nominatifs en titres au porteur.* 138

§ 1 ^{er} . A quel moment peut-on procéder à cette conversion.....	139
§ 2. Nature de cette conversion.....	143
§ 3. Qui peut la faire.....	145
§ 4. Formalités.....	147

SECTION 2^e. — *Conversion des titres au porteur en titres nominatifs.* 148

SECTION 3^e. — *Conversion des titres mixtes.* 150

APPENDICE : DES REMBOURSEMENTS 151

TROISIÈME PARTIE

DES DROITS POUVANT EXISTER SUR LES TITRES NOMINATIFS

CHAPITRE I

DE LA PROPRIÉTÉ 153

§ 1 ^{er} . Droits généraux du propriétaire.....	154
§ 2. Situation du propriétaire dépossédé de son titre..	155

CHAPITRE II

DE L'USUFRUIT

§ 1 ^{er} . Notions générales.....	158
§ 2. Droits et Devoirs de l'usufruitier.....	160
§ 3. Droits et Devoirs du nu-propriétaire.....	164

CHAPITRE III

DU GAGE

§ 1 ^{er} . Du gage civil.....	167
§ 2. Du gage commercial.....	168
§ 3. De la saisie.....	170

CHAPITRE IV

DU DÉPOT 174

CHAPITRE V

DU PRÊT ET DES AUTRES CONTRATS 176

APPENDICE : DES IMPÔTS 178

§ 1 ^{er} . Du Timbre.....	178
§ 2. Droits de transmission.....	181
§ 3. Impôt sur le revenu.....	184

POSITIONS 187

MONTDIDIER

IMPRIMERIE ABEL FAUVERGE

1883